

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES VELLÉITÉS NUCLÉAIRES NORD-CORÉENNES
DANS LA LIGNE DE MIRE DES ÉTATS-UNIS :
UNE EXPLICATION DÉCISIONNELLE DES CRISES DE 1994 ET 2002

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
ETIENNE LÉVESQUE

OCTOBRE 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le fruit d'un long travail personnel qui n'aurait toutefois jamais vu le jour sans la présence de plusieurs personnes à mes côtés. Je tiens tout d'abord à remercier le Professeur Charles-Philippe David pour sa supervision exemplaire, ses conseils judicieux et sa confiance en moi. En m'offrant l'opportunité de me joindre à la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, il m'a permis d'intégrer un environnement des plus propices à la réflexion et au travail intellectuel. J'y ai notamment fait plusieurs rencontres tout aussi enrichissantes les unes que les autres qui ont sans aucun doute contribué à l'avancement de cette recherche. Je remercie, tout spécialement, Pierre-Louis Malfatto pour son appui moral indispensable ainsi que ses commentaires éclairants sur les plans universitaire et personnel. Je tiens aussi à souligner l'amour de la langue française que lui et Céline Huyghebaert m'ont transmis. J'espère que le texte de ce mémoire saura rendre compte un tant soit peu de leur soutien linguistique sans égal. Merci à Pierre-Olivier Garand avec qui j'ai pu développer une complicité unique et dont la récente rencontre se transformera, j'espère, en une longue amitié. Merci également à chacun de mes autres collègues de la Chaire : Sébastien Barthe, Katia Gagné, Benoît Gagnon, Vanessa Martin-Vanasse, Marc-Olivier Benoît, Linda Bouchard, Nicolas Riendeau, Frédérick Gagnon, Joël Plouffe, Julien Tourreille, Véronique Bourbeau, Jean-Philippe Adam et Élisabeth Vallet.

Merci aussi à Alexandre Jarry-Normandin pour son amitié inconditionnelle et sa présence irremplaçable; à ma mère Louise Campagna pour sa patience indéfectible et ses encouragements; à mon père André Lévesque pour sa compréhension salutaire; à Elise Leclerc-Gagné pour son indulgence hors du commun; à Jean-François Sigouin, Bachir Gerges et Ilies Hassani pour leur camaraderie indispensable.

Merci enfin à David Grondin à qui je dois l'opportunité de pouvoir poursuivre mes études de doctorat à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Ses nombreuses initiatives et le soutien qu'il m'a apporté au cours des derniers mois ont été une source de motivation essentielle pour l'achèvement de ce mémoire dans les délais requis.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iv
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE SECTION

LES MOMENTS DE CRISE NUCLÉAIRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CORÉE DU NORD DE 1993 À 2007.....	29
--	----

CHAPITRE I

LA CRISE NUCLÉAIRE DE 1994	29
1.1 Les velléités nucléaires de la Corée du Nord à l'origine de la crise.....	29
1.2 Une seconde guerre de Corée évitée à l'aide de la diplomatie	35
1.3 Une administration coopérative et indulgente lors des pourparlers de Genève.....	42

CHAPITRE II

LA CRISE NUCLÉAIRE DE 2002	48
2.1 Washington importuné par le subterfuge nucléaire de Pyongyang	48
2.2 La diplomatie multilatérale comme solution implicite pour les États-Unis	54
2.3 D'une attitude intransigeante à une indulgence modérée lors des pourparlers de Pékin.....	59

DEUXIÈME SECTION

LES FACTEURS EXPLICATIFS DES CONTINUITÉS DU COMPORTEMENT AMÉRICAIN LORS DES CRISES NUCLÉAIRES AVEC LA CORÉE DU NORD	66
---	----

CHAPITRE I

LES AMBITIONS NUCLÉAIRES NORD-CORÉENNES À L'ÉPREUVE DU PRISME PERCEPTUEL DE L'ÉLITE DÉCISIONNELLE.....	66
1.1 Une vision stéréotypée de l'adversaire nord-coréen	67

1.2	La surestimation des ambitions nucléaires nord-coréennes	72
1.3	Des informations ignorées par l'élite décisionnelle	77
1.4	La menace nord-coréenne à l'épreuve de l'attitude cognitive de la <i>value-conflict resolution</i>	81

CHAPITRE II

LES STRATÉGIES PSYCHOLOGIQUES DE L'ÉLITE DÉCISIONNELLE À L'ORIGINE DE L'OPTION DIPLOMATIQUE DES ÉTATS-UNIS		85
2.1	Les stratégies psychologiques de l'élite décisionnelle à l'œuvre au sein de l'administration Clinton	85
2.2	Les stratégies psychologiques de l'élite décisionnelle à l'œuvre au sein de l'administration W. Bush	92

CHAPITRE III

LA STRATÉGIE DIPLOMATIQUE AMÉRICAINE À L'IMAGE DES INTÉRÊTS SECTORIELS AU SEIN DE L'APPAREIL DÉCISIONNEL		102
3.1	Les querelles bureaucratiques au sein de l'administration Clinton	102
3.2	La réorganisation prompte et efficace d'une administration divisée	105
3.3	Les querelles bureaucratiques au sein de l'administration W. Bush	108
3.4	La réorganisation tardive d'une administration sclérosée	111

CONCLUSION		117
BIBLIOGRAPHIE		123

RÉSUMÉ

La relation entre les États-Unis et la Corée du Nord depuis la fin de la guerre froide a été particulièrement mouvementée. Bien que les administrations Clinton et W. Bush soient souvent présentées comme étant différentes à plusieurs égards, leur politique étrangère envers la Corée du Nord comporte trois similitudes significatives qui portent à réflexion : (1) la production de matière fissile semble être la principale préoccupation des décideurs américains, (2) la Maison-Blanche privilégie l'option diplomatique pour résoudre ses nombreux litiges avec Pyongyang, (3) les États-Unis se montrent coopératifs lors des négociations avec la Corée du Nord et parviennent à conclure deux accords majeurs qui cherchent à apaiser les tensions dans la péninsule coréenne.

L'objectif de notre mémoire sera d'expliquer ces trois similitudes de la politique étrangère des administrations Clinton et W. Bush à travers les crises nucléaires de 1994 et de 2002, deux épisodes emblématiques des rapports américano-nord-coréens entre 1993 et 2007. Afin d'orienter notre analyse, nous mettrons à contribution les pistes interprétatives offertes par les approches perceptuelles et organisationnelles. D'abord, nous verrons que la représentation des ambitions nucléaires nord-coréennes comme une menace à la sécurité nationale américaine par les décideurs des deux administrations est attribuable à leur vision stéréotypée du régime nord-coréen. Ensuite, il sera démontré que la volonté de compromis des États-Unis pour résoudre la crise par la diplomatie se trouve fortement influencée par les stratégies psychologiques de l'élite décisionnelle. Enfin, la capacité de réorganisation et d'adaptation du processus décisionnel agit de façon prépondérante sur l'attitude flexible et indulgente de la délégation américaine lors des négociations.

Dans un premier temps, nous présenterons un historique détaillé des deux crises nucléaires afin de tracer l'évolution du litige et d'identifier les principaux acteurs impliqués. Dans un second temps, les facteurs perceptuel et organisationnel permettront d'expliquer les trois continuités du comportement américain portées à l'étude.

Mots clés : États-Unis, Corée du Nord, politique étrangère américaine, crise nucléaire, non-prolifération, diplomatie, perception de la menace, processus décisionnel, administration Clinton, administration W. Bush, Kim Il Sung, Kim Jong-il

INTRODUCTION

La présence des États-Unis dans la péninsule coréenne est fréquemment associée à sa relation tendue avec le Nord. Étant donné l'importante dissymétrie de leur puissance respective, plusieurs y voient une manifestation contemporaine d'un affrontement de David contre Goliath. En dépit de leurs rapports particulièrement mouvementés depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, symbolisés par l'éclatement de deux crises nucléaires majeures en 1994 et 2002, il n'en a pas toujours été ainsi. Un survol de l'évolution de la politique étrangère américaine envers la Corée du Nord¹ est donc utile pour mettre en valeur la spécificité de la période post-guerre froide.

Une politique étrangère minimaliste (1882-1945)

Les États-Unis établissent leurs premières relations officielles avec la Corée² le 22 mai 1882 par la signature du Traité d'amitié et de Commerce au sein duquel le président Chester Arthur s'engage à prêter les bons offices advenant une menace extérieure. Le roi Gojong espère alors que ce traité avec la jeune république servira à contrebalancer les ambitions territoriales russes et japonaises.

Au tournant du vingtième siècle, le royaume de Corée est de plus en plus convoité par les empires régionaux. Lors de la guerre sino-japonaise (1894-1895) puis russo-japonaise (1904-1905), la péninsule coréenne devient un enjeu géostratégique de première importance et se trouve fréquemment occupée par les puissances environnantes. En dépit des appels à l'aide du souverain coréen, les États-Unis décident de ne pas s'impliquer militairement en Asie du Nord-Est, se limitant plutôt aux échanges commerciaux et à l'envoi des missionnaires. La Maison-Blanche préfère alors pratiquer une politique étrangère minimaliste qui s'inscrit en continuité avec les recommandations de George Washington dans

¹ Pour faciliter la lecture, nous emploierons le terme Corée du Nord plutôt que l'appellation officielle du pays : République Démocratique Populaire de Corée.

² À l'époque, la Corée est un territoire unifié sous le règne de la dynastie Chosun.

son discours d'adieu³. D'ailleurs, le président Theodore Roosevelt demeure impassible lorsque ce territoire devient un protectorat de l'empire japonais en 1905⁴.

Une influence régionale déterminante (1945-1948)

Après un hiatus de quarante ans, la nouvelle superpuissance américaine effectue un retour en force dans la péninsule coréenne. Fort de sa victoire contre le Japon, le président Truman propose au dirigeant de l'Union Soviétique, Joseph Staline, de diviser temporairement le territoire coréen en deux zones d'occupation de part et d'autre du trente-huitième parallèle. Moscou accepte la proposition et prend aussitôt le contrôle de la moitié septentrionale du territoire coréen tandis que Washington occupe la moitié australe. Au cours des mois suivants, les puissances occupantes ne parviennent cependant pas à s'entendre sur la constitution d'un gouvernement d'union nationale. En novembre 1947, Washington décide de renvoyer la question devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Les membres de la jeune institution internationale votent pour la mise sur pied de la Commission Temporaire des Nations Unies pour la Corée dont le mandat est d'organiser des élections libres et de rétablir son indépendance politique⁵. Ne reconnaissant pas la légitimité de la Commission, Moscou empêche le déroulement des élections dans sa zone d'occupation. Au sud, le scrutin aboutit à la création de la République de Corée le 15 août 1948, sous la gouverne du parti de Syngman Rhee, retourné de son exil aux États-Unis et reconnu pour sa réticence au communisme. Le 9 septembre, la République Démocratique Populaire de Corée est créée. Le nouvel État est

³ Dans son discours d'adieu, rédigé le 19 septembre 1776, le premier président de la jeune république affirme que « la grande règle vis-à-vis des nations étrangères est d'étendre [les] relations commerciales et de n'avoir avec elles aussi peu de liens politiques possible (...). [Le] véritable objectif politique doit être d'éviter des alliances permanentes avec quelque partie que ce soit du monde étranger. » U.S. Department of State. *Farewell Address 1776*. Disponible [en ligne] : <http://usinfo.state.gov/usa/infousa/facts/democrac/49.htm> (consultée le 15 juin 2007). Pour alléger la lecture du texte, nous avons décidé de traduire en français les citations écrites en langue anglaise.

⁴ Le président Howard Taft va même jusqu'à applaudir l'annexion officielle de la Corée par le Japon en 1910, en soutenant que l'Empire nippon permettra de contrebalancer les velléités expansionnistes russes et chinoises. Toutefois, les États-Unis vont peu à peu subir les contrecoups des politiques impérialistes japonaises au cours des trois décennies suivantes, si bien qu'aucun Américain ne se trouve sur le territoire coréen en 1942.

⁵ Nations Unies. *Résolution 112 (1947) adoptée par l'Assemblée générale sur la question de l'indépendance de la Corée (AS/112(1947))*. Disponible [en ligne] : <http://daccessdds.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/038/19/IMG/NR003819.pdf> (consultée le 5 juin 2007).

dirigé par Kim Il Sung, une figure charismatique de la guérilla antijaponaise en Mandchourie dans les années 30 et qui bénéficie de l'appui soviétique.

Au terme d'une réunion du Conseil de Sécurité Nationale le 2 avril 1948, l'administration Truman conclut que la péninsule coréenne est sans grande importance pour les intérêts américains⁶. Il est alors décidé que les États-Unis continueront à appuyer financièrement le gouvernement sud-coréen et à faire « tous les efforts possibles pour créer les conditions de retrait des forces américaines d'ici le 31 décembre 1948⁷. » À la fin juin 1949, le Pentagone rapatrie l'ensemble de ses effectifs, à l'exception du *Korean Military Advisory Group*, un groupe de quelques dizaines de conseillers militaires qui assure une présence permanente⁸.

Le calme après la tempête (1950-1990)

Étant donné la tournure des événements à l'été 1950, les États-Unis sont forcés de retourner dans la péninsule pour contrer une agression nord-coréenne. Le 25 juin, les troupes de Kim Il Sung envahissent le Sud dans l'espoir d'imposer l'unification des deux jeunes États. Quelques jours plus tard, les États-Unis prennent la tête d'une coalition internationale sous l'égide des Nations Unies⁹ et parviennent ensuite à repousser les troupes communistes au-delà du trente-huitième parallèle. Au terme d'une guerre des plus dévastatrices, un armistice est signé à Panmunjon le 27 juillet 1953 entre les Nations Unies, la Corée du Nord et la République Populaire de Chine¹⁰. Ce cessez-le-feu rétablit aussitôt le statu quo qui

⁶ Macdonald, Donald Stone. *U.S.-Korean Relations from Liberation to Self-Reliance : The Twenty-Year Record*. Boulder: Westview Press, 192, pp.5-6.

⁷ Conseil de Sécurité Nationale des États-Unis. *NSC 8 Position of the United States with respect to Korea*. Disponible [en ligne] : http://www.coldwarfiles.org/files/Documents/FRUS.Korea.NSC_8-2.pdf (consultée le 2 février 2007). Moscou décide également de retirer ses troupes de la zone d'occupation nord en 1949.

⁸ Lee, Chae-Jin. *A Troubled Peace: U.S. Policy and the Two Koreas*. Washington : The Johns Hopkins University Press, 2006, p.25.

⁹ Nations Unies. *Résolution 83 (1950) adoptée par le Conseil de sécurité sur l'attaque dirigée contre la République de Corée (CS/83(1950))*. Disponible [en ligne] : <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1950/s50r83f.pdf> (consultée le 7 juin 2007).

¹⁰ U.S. Department of State. *Text of the Korean War Armistice Agreement*. Disponible [en ligne] : <http://www.state.gov/t/act/rls/or/2004/31006.htm> (consultée le 5 mai 2007).

prévalait avant le déclenchement des hostilités. Afin de s'assurer que l'armistice est respecté, Washington décide de stationner en permanence quelques 60 000 soldats en Corée du Sud¹¹. Si la fin du conflit coréen marque le début d'une longue alliance militaire entre Washington et Séoul¹², elle signifie surtout le début d'une relation hostile avec Pyongyang.

Au cours de la guerre froide, les administrations subséquentes formulent leur politique étrangère envers la Corée du Nord à partir de la doctrine d'endiguement¹³ dont l'objectif principal est de contenir le régime communiste à l'aide de pressions militaires, de sanctions économiques¹⁴ et d'isolement diplomatique. La stratégie américaine s'avère des plus efficaces, puisque les tensions entre les deux belligérants sont rarissimes¹⁵. Les échauffourées surviennent plutôt avec l'allié sud-coréen. À titre d'exemple, le président Park Chung Hee se montre très réticent à l'égard de la doctrine de Guam du président Richard

¹¹ Le Pentagone y déploie même des armes nucléaires à partir de janvier 1958. Voir : Feffer, John. *North Korea/South Korea: U.S. Policy at a Time of Crisis*. New York : Seven Stories Press, 2003, p.134.

¹² L'administration Eisenhower conclut un Traité de défense mutuelle avec la Corée du Sud, le 1 octobre 1953. Congressional Research Service. *South Korea: U.S. Defense Obligations*. Disponible [en ligne] : http://digital.library.unt.edu/govdocs/crs//data/1994/upl-meta-crs-103/94-300f_1994Apr01.txt?PHPSESSID=374b33ec171d14f6fb4d07986fb6765d (consultée le 7 juin 2007).

¹³ Cette doctrine qui oriente la stratégie américaine à l'égard de l'Union Soviétique et de ses pays satellites au cours de la guerre froide tire son origine du NSC68. Ce rapport d'une longueur de 58 pages rédigé par le directeur de la planification politique Paul Nitze en avril 1950 recommande aux États-Unis de contenir par tous les moyens possibles l'expansion du communisme soviétique au-delà des limites atteintes en 1947. Ce document s'inspire en grande partie du « long télégramme » de George F. Kennan envoyé de Moscou le 22 février 1946 et de son article « The Sources of Soviet Conduct » publié dans la revue *Foreign Affairs* en juillet 1947 signé sous le pseudonyme X.

¹⁴ Rennack, Dianne E. *North Korea: Economic Sanctions*. CRS Report for Congress, mis à jour le 17 octobre 2006, pp.25-27. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL31696.pdf>, (consultée le 5 mars 2007).

¹⁵ L'incident majeur à survenir pendant la guerre froide entre les deux belligérants est la capture du USS Pueblo par l'armée nord-coréenne, le 23 janvier 1968. Lors d'une mission dans la mer du Japon, la marine nord-coréenne ouvre le feu sur le bateau-espion américain considérant sa position en violation avec les eaux territoriales de l'État communiste. L'altercation qui s'en suit provoque la mort d'un des quatre-vingt-trois membres d'équipage dont le reste est fait prisonniers. Ceux-ci sont gardés en captivité pendant onze mois, période au cours de laquelle ils sont battus et torturés à plusieurs reprises. Ils sont finalement rapatriés aux États-Unis le 23 décembre 1968. Cependant, Pyongyang décide de garder en sa possession le USS Pueblo comme un symbole de l'hostilité américaine à son égard. Après avoir été exposé à divers endroits en Corée du Nord, le navire américain constitue désormais une attraction touristique majeure pour les rares visiteurs dans la capitale du royaume ermite. Voir : Mitchell, Lerner B. *The Pueblo Incident: A Spy Ship and the Failure of American Foreign Policy*. Lawrence : University Press of Kansas, 2002.

Nixon qui entraîne une réduction des troupes américaines basées en Corée du Sud¹⁶. Ce dirigeant autoritaire supporte également très mal les critiques sévères de Jimmy Carter à l'égard de ses politiques répressives contre les citoyens sud-coréens.

Entre confrontation et rapprochement : une politique étrangère tumultueuse (1993-2007)

À partir de l'effondrement de l'Union soviétique, les rapports entre les États-Unis et la Corée du Nord subissent des changements significatifs. La relative accalmie des années de guerre froide laisse place à une dynamique de confrontation entre une superpuissance américaine désormais seule à la tête du système international et une Corée du Nord déstabilisée qui convoite une capacité nucléaire à des fins militaires. Préoccupée par la croissance rapide du programme nucléaire nord-coréen ainsi que par le manque de rigueur du régime de Kim Il Sung envers les obligations imposées par le Traité de non-prolifération (TNP), l'administration Clinton entame des négociations avec son adversaire communiste dès juin 1993¹⁷. Douze mois de tractations diplomatiques ne permettent pas de résoudre l'impasse, si bien qu'en juin 1994, le spectre d'un second conflit armé plane sur la péninsule. Washington opte en dernier recours pour la négociation et conclut quelques mois plus tard l'Accord-Cadre, une entente avec la Corée du Nord qui ouvre la voie vers une dénucléarisation complète de son territoire et marque le début d'une période de rapprochement sans précédent entre les deux belligérants¹⁸.

¹⁶ Cette doctrine est énoncée par le président Nixon lors d'une conférence de presse à Guam le 25 juillet 1969. Elle stipule qu'à l'exception d'une menace nucléaire, les problèmes de la Corée du Nord et du Nord Vietnam soient progressivement gérés de façon autonome par les nations asiatiques. Il souhaite ainsi minimiser l'engagement américain dans les conflits asiatiques tout en continuant d'aider les États alliés aux États-Unis par une aide technique et financière. Le président républicain laisse sous-entendre que la Corée du Sud se trouve désormais à l'extérieur du périmètre de sécurité américain. Séoul s'inquiète de plus en plus d'être laissé seul aux portes d'une Asie se faisant le porte-étendard du communisme révolutionnaire. Quelques mois plus tard, Washington réduit ses troupes dans la péninsule de 60 000 à 40 000, mais assure son allié sud-coréen qu'il compte honorer le Traité de défense mutuelle. Voir : Girling, G.L.S. « The Guam doctrine ». *International Affairs*. Vol. 46, no.1 (1969), pp.48-62.

¹⁷ L'administration de George H. W. Bush avait tenu une première ronde de pourparlers bilatéraux le 22 janvier 1992 à New York, sans grand succès. Au sujet de la politique étrangère américaine envers la Corée du Nord sous George H. W. Bush, voir : Sigal, Leon V. *Disarming Strangers – Nuclear Diplomacy with North Korea*. Princeton : Princeton University Press, 1998, pp.15-51 ; Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, pp.130-157.

¹⁸ Cet accord sera présenté et analysé de façon détaillée dans le chapitre I.

Cette période se termine brusquement avec l'éclatement d'une seconde crise nucléaire en octobre 2002. Washington décide alors de cesser toute forme d'aide à l'État communiste, décision à laquelle Pyongyang réplique en se retirant du TNP et en expulsant les inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique de son territoire en janvier 2003. À la suite de nombreuses tergiversations de l'administration W. Bush à l'égard de la crise, elle accepte finalement de participer à des pourparlers multilatéraux¹⁹ à partir d'août 2003. Au terme de six rondes de négociations, les six en arrivent à une entente qui, à l'instar de celle conclue en 1994, laisse présager non seulement la fin de cette seconde crise nucléaire, mais laisse entrevoir une nouvelle période d'amélioration des rapports diplomatiques entre ces deux adversaires de longue date.

À la différence des quatre décennies de guerre froide où la relation entre les États-Unis et la Corée du Nord est caractérisée par une hostilité réciproque, mais sans rebondissements majeurs, les années quatre-vingt-dix et deux mille sont le théâtre de nombreux incidents. Parmi ceux-ci, deux crises nucléaires majeures déstabilisent non seulement l'Asie du Nord-Est, mais ébranlent aussi tout l'édifice de non-prolifération nucléaire. Dès lors, il apparaît intéressant d'examiner la politique étrangère américaine envers la Corée du Nord entre 1993 et 2007. Afin d'identifier les principales caractéristiques du comportement américain au cours de cette période, un survol historique est utile. Ceci permettra de soulever les éléments problématiques de notre objet d'étude ce qui stimulera ensuite la formulation d'une question de recherche.

Les grandes caractéristiques de la politique étrangère américaine envers la Corée du Nord de 1993 à 2007

1- Les capacités militaires de la Corée du Nord comme source de tensions avec les États-Unis

En premier lieu, la plupart des imbroglios entre Washington et Pyongyang portent sur trois aspects de la posture militaire de l'État communiste, au premier rang desquels ses capacités nucléaires constituent à n'en pas douter la principale source de litiges.

¹⁹ Ces pourparlers à six réunissent également la Corée du Nord, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et la Russie.

Des velléités nucléaires menaçantes

L'intérêt du régime de Kim Il Sung pour le nucléaire suscite quelques inquiétudes au cours de l'administration de George H. W. Bush, mais elle se consacre davantage au dossier irakien. Ce n'est qu'à partir de 1993 que le programme au plutonium de la Corée du Nord fait l'objet d'importantes préoccupations pour les États-Unis. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, la nouvelle administration démocrate identifie la non-prolifération des armes de destruction massive comme un de ses principaux objectifs de politique étrangère²⁰. Ainsi, l'éventualité d'une Corée du Nord nucléaire a littéralement l'effet d'une bombe dans le milieu décisionnel à Washington. Les refus répétés de Pyongyang d'autoriser l'inspection de l'ensemble de ses installations nucléaires par l'AIEA amènent les deux belligérants sur le pied de guerre à l'été 1994.

Quatre années plus tard, un contentieux similaire se produit au nord du trente-huitième parallèle. La *Defense Intelligence Agency* (DIA), agence de renseignements militaires du Pentagone, soupçonne le régime de Kim Jong-il de développer un programme clandestin de production de matière fissile au complexe souterrain de Kumchang-Ni, une propriété du Ministère de l'Énergie Atomique. La rumeur, jusque-là confinée à la communauté du renseignement, devient rapidement brûlante d'actualité dans le milieu politique à Washington, suite à la publication d'un article révélant les informations du Pentagone en première page de l'édition du 17 août 1998 du *New York Times*²¹. Les rapports fragiles entre Pyongyang et Washington sont de nouveau mis à l'épreuve.

Sous George W. Bush, les velléités nucléaires de la Corée du Nord sont perçues comme étant tout autant problématiques pour la sécurité nationale américaine. Dès son

²⁰ Litwak, Robert S. *Rogue States and U.S. Foreign Policy*. Washington : Johns Hopkins University Press, 2000, p.37.

²¹ Sanger, David E. « North Korea Site an A-Bomb Plant, U.S. Agencies Say: Could Break '94 Accord ». *New York Times*, 17 août 1998, p A1, A4. Charles L. Pritchard, alors négociateur en chef adjoint pour les pourparlers à quatre, rappelle que « les États-Unis étaient au courant de certains renseignements concernant ce site, mais ceux-ci étaient plutôt vagues. Cette fuite dans les médias a forcé l'administration Clinton à confronter Pyongyang prématurément. (...) Le *New York Times* l'a communiqué avant même que nous soyons prêts. » Voir : Pritchard, Charles L. *The Korean Peninsula and the role of multilateral talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.unidir.org/pdf/articles/pdf-art2275.pdf> (consultée le 12 février 2007).

arrivée au pouvoir, la nouvelle administration se dit très préoccupée par le fait que Pyongyang dispose d'une quantité de matière fissile suffisante pour fabriquer une à deux armes nucléaires. Suite aux événements du 11 septembre, le président républicain craint que le régime de Kim Jong-il soit tenté de transférer du matériel radioactif à des groupes terroristes. Cette possibilité justifie à ses yeux l'inclusion de la Corée du Nord au sein d'un « axe du mal » à titre d'État voyou.

En octobre 2002, une seconde crise nucléaire éclate dans la péninsule coréenne suite à l'admission par le vice-ministre des Affaires étrangères de la Corée du Nord Kim Gye-gwan de l'existence d'un programme clandestin d'enrichissement d'uranium. La Maison-Blanche décide aussitôt de cesser son aide énergétique et économique au régime de Kim Jong-il. Pyongyang rétorque en se retirant du Traité de non-prolifération ainsi qu'en expulsant les inspecteurs de l'AIEA de son territoire en janvier 2003. Bien que les tensions ne connaissent pas une escalade aussi prononcée qu'en 1994, il n'en demeure pas moins que la production de matière fissile de l'État communiste est de nouveau l'élément central de cette crise.

Le 9 octobre 2006, la Corée du Nord procède à son premier essai nucléaire souterrain²² ce qui met un terme à l'ambiguïté concernant sa capacité à maîtriser le cycle nucléaire. La Maison-Blanche fait aussitôt connaître son indignation à l'égard de la situation et accuse le régime nord-coréen d'avoir commis un « acte impardonnable de provocation qui constitue une menace pour la paix et la sécurité internationale²³. » Sans détériorer outre mesure les relations déjà tendues entre les deux belligérants, l'essai nord-coréen porte un dur coup au régime de non-prolifération nucléaire et consolide la place du royaume ermite dans le discours américain sur la menace.

²² Pour plus de détails sur cet essai, voir : Chanlett-Avery, Emma et Sharon Squassoni. « North Korea's Nuclear Test: Motivations, Implications, and U.S. Options ». *CRS Report for Congress*, mis à jour le 24 octobre 2006. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/sgp/crs/nuke/RL33709.pdf> (consultée le 18 décembre 2006).

²³ BBC News. *North Korea nuclear test condemned*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6034873.stm> (consultée le 8 novembre 2006).

Des tirs de missiles embarrassants

Second aspect des plus problématiques de la posture militaire de la Corée du Nord, ses missiles balistiques alimentent à plus d'une reprise les inquiétudes américaines²⁴. Dès 1993, l'administration démocrate se dit profondément préoccupée²⁵ par les exportations de missiles sans cesse croissantes de l'État communiste à d'autres États hostiles aux États-Unis²⁶. De surcroît, le 29 et 30 mai de cette même année, Pyongyang réussit avec succès l'essai du Nodong²⁷, un missile de portée intermédiaire.

Bien que l'attention accordée au dossier des missiles nord-coréens s'estompe considérablement au cours de la première crise nucléaire, il redevient un point central à l'agenda de l'administration Clinton à partir de 1996²⁸. Le 16 octobre, après que le Pentagone détecte que l'armée nord-coréenne effectue les derniers préparatifs en vue d'un second essai du Nodong, un navire de reconnaissance ainsi qu'un porte-avions sont dépêchés dans la mer du Japon en espérant dissuader son adversaire communiste. Cette manœuvre porte ses fruits puisque le département d'État confirme quelques jours plus tard l'annulation du test²⁹. Le 31 août 1998, Pyongyang décide cette fois d'ignorer les avertissements américains et procède à la mise à feu du Taepodong-1, un missile de longue portée. Celui-ci survole l'archipel japonais et termine prématurément sa trajectoire au large de l'île d'Honshu

²⁴ Pour plus de détails sur les missiles nord-coréens, voir : Hildreth, Steven A. « North Korean Ballistic Missile Threat to the United States ». *CRS Report for Congress*, mis à jour le 3 janvier 2007. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/sgp/crs/nuke/RS21473.pdf> (consultée le 5 mars 2007); Center for Nonproliferation Studies. *CNS Special Report on North Korean Ballistic Missile Capabilities*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/pubs/week/pdf/060321.pdf> (consultée le 3 août 2006); Niksch, Larry A. « North Korea's Weapons of Mass Destruction ». Chap. in *North Korea – The Politics of Regime Survival*. Armonk : M.E. Sharpe, 2006, pp.108-137.

²⁵ National Archives and Records Administration. *Public Papers of the Presidents: William J. Clinton, 1993*. Washington, D.C.: GPO, 1994, p.1615.

²⁶ Au cours de la période étudiée, la Corée du Nord exporte ses missiles balistiques principalement à trois États, soit l'Iran, la Syrie et le Pakistan. Voir : SIPRI. *The SIPRI Arms Transfers Database*. Disponible [en ligne] : <http://www.sipri.org/contents/armstrad/access.html#kon> (consultée le 3 janvier 2007).

²⁷ Nuclear Threat Initiative. *Nodong, Overview and Technical Assessment*. Disponible [en ligne] : http://www.nti.org/e_research/profiles/NK/Missile/1363.html, (consultée le 9 décembre 2006).

²⁸ Samore, Gary. « US-DPRK missiles negotiations ». *Nonproliferation Review*. Vol. 9, no. 2 (2002), p.17.

²⁹ Ce scénario se répète également en septembre 1997. Voir : Center for Nonproliferation Studies. *Chronology of North Korea's Missile Trade and Developments: 1996-1998*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/research/korea/chr9698.htm> (consultée le 6 mars 2007).

dans l'océan Pacifique³⁰. Bien que cet essai soit une réussite relative, il a néanmoins pour conséquence de raviver les débats à Washington sur la nécessité de prémunir le territoire américain d'un système de défense antimissile pour contrer de telles menaces³¹. Au cours des mois suivants, un consensus émerge au sein de la communauté du renseignement à l'effet que les progrès technologiques de la Corée du Nord dans ce domaine accentuent la probabilité que l'ensemble du territoire américain soit bientôt vulnérable face aux missiles balistiques de l'État communiste³².

Suite à l'arrivée de l'administration républicaine au pouvoir en janvier 2001, d'autres événements nourrissent les craintes américaines à cet égard. D'une part, la Corée du Nord continue d'exporter plusieurs dizaines de missiles au Pakistan, à l'Iran et à la Syrie³³. À titre d'exemple, le 12 octobre 2002, le Pentagone demande l'aide des forces navales espagnoles afin d'intercepter un navire nord-coréen à destination du Yémen transportant ce type de matériel militaire³⁴. D'autre part, Pyongyang se permet un nouveau feu d'artifice le 6 juillet 2006 en effectuant plusieurs tirs de missiles, dont un premier prototype du Taepodong-2.

³⁰ Pyongyang échoue dans sa tentative de placer un satellite sur orbite, le *Kwangmyongsong No.1*, afin de souligner le cinquantième anniversaire du jeune État ainsi que de rendre hommage à son fondateur Kim Il Sung. Le 15 septembre 1998, Washington reconnaît la véracité des propos nord-coréens. Voir : Center for Nonproliferation Studies. *The 31 August 1998 North Korean Satellite Launch: Factsheet*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/research/korea/factsht.htm> (consultée le 7 mars 2007).

³¹ Le 15 juillet 1998, le président de la commission sénatoriale chargée d'évaluer la menace que constituent les missiles balistiques à l'égard des États-Unis, Donald H. Rumsfeld, avait critiqué de façon virulente l'administration Clinton de ne pas accorder suffisamment d'attention à certains États « voyous » tels que l'Iran et la Corée du Nord. Dans son rapport final, il lui était reproché de sous-estimer le danger imminent que représentent les missiles de ces États. D'une part, Rumsfeld laissait entendre que les États-Unis n'auraient « peu ou pas d'avertissement » avant d'en être la cible. De l'autre, il mettait également en garde la Maison-Blanche que Pyongyang serait en mesure de pouvoir frapper le territoire américain avec un missile de longue portée d'ici une quinzaine d'années. Voir : Rumsfeld, Donald H. *Executive Summary of the Report of the Commission To Assess the Ballistic Missile Threat to the United States*. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/irp/threat/bm-threat.htm> (consultée le 5 mars 2006).

³² Cette unanimité se reflète entre autres lors du témoignage du directeur de la CIA George Tenet devant la commission sénatoriale sur les affaires militaires le 2 février 1999, puis à la suite de la publication d'un National Intelligence Estimate, le 9 septembre 1999. Voir : Beal, Tim. *North Korea: The Struggle Against American Power*. London : Pluto Press, 2005, pp.258-259.

³³ Wisconsin Project on Nuclear Arms Control. *North Korea Missile Update – 2005*. Disponible [en ligne] : <http://www.wisconsinproject.org/countries/nkorea/missileupdate2005.html> (consultée le 7 juillet 2006).

³⁴ Nuclear Threat Initiative. *North Korea: Missile Overview*. Disponible [en ligne] : http://www.nti.org/e_research/profiles/NK/index_1667.html (consultée le 11 août 2006).

L'essai de ce missile intercontinental s'avère toutefois un échec lamentable, car celui-ci s'abîme dans la mer du Japon moins de quarante secondes après sa mise à feu³⁵. L'administration W. Bush condamne dans l'instant cet acte de provocation de la Corée du Nord qu'il considère comme une menace directe à la sécurité nationale des États-Unis³⁶.

Des forces conventionnelles préoccupantes

Les forces conventionnelles nord-coréennes sont un troisième élément de sa posture militaire qui alimente les tensions avec Washington. À l'instar des administrations précédentes, l'administration Clinton stationne pas moins de quarante-cinq mille soldats en Corée du Sud afin de faire respecter l'armistice de 1953 et poursuit également les exercices militaires conjoints avec les forces armées sud-coréennes³⁷. Pour sa part, l'administration W. Bush augmente la fréquence de ces exercices³⁸, mais réduit du tiers le nombre de soldats américains basés dans la péninsule³⁹. Si au cours de la période étudiée aucune altercation majeure ne survient⁴⁰, le face-à-face quotidien auquel se livrent les deux corps armés depuis

³⁵ Au cours de la période étudiée, la Corée du Nord a effectué de nombreux essais de missiles de courte portée, dont cinq depuis janvier 2007. Toutefois, il importe de souligner que le Pentagone ne perçoit pas ceux-ci comme une menace pour la sécurité nationale américaine, mais les attribue à des exercices militaires de routine. Voir : BBC News. *North Korea test-fires missile*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6767243.stm> (consultée le 18 juin 2007).

³⁶ BBC News. *Outcry over North Korea missile test*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/5149512.stm> (consultée le 3 août 2006).

³⁷ Global Security. *RSOI*. Disponible [en ligne] : <http://www.globalsecurity.org/military/ops/rsoi.htm> (consultée le 9 février 2007).

³⁸ Pour plus de détails sur les exercices conjoints avec les forces sud-coréennes de 2001 à 2006, voir : Global Security. *U.S. Forces Korea – Exercises*. Disponible [en ligne] : <http://www.globalsecurity.org/military/ops/ex-usfk.htm> (consultée le 19 janvier 2007).

³⁹ Cette réduction des effectifs n'est pas en lien direct avec l'évolution de la situation sécuritaire dans la péninsule coréenne. La décision américaine comporte plusieurs explicatifs tels que la montée importante de l'antiaméricanisme en Corée du Sud depuis 2002, la redéfinition de l'alliance militaire avec Séoul, la rotation des troupes en Irak ainsi qu'une reconfiguration générale des troupes américaines sur la planète. Voir : Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, pp.256-274.

⁴⁰ Cependant, des incidents impliquant les forces conventionnelles des deux Corées surviennent de façon récurrente depuis plusieurs décennies. Pour plus de détails, voir : Nanto, Dick N. « North Korea: Chronology of Provocations, 1950 – 2003 ». *CRS Report for Congress*, mis à jour le 18 mars janvier 2003. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/man/crs/RL30004.pdf> (consultée le 2 février 2007) ; Beal, Tim. *Op.cit.*, pp.253-272 ; Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, pp.281-289.

la fin du conflit coréen est néanmoins représentatif de l'hostilité qui caractérise les rapports entre les États-Unis et la Corée du Nord.

2- Un emploi fréquent de la diplomatie

Entre 1993 et 2007, le comportement américain se distingue par un emploi fréquent de la diplomatie afin de résoudre les litiges qui l'opposent au gouvernement nord-coréen⁴¹.

Les négociations ad hoc de l'administration Clinton

Au cours de la présidence démocrate, Washington préfère discuter des dossiers problématiques avec Pyongyang de façon progressive. Certains voient dans cette stratégie une politique de rapprochement prometteuse⁴². En revanche, d'autres reprochent à Washington de céder au chantage du régime nord-coréen voire de réagir naïvement à ses coups d'éclat sur la scène internationale⁴³.

Au paroxysme de la première crise nucléaire, la Maison-Blanche envisage d'abord le recours à des frappes militaires sur les installations nucléaires nord-coréennes ainsi que l'imposition de sanctions économiques par l'intermédiaire du Conseil de sécurité des Nations Unies. Désirant éviter l'éclatement d'un conflit armé dans la péninsule, Washington privilégie finalement la reprise des pourparlers avec la Corée du Nord: Lors de l'incident de

⁴¹ Dans cette section, nous souhaitons uniquement mettre en valeur l'emploi de la négociation diplomatique par les administrations Clinton et W. Bush, pour des raisons méthodologiques le fruit de ses négociations sera étudié dans la section suivante.

⁴² Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.179; Litwak, Robert, *Op.cit.*, p.218. Hunter, R.E. « After 9/11: U.S. Policy in Northeast Asia ». *Asia-Pacific Review*. Vol. 10, no. 1 (2003), p.15. Hathaway, Robert et Jordan Tama. « The U.S. Congress and North Korea during the Clinton Years : Talk Tough, Carry a Small Stick ». *Asian Survey*. Vol. 44, no. 5 (2004), p.719 ; Mazarr, Micheal J. « Going Just a Little Nuclear: Nonproliferation Lessons from North Korea ». *International Security*. Vol.20, no. 2 (1995), p.103 ; O'Hanlon, Michael et Mike Mochizuki. *Crisis on the Korean Peninsula*. New York: McGraw Hill, 2003, pp.12-13 ; Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Going Critical – The First North Korean Nuclear Crisis*. Washington: Brookings Institution Press, 2004, pp.371-408.

⁴³ Carpenter, Ted Galen et Doug Bandow. *The Korean Conundrum*. New York: Palgrave MacMillan, 2004, pp.47-49 ; Berry, William E. « The North Korea Nuclear Weapons Program : A Comparison of the Negotiating Strategies of the Clinton and Bush Administrations ». In *Perspectives on U.S. Policy Toward North Korea: Stalemate of Checkmate*. Oxford: Lexington Books, 2006, pp.7-8 ; Chang, Gordon G. *The Nuclear showdown: North Korea takes on the world*. New York: Random House, 2006, pp.27-30 ; Becker, Jasper. *Rogue Regime*. New York: Oxford University Press, 2005, pp.250-252 ; Triplett II, William C. *Rogue State*. Washington: Regnery Publishing inc., 2004, pp.147-150.

Kumchang-Ni à l'été 1998, l'administration démocrate opte de nouveau pour la négociation bilatérale.

Afin d'enrayer la prolifération de missiles balistiques par la Corée du Nord, l'assistant-secrétaire d'État adjoint pour les affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique Thomas Hubbard communique avec son homologue nord-coréen et parvient à organiser une série de rencontres de haut niveau. À partir d'avril 1996, les deux États débutent à Berlin des négociations qui portent sur l'adhésion de la Corée du Nord au Régime de contrôle de la technologie des missiles⁴⁴, sur l'élaboration de mesures de contrôle pour ses ventes de composantes de missiles balistiques à l'étranger ainsi que sur une réduction du déploiement de ses missiles à portée intermédiaire. Jusqu'au terme du second mandat de la présidence démocrate, les deux délégations se réunissent à sept reprises⁴⁵.

Enfin, l'état de guerre continuuel qui prévaut dans la péninsule coréenne depuis 1953 fait aussi l'objet de négociations tout au long de l'administration Clinton. Le 16 avril 1996, au terme d'un sommet entre le président américain et son homologue sud-coréen Kim Yong Sam, ces derniers avancent l'idée d'un forum diplomatique quadripartite ayant pour objectif la réduction des forces conventionnelles nord-coréennes et le remplacement de l'armistice de 1953 par un traité de paix permanent. Après avoir convaincu la Corée du Nord et la Chine d'y participer, six rondes de ces pourparlers à quatre se déroulent entre décembre 1997 et août 1999⁴⁶.

⁴⁴ Pour plus de détails, voir : Sans auteur. *Régime de contrôle de la technologie des missiles*. Disponible [en ligne] : <http://www.mtcr.info/english/index.html> (consultée le 8 avril 2007).

⁴⁵ La première ronde a lieu du 21 et 22 avril à Berlin, la seconde du 11 au 13 juin 1997 à New York, la troisième le 1^{er} octobre 1998 aussi New York, la quatrième du 29 au 31 mars 1999 à Pyongyang, la cinquième le 12 juillet 2000 à Kuala Lumpur, la sixième le 18 août 2000 et la septième du 1 au 3 novembre 2000, également dans la capitale malaisienne. Outre ces sept rondes officielles de négociations bilatérales, on dénombre aussi quatre rencontres informelles portant également sur le dossier des missiles balistiques de l'État communiste. Une première a lieu du 7 au 12 septembre 1999 à Berlin entre les délégations ad hoc. Une seconde le 28 juillet 2000 à Bangkok entre la secrétaire d'État Madeleine Albright et le ministre nord-coréen pour les Affaires étrangères Paek Nam Sun dans le cadre du septième forum régional de l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique (ASEAN). La troisième se déroule lors de la visite historique à Washington en octobre 2000 du vice-président nord-coréen Jo Myong Rok. Pour plus de détails : Beal, Tim. *Op.cit.*, pp.257-258. ; Ministry, Dinshaw. « Security, economics, and missile diplomacy with North Korea ». *Diplomacy & Statecraft*. Vol. 14, no. 4 (2003), pp. 1-20. ; Samore, Gary. « US-DPRK missiles negotiations ». *Nonproliferation Review*. Vol. 9, no. 2 (2002), pp.16-20.

⁴⁶ Pour un historique détaillé de pourparlers à quatre, voir : Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, pp.188-195.

L'approche audacieuse de l'administration W. Bush

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, l'administration républicaine annonce qu'elle entend poursuivre le dialogue amorcé sous Clinton. Cependant, étant beaucoup plus dubitative quant à la volonté du régime nord-coréen de négocier sur les aspects litigieux de sa posture militaire, elle favorise une approche diplomatique au spectre beaucoup plus large.

Après avoir effectué une révision de sa politique étrangère envers la Corée du Nord, l'administration W. Bush dévoile les grandes lignes de sa « bold approach » en juin 2001. À l'aide de la négociation diplomatique, elle envisage de « prendre des mesures importantes et vérifiables afin de diminuer la menace des armes conventionnelles du Nord envers le Sud, de procéder à une implantation approfondie de l'Accord-Cadre de 1994 ainsi que de mettre en œuvre des contraintes vérifiables sur les exportations de missiles de la Corée du Nord⁴⁷.

Les attentats du 11 septembre 2001 viennent cependant retarder la mise en œuvre de cette nouvelle politique. Il faut attendre le 27 juin 2002 pour que l'envoyé spécial pour les négociations avec la Corée du Nord, Charles Pritchard, s'entende avec l'ambassadeur nord-coréen aux Nations Unies Li Hyong Chol pour la tenue d'une première ronde de négociations officielles entre l'assistant-secrétaire d'État pour les affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique James Kelly et le Vice-Ministre des Affaires étrangères de la Corée du Nord Kim Gye-gwan. Washington espère y présenter sa nouvelle position à la Corée du Nord. La rencontre, prévue à l'origine pour le 10 juillet 2002, est cependant annulée en raison d'une escarmouche entre une frégate nord-coréenne et un bateau de patrouille sud-coréen dans la mer du Japon le 29 juin⁴⁸.

L'éclatement de la seconde crise nucléaire en octobre 2002 n'entraîne pas une reformulation en profondeur de la position américaine. Malgré cet incident, la Maison-

⁴⁷ Mark E. Manyin et al. *Op.cit.*, p.11.

⁴⁸ Pritchard, Charles L. *Failed Diplomacy: the tragic story of how North Korea got the bomb*. Brookings Institution Press: Washington D.C., 2007, p. 27.

Blanche confirme sa préférence pour la voie diplomatique⁴⁹. Le mois suivant, les États-Unis prennent part à une réunion du Groupe de Supervision de la Commission Trilatérale⁵⁰ avec le Japon et la Corée du Sud afin de coordonner leurs actions diplomatiques concernant la situation inquiétante dans la péninsule. Fortement occupé à préparer l'opération « Liberté en Irak » dans les premiers mois de l'année 2003, Washington accepte finalement de participer à des négociations avec la Corée du Nord au cours de la dernière semaine d'avril. Afin de résoudre l'impasse nucléaire, la Chine convie les deux belligérants à une première ronde de pourparlers trilatéraux à Pékin. Au terme de cette rencontre, les trois parties reconnaissent la nécessité de mettre un terme à cette crise par la diplomatie⁵¹. À partir du mois d'août, la Corée du Sud, le Japon et la Russie se joignent aux négociations pour participer à une première ronde des pourparlers à six⁵². Au cours de la période étudiée, ces pourparlers ont lieu à sept reprises⁵³. Les États-Unis rencontrent également la Corée du Nord dans un cadre bilatéral à deux occasions, afin de faire progresser les négociations. Christopher Hill, remplaçant de James Kelly au département d'État, rencontre une première fois Kim Gye-gwan du 16 au 19 janvier 2007 à Berlin, puis une seconde fois du 20 au 21 juin 2007 lors d'une visite à Pyongyang⁵⁴.

⁴⁹ Le porte-parole de la Maison-Blanche Richard Boucher rapporte lors d'un point de presse le 16 octobre 2002 que « Nous [les États-Unis] désirons une solution pacifique à cette situation. » U.S. Department of State. *North Korean Nuclear Program*. Disponible [en ligne] : <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2002/14432.htm> (consultée le 3 mars avril 2006).

⁵⁰ Ce forum diplomatique est établi en 1999 par ces trois États afin de faciliter la coordination des politiques envers la Corée du Nord. Voir : Institute for Foreign Policy Analysis. *Building on the Trilateral Coordination and Oversight Group (TCOG)*. Disponible [en ligne] : http://www.ifpa.org/projects/cgp_tkog.htm (consultée le 24 mars avril 2007).

⁵¹ Une rencontre informelle a également lieu entre le secrétaire d'État Colin Powell et le diplomate nord-coréen Ho Jong lors du 11^e forum régional de l'ASEAN le 18 juin 2003 à Phnom Penh au Cambodge.

⁵² C'est au sein de ce forum diplomatique que se déroule l'essentiel de la politique étrangère de l'administration W. Bush envers la Corée du Nord.

⁵³ La première ronde des pourparlers à six se déroule du 27 au 29 août 2003, la seconde du 25 au 28 février 2004, la troisième du 23 au 26 juin 2004, la quatrième comporte une première session du 26 juillet au 7 août 2005 puis du 13 au 19 septembre 2005, la cinquième comporte pour sa part trois sessions dont la première a lieu du 9 au 11 novembre 2005, la seconde du 18 au 22 décembre 2006 et la troisième du 8 au 13 février 2007. Finalement, la sixième ronde s'est tenue du 19 au 22 mars 2007.

⁵⁴ Au cours de son passage dans la capitale nord-coréenne, Hill a laissé entendre qu'une septième ronde de pourparlers à six pourrait avoir lieu en juillet ou prochain. Voir : New York Times (online edition). *U.S. Envoy Finishes North Korea Talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.nytimes.com/aponline/world/AP-Koreas-Nuclear.html> (consultée le 22 juin 2007).

En définitive, bien que l'administration W. Bush ait eu recours plus fréquemment à la coercition que l'administration Clinton envers d'autres États dits voyous ou faillis⁵⁵, il n'en demeure pas moins qu'elle emploie autant sinon davantage la négociation envers la Corée du Nord.

3- Une diplomatie qui porte ses fruits

Au cours de leur passage à la Maison-Blanche, les deux administrations américaines parviennent à effectuer des progrès substantiels dans les dossiers problématiques avec le gouvernement nord-coréen. Cependant, la politique étrangère de la présidence démocrate se distingue par un engagement plus poussé envers l'État communiste que l'administration W. Bush. Cette dernière se montre nettement plus prudente à se rapprocher de la Corée du Nord.

La politique d'engagement de l'administration Clinton

Les premiers signes de la politique d'engagement⁵⁶ de l'administration démocrate se manifestent à partir du second semestre de 1994⁵⁷. Souhaitant améliorer de façon significative sa relation avec le gouvernement nord-coréen, l'administration Clinton se comporte de façon coopérative et démontre une volonté manifeste de parvenir à une entente lors des négociations de Genève. À titre d'exemple, la Maison-Blanche utilise quatre canaux

⁵⁵ C'est notamment le cas de l'Irak, de l'Iran, de la Syrie et de l'Afghanistan.

⁵⁶ Pour ce concept d'engagement, nous adoptons la définition proposée par Victor Cha : « L'engagement est un processus d'interaction stratégique dont l'objectif est de favoriser la coopération de la part d'un État adversaire. Les moyens utilisés ne sont généralement pas coercitifs ou punitifs et ne cherchent ni à affaiblir cet adversaire ni à le forcer à se soumettre. Il s'agit d'une réponse sécuritaire très particulière face à une puissance menaçante. Elle cherche à transformer activement la relation d'hostilité et à modifier le comportement de l'État menaçant de même que ses objectifs. » Voir : Cha, Victor D. « Engaging North Korea Credibly ». *Survival*. Vol. 42, no.2 (2000), p.138.

⁵⁷ Bien qu'il y ait absence de consensus au sein de la littérature quant aux bienfaits de la stratégie adoptée par l'administration Clinton, la plupart des auteurs caractérisent celle-ci comme étant une politique d'engagement. Voir: Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.159 ; O'Hanlon et Mochizuki, *Crisis on the Korea Peninsula*. New York : McGraw Hill, 2003, pp.84-85 ; Cha, Victor D. « Korea's Place in the Axis ». *Foreign Affairs*. Vol. 81, no. 3 (2002), p.80 ; Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, pp.380-383 ; Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.230 ; Carpenter, Ted Galen et Doug Bandow. *The Korean Conundrum*. New York : Palgrave MacMillan, 2004, p.46 ; Litwak, Robert. *Op.cit.*, p.158.

diplomatiques pour communiquer avec les officiels nord-coréens⁵⁸. De plus, elle révisé à plus d'une reprise ses différentes propositions à la Corée du Nord pour tenter de dénouer l'impasse le plus rapidement possible. Cette indulgence contribue sans aucun doute à la conclusion de l'Accord-Cadre, une entente historique qui met un terme à cette crise nucléaire et sert de fil d'Ariane à la politique étrangère de la présidence démocrate pour les années suivantes.

Lors de l'incident de Kumchang-Ni, les États-Unis adoptent un comportement fort similaire. Après plusieurs rencontres avec la Corée du Nord, ils s'entendent pour la tenue de deux rondes d'inspections. D'abord du 20 au 24 mai 1999, puis du 25 au 27 mai 2000, quatorze scientifiques américains se joignent à une délégation du département d'État pour inspecter le complexe souterrain en question. Ils constatent rapidement « [qu'] aucune infrastructure nucléaire ne s'y trouve, mais plutôt un réseau complexe de tunnels et de pièces vides⁵⁹. » En retour, Washington compense le régime nord-coréen par une aide alimentaire évaluée à six cent mille tonnes de denrées non périssables⁶⁰.

Les pourparlers sur les missiles balistiques sont également caractérisés par une attitude coopérative des États-Unis. Au lieu de rompre le dialogue suite à certains événements problématiques tels que l'essai du Taepodong-1 au mois d'août 1998, l'administration Clinton préfère plutôt multiplier les occasions de négociations. En effet, cinq des sept rondes ont lieu suite à cet incident. De plus, les États-Unis acceptent fréquemment de faire des concessions afin de parvenir à une entente qui mettrait un terme définitif aux programmes de

⁵⁸ Par la délégation américaine aux Nations Unies, lors de diverses rencontres bilatérales à Genève, lors d'entretiens privés à New York et par l'envoi en Corée du Nord d'émissaires spéciaux voyageant à titre de citoyens privés. Nous reviendrons en détail sur ces rencontres dans le prochain chapitre.

⁵⁹ U.S. Department of State. *Report on the U.S. Visit to the Site at Kumchang-Ni, Democratic People's Republic of Korea*. Disponible [en ligne] : <http://secretary.state.gov/www/briefings/statements/1999/ps990625a.html> (consultée le 9 août 2005). Cette conclusion pour le moins gênante ne saurait que trop étonner. Un analyste du renseignement à la DIA rappelle qu'à partir des photos satellites, « tout le monde à l'agence a levé les mains et dit : nous ne savons pas ce que c'est, mais nous n'avons aucune autre explication plus pertinente. » Voir: Snyder, Daniel. *David Sanger: Two Time Loser on Kilju and Kumchang-ri?* San Fransisco Mercury News (online edition). Disponible [en ligne] : http://www.mercurynews.com/search/ci_6114505 (consultée le 21 mai 2005).

⁶⁰ Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, pp.413-414.

missiles balistiques du régime Kim Jong-il⁶¹. Bien que le succès des négociations échappe de très peu à l'administration Clinton⁶², Pyongyang annonce néanmoins un moratoire sur ces tests de missiles à longue portée au terme de la cinquième ronde de pourparlers, le 12 septembre 1999⁶³. Washington accepte en retour de lever certaines sanctions économiques imposées contre la Corée du Nord⁶⁴.

La délégation américaine se montre tout aussi magnanime au cours des pourparlers à quatre. En effet, les parties réussissent rapidement à s'entendre sur un agenda commun lequel a pour objectif la mise sur pied d'un régime permanent de paix dans la péninsule ainsi que la réduction des tensions qui y persistent depuis 1953. En guise de bonne volonté, la Maison-Blanche se dit ouverte à l'idée de discuter du retrait significatif des troupes américaines basées en Corée du Sud⁶⁵. Nonobstant l'incapacité des parties de parvenir à une entente définitive, les quatre adoptent néanmoins le « Mémoire pour l'Établissement et l'Opérationnalisation des Sous-Comités » lequel comporte la mise sur pied de deux groupes de travail pour atteindre les objectifs ci-haut mentionnés⁶⁶. Ces négociations quadripartites sont peu à peu délaissées à partir de 1998, à la suite de l'élection en Corée du Sud du parti de Kim Dae Jung qui se dit davantage favorable à une politique d'engagement envers le Nord sur une base bilatérale⁶⁷.

Outre l'indulgence dont elle fait preuve au cours des différentes rondes de négociations, l'administration Clinton effectue un rapprochement sans précédent avec la

⁶¹ Pour un historique détaillé de ces négociations et des demandes américaines, voir : Ministry, Dinshaw. *Loc. cit.*, pp. 7-13.

⁶² Selon Wendy Sherman, négociatrice américaine lors de ces négociations, « une entente avec la Corée du Nord est passée extrêmement près d'être conclue dans les derniers jours du président Clinton à la Maison-Blanche. » Voir : Sherman, Wendy. « Talking to the North Koreans ». *New York Times*, 7 mars 2001, p.A23.

⁶³ Ce moratoire est observé par la Corée du Nord jusqu'au 5 juillet 2006.

⁶⁴ Beal, Tim. *Op.cit.*, p.259.

⁶⁵ Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.192.

⁶⁶ Ministère des Affaires étrangères et du Commerce. *Documents on the Major Current Problems of the Korean Peninsula*. Seoul : Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, 2004, p.228.

⁶⁷ Sur l'impact de l'élection de Kim Dae Jung et de sa « Sunshine Policy » envers la Corée du Nord, voir : Lee, Chae Jin. *Op.cit.*, pp.195-197.

Corée du Nord sur le plan politique⁶⁸. La visite de la secrétaire d'État Madeleine Albright à Pyongyang du 9 au 12 octobre 2000⁶⁹ représente à n'en pas douter l'événement le plus évocateur de l'amélioration de la relation entre les deux États. Cette rencontre de haut niveau devait d'ailleurs préparer la venue du président Clinton lequel envisageait sérieusement la possibilité de s'y rendre avant la fin de son mandat. Toutefois, la campagne présidentielle de novembre 2000 l'empêche d'être le premier président américain à effectuer une visite officielle au nord du trente-huitième parallèle⁷⁰.

Le rapprochement tardif de l'administration W. Bush

À son arrivée à la Maison-Blanche, la nouvelle administration républicaine se dit prête à poursuivre la politique d'engagement amorcée sous Clinton, mais fait connaître ses exigences particulières. Les événements du 11 septembre 2001 incitent cependant Washington à adopter temporairement une attitude de confrontation face à certains États dits voyous, dont fait partie la Corée du Nord. L'éclatement de la seconde crise nucléaire en 2002 ne fait que renforcer la réticence des États-Unis à poursuivre la négociation avec l'État communiste. Au cours du premier mandat, l'attitude américaine oscille entre une diplomatie passive à l'égard du régime de Kim Jong-il et la mise en place de mesures de contrôle de ses comportements problématiques sur la scène internationale. Par exemple, le président W. Bush inaugure l'Initiative de Sécurité contre la Prolifération⁷¹ (ISP) lors d'une allocution prononcée à Cracovie le 31 mai 2003. Cette initiative a pour objectif principal de lutter contre

⁶⁸ Young, Whan Kihl et Hong Nack Kim (sous la dir.). *North Korea: the politics of regime survival*. New York : M.E. Sharpe, 2006, pp.146-149.

⁶⁹ L'événement est d'une grande portée symbolique, dans la mesure où il s'agit de la première visite d'une représentante officielle des États-Unis à se rendre en territoire nord-coréen depuis la fin de la guerre de Corée en 1953.

⁷⁰ Albright, Madeleine. *Madam Secretary: a memoir*. New York : Miramax Books, 2003, p.470. Jimmy Carter s'y était rendu en juin 1994, mais il voyageait alors à titre de citoyen privé.

⁷¹ Gouvernement du Canada. *Initiative de Sécurité contre la prolifération*. Disponible [en ligne] : <http://www.proliferationsecurity.info/> (consultée le 4 juin 2005).

« la prolifération d'ADM, de leurs vecteurs et des matériels connexes, grâce à des efforts d'interdiction renforcés en faisant participer activement, de quelque manière, tous les États qui ont la capacité et la volonté de prendre des mesures pour faire cesser la circulation de ces articles par voie maritime, aérienne ou terrestre⁷². »

Elle vise notamment « les États suscitant des préoccupations au plan de la prolifération, qui tentent de mettre au point des armes illicites susceptibles d'être utilisées pour menacer leurs voisins⁷³. » Par sa mission, il ne fait aucun doute que le président américain cherche à enrayer les programmes d'armes de destruction massive de la Corée du Nord. De plus, entre 2001 et 2004, Washington augmente aussi de façon substantielle le financement alloué pour le déploiement d'un bouclier antimissile⁷⁴ dont un des principaux objectifs est de pouvoir contrer une éventuelle attaque par un missile intercontinental nord-coréen⁷⁵.

Si ces mesures témoignent de la volonté américaine de contenir les velléités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord, elles ne sauraient être représentatives de la politique étrangère de l'administration George W. Bush envers l'État communiste. Après s'être montrée passive et intransigeante au début du processus de négociations multilatérales en 2003, l'administration républicaine améliore de façon significative sa relation avec la Corée du Nord au cours de son second mandat. Le 19 septembre 2005, au terme de la quatrième ronde des pourparlers à six, les parties s'entendent sur une déclaration conjointe qui laisse présager la fin de cette seconde crise nucléaire⁷⁶. Cependant, lors de la ronde suivante en novembre 2005, les délégations américaine et nord-coréenne ne s'entendent pas sur la marche

⁷² *Idem.*

⁷³ *Idem.*

⁷⁴ Center for Defense Information. *Missile defense development to cost \$62.9 billion through 2009*. Disponible [en ligne] : <http://www.cdi.org/missile-defense/costs-updates.cfm> (consultée le 17 juin 2005).

⁷⁵ Missile Defense Agency. *Ballistic and Cruise Missile Threat*. Disponible [en ligne] : <http://www.mda.mil/mdalink/bcmt/bcmt.html> (consultée le 6 juillet 2006).

⁷⁶ Ministère des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine. *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx/t212707.htm> (consultée le 2 mars 2006).

à suivre pour la mise en œuvre de l'entente ce qui ramène aussitôt les parties à la case départ⁷⁷.

En dépit de ce blocage, l'administration W. Bush poursuit ses nombreux efforts diplomatiques et parvient à effectuer des progrès tangibles au cours de la sixième ronde des pourparlers à six. Le 13 février 2007, les parties s'entendent sur une feuille de route pour la dénucléarisation définitive de la péninsule coréenne ainsi que sur une diminution des tensions militaires dans la péninsule⁷⁸. Bien qu'à ce jour l'essentiel de cet accord soit encore à venir, tout semble indiquer que l'administration républicaine soit parvenue avec ses alliés régionaux à convaincre Pyongyang d'abandonner l'idée de se joindre au club des puissances nucléaires. Le 26 juin 2007, la Corée du Nord franchit un premier vers son désarmement en réadmettant sur son territoire les inspecteurs de l'AIEA. D'ici la fin juillet, Pyongyang compte également procéder à la fermeture de son réacteur nucléaire de Yongbyon. Pour sa part, Washington se dit prêt à acheter les composantes des installations nord-coréennes, afin d'accélérer le processus de démantèlement complet de son infrastructure nucléaire. Bien que les progrès effectués doivent être analysés avec prudence, il n'en demeure pas moins que l'administration W. Bush s'inscrit en continuité de l'administration Clinton quant à son objectif d'amélioration des rapports diplomatiques avec son adversaire de longue date.

Des similarités intrigantes

Le survol historique a fait ressortir trois similitudes qui portent à réflexion. Nous remarquons d'abord que les capacités militaires de la Corée du Nord sont à l'origine de plusieurs contentieux avec les États-Unis. Parmi les aspects de sa posture militaire qui ont fait l'objet de notre attention, la production de matière fissile semble être la principale préoccupation des administrations Clinton et W. Bush. Ensuite, la Maison-Blanche privilégie l'option diplomatique pour résoudre ses nombreux litiges avec Pyongyang. Enfin, les États-Unis se montrent coopératifs lors des négociations avec la Corée du Nord et parviennent à

⁷⁷ BBC News. *No breakthrough at North Korea talks*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/4427248.stm> (consultée le 14 mars 2006).

⁷⁸ Nautilus Institute. *Joint Statement from the Third Session of the Fifth Round of the Six-Party Talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.nautilus.org/fora/security/07013Statement.html> (consultée le 14 février 2007).

conclure deux accords majeurs qui cherchent à apaiser les tensions dans péninsule. Les deux présidences étudiées formulent donc une réponse similaire aux multiples problèmes rencontrés avec son adversaire communiste. De telles observations ne correspondent pas à la plupart des analyses sur la politique étrangère de ces deux administrations. Leur comportement respectif sur la scène internationale est souvent présenté comme étant différent à plusieurs égards⁷⁹. Dès lors, il apparaît pertinent de s'interroger sur les facteurs explicatifs de ces trois similitudes de la politique étrangère américaine envers la Corée du Nord entre 1993 et 2007. Les limites imposées pour ce mémoire ne nous permettent pas d'étudier en profondeur près de quinze ans de politique étrangère. Nous avons donc sélectionné les événements survenus au cours des deux crises nucléaires nord-coréennes, car ils nous apparaissent représentatifs de la relation entre Pyongyang et Washington dans l'après-guerre froide.

Au cours de cette recherche, nous souhaitons mettre en valeur l'influence exercée par les facteurs perceptuel et organisationnel sur les trois continuités du comportement américain qui sont portées à l'étude. En premier lieu, la représentation des ambitions nucléaires de la Corée du Nord comme une menace à la sécurité nationale américaine par les décideurs des deux administrations est attribuable à leur vision stéréotypée du régime nord-coréen. Cette perception favorise une surévaluation de ses velléités nucléaires ainsi que la sous-estimation de certains renseignements importants. En second lieu, la volonté de compromis des États-Unis pour résoudre la crise par la diplomatie se trouve fortement influencée par les stratégies psychologiques de l'élite décisionnelle. Au cours de la première crise nucléaire, la pensée groupale au sein du Conseil de Sécurité Nationale ainsi que la détermination inébranlable du président Clinton pour une résolution pacifique du litige motivent en grande partie le recours aux négociations bilatérales par l'administration démocrate. Lors de la seconde, l'adoption d'une attitude dilatoire à l'égard du dossier ainsi que la formulation de vœux pieux par plusieurs néoconservateurs influents au sein du Bureau ovale expliquent la participation tardive de l'administration républicaine aux pourparlers multilatéraux. En troisième lieu, la

⁷⁹ Voir : Daalder, Ivo H. et James M. Lindsay. *American Unbound – The Bush Revolution in Foreign Policy*. Oxford: Lexington Books, 2006 ; Gordon, Philipp et Jeremy Shapiro. *Allies at war: America, Europe and the Crisis Over Iraq*. New York: McGraw-Hill, 2004 ; Halper Stefan et Jonathan Clarke. *America Alone: The Neo-Conservatives and the Global Order*. New York: Cambridge University Press, 2004 ; Neuchterlein, Donald E. *Defiant Superpower: The New American Hegemony*. Dulles: Potomac Books, 2005.

capacité de réorganisation et d'adaptation du processus décisionnel agit de façon prépondérante sur l'attitude flexible et indulgente de la délégation américaine lors des négociations. À Genève, le comportement coopératif des États-Unis est facilité par une gestion prompte du processus décisionnel avant l'ouverture des pourparlers. Celle-ci permet de réconcilier les intérêts conflictuels qui opposent alors le camp des mesures de sureté à celui du démantèlement. Sous George W. Bush, la réorganisation tardive d'une administration divisée entre un département de la Défense sceptique et un département d'État plus pragmatique à l'égard des négociations semble être à l'origine de l'attitude indulgente adoptée par la délégation américaine à partir de la quatrième ronde des pourparlers à six.

Les éléments du cadre d'analyse

À première vue, il peut sembler préférable d'avoir recours à une théorie des relations internationales pour expliquer le comportement d'un État. D'ailleurs, de nombreux ouvrages sur la politique étrangère américaine envers la Corée du Nord font fréquemment allusion à des facteurs systémiques, tel l'équilibre des puissances en Asie du Nord-Est, ou encore étatiques, comme l'influence de la Chine et de la Corée du Sud⁸⁰. Cependant, le comportement américain a aussi pour origine des interactions qui se produisent au sein de la « boîte noire » décisionnelle. Puisque nous souhaitons mettre en valeur le rôle joué par deux facteurs endogènes à la prise de décision, il nous apparaît plus à propos d'élaborer un cadre d'analyse faisant l'arrimage des facteurs perceptuel et organisationnel.

⁸⁰ Voir entre autres : Young, Whan Kihl et Hong Nack Kim (sous la dir.). *Op.cit.*, pp.161-244 ; McCormack, Gavan. *Target North Korea*. New York: Nation Books, 2004, pp.101-148 ; Bleiker, Roland. *Divided Korea: Toward a Culture of Reconciliation*. Minneapolis: University Of Minnesota Press, 2005 ; Quinones, Kenneth C. et Joseph Tragert. *Understanding North Korea*. New York: Alpha Books, 2004, pp.189-258 ; Kang, David C. « Rethinking North Korea ». *Asian Survey*. Vol. 35, no. 3 (1995), pp. 253-267 Kerr, David. « The Sino-Russian Partnership and U.S. Policy Toward North Korea: From Hegemony to Concert in Northeast Asia ». *International Studies Quarterly*. Vol. 49, no. 3 (2005), pp. 411-438 ; Newham, R.E. « Nukes for Sale Cheap ? Purchasing Peace with North Korea ». *International Studies Perspective*. Vol. 5, no. 2 (2004), pp. 164-178 ; Solomon, Richard H. et William M. Drennan. « The United States and Asia in 2000: Forward to the Past ? ». *Asian Survey*. Vol. 41, no. 1 (2001), pp. 1-11 ; Walter, Clemens C. « Negotiating to Control Weapons of Mass Destruction in North Korea ». *International Negotiation*. Vol. 10, no. 3 (2005), pp. 453-486 ; Abramowitz, Morton I. et James T. Laney (sous la dir.). *Meeting the North Korean Nuclear Challenge*. New York: Council on Foreign Relations, 2003, pp.22-41.

L'approche perceptuelle

En 1922, Walter Lippmann affirme dans son célèbre ouvrage sur l'opinion publique « qu'on ne voit pas d'abord, puis définissons ensuite la situation, nous définissons la situation d'abord, puis voyons ensuite⁸¹. » Le journaliste américain mentionnait à son insu les fondements de l'approche perceptuelle qui n'allaient effectuer une percée en étude de politique étrangère qu'un demi-siècle plus tard. Les tenants de cette approche réfutent la vision de l'homme d'État rationnel dépeinte par la plupart des auteurs réalistes⁸². Ils avancent que la politique étrangère d'un État n'est pas menée de façon « quasi scientifique (...) libre de tout impératif moral, et pleine de sang-froid »⁸³. À leur avis, il est présomptueux de prétendre que le dirigeant étatique puisse être en mesure de « saisir immédiatement l'essentiel d'une situation⁸⁴. » Ainsi, « la clé pour comprendre pourquoi un État se comporte de la façon dont il se comporte réside dans la façon dont les décideurs définissent la situation⁸⁵. »

Or, il existe un décalage significatif entre cette définition de la situation et le « monde réel »⁸⁶. Dans son ouvrage *Perception and Misperception in International Politics*, Robert Jervis affirme qu'une « personne parfaitement prudente et maîtresse de ses émotions ne réagit à l'égard du monde extérieur que par l'intermédiaire de la perception qu'elle a de ce monde extérieur⁸⁷. » L'interaction entre le décideur et son environnement social et physique s'effectue par l'intermédiaire d'un système de croyances, d'images et de représentations qui

⁸¹ Lippmann, Walter. *Public Opinion*. Charleston : Bibliobazaar, 2007, p.73.

⁸² Par exemple, pour Hans Morgenthau, la politique étrangère doit être abordée tel « un continuum intelligible, rationnel, dans l'ensemble conséquent avec lui-même, indépendamment des différents motifs, préférence et qualités morales ou intellectuelles des hommes d'État successifs ». Cité dans Battistella, Dario. *Théorie des relations internationales (2^e édition)*. Paris : Les Presses de Sciences Po. 2006, p.334.

⁸³ Henry Kissinger cité dans *Ibid.*, p.333.

⁸⁴ *Idem.*

⁸⁵ Snyder, Richard S., H. W. Bruck et Bruce Sapin. *Foreign Policy Decision-Making (Revisited)*. New York: Palgrave MacMillan, 2002, p.60 et 65.

⁸⁶ Holsti, Ole R. « The Belief System and National Images : a Case Study ». *Conflict Resolution*, Vol. 6, no. 3 (1962), pp.244-252.

⁸⁷ Robert, Jervis. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton : Princeton University Press, p.3.

lui sont propres. Ce filtre perceptuel se construit au fil des années et est influencé par un nombre quasi infini de facteurs dont « leur apprentissage, leur culture, leur idéologie, la société et le système politique dont ils sont issus, leurs préoccupations électorales et ce qu'ils souhaitent que l'histoire retienne d'eux⁸⁸. »

L'approche perceptuelle interroge « les comportements décisionnels des décideurs⁸⁹, d'abord sur les connaissances et l'information disponible qui prédisposent ceux-ci à agir, ensuite sur les procédés psychologiques qu'ils adoptent pour arrêter leurs choix⁹⁰. » En effet, la personne appelée à décider opère dans un contexte d'incertitude et reçoit quantité phénoménale d'informations souvent des plus parcellaires. Cependant, il n'est pas rare que certaines de ces informations entrent en contradiction avec leur système de croyances. Afin de minimiser le stress provoqué par ces dissonances cognitives⁹¹, les décideurs ont recours à trois types d'attitudes.

D'abord, la *value-conflict resolution* se manifeste lorsque le décideur « minimise l'information reçue afin de résoudre le conflit entre une ou plusieurs de ses propres valeurs ou croyances et ainsi avoir le sentiment de maîtriser la situation⁹² ». Lorsque le décideur « accepte comme inévitable un conflit entre ses valeurs et compose avec ce conflit, en faisant preuve d'un leadership responsable et flexible⁹³ », il est question de *value-conflict acceptance*. Enfin, le décideur « peut refuser ce conflit, et même l'ignorer en lui déclinant toute importance, et en montrant à l'occasion un certain embarras lorsqu'il est contraint de

⁸⁸ David, Charles-Philippe. *Au sein de la Maison-Blanche*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.28.

⁸⁹ Bien que nous ayons réfuté au début de cette section plusieurs aspects de l'école réaliste, nous en conserverons néanmoins le stato-centrisme, dans la mesure où nous identifions l'État à ses dirigeants. Autrement dit, lorsque nous parlons des États-Unis comme acteur des relations internationales, nous faisons référence aux acteurs qui constituent l'élite décisionnelle américaine. Par élite décisionnelle américaine, nous faisons essentiellement référence aux membres influents du Conseil de Sécurité Nationale lors des deux crises nucléaires, soit le président, le secrétaire d'État, le secrétaire à la Défense, le président du comité des chefs de l'état-major et le conseiller à la sécurité nationale.

⁹⁰ David, Charles-Philippe. *Op.cit.*, p.27.

⁹¹ Jervis, Robert. *Op.cit.*, pp. 382-406.

⁹² David, Charles-Philippe. *Op.cit.*, p.28.

⁹³ *Ibid.*, p.29.

prendre une décision⁹⁴. » Cette troisième attitude est identifiée comme la *value-conflict avoidance*. Ces trois comportements cognitifs se concrétisent ensuite par l'adoption de stratégies psychologiques des plus variées sur les plans individuel, groupal ou organisationnel dont le recours à des simplifications hâtives, la sous-estimation d'informations, l'adoption d'un comportement dilatoire, la procrastination, la formulation de vœux pieux, la pensée groupale, l'appel à la rigueur morale ainsi que la satisfaction d'un choix non optimal.

L'impact de ces stratégies psychologiques de l'élite décisionnelle sur la formulation de la politique étrangère sera mis en valeur pour expliquer d'une part, la représentation persistante de la Corée du Nord comme une menace au sein du discours américain sur la sécurité nationale et, d'autre part, le choix de la diplomatie par les administrations Clinton et W. Bush lors de deux crises nucléaires.

L'approche organisationnelle

Si une meilleure compréhension de l'individu permet d'éclaircir la prise de décision, elle ne saurait aucunement suffire à formuler une réponse satisfaisante. En intégrant dans notre cadre d'analyse le facteur organisationnel, nous serons en mesure de faire ressortir une importante dynamique interne du processus de formulation des objectifs de politique étrangère en amont de la décision finale⁹⁵. Pour ce faire, nous nous inspirerons du modèle bureaucratique proposé par Graham Allison et Philip Zelikow⁹⁶ duquel trois éléments seront retenus. Premièrement, chaque administration sera analysée non comme un acteur unitaire et rationnel, mais plutôt comme un certain nombre de joueurs individuels représentant diverses organisations. Ce groupe d'individus constitue l'agent des décisions et des actions du gouvernement⁹⁷. Pour ce mémoire, nous porterons attention aux joueurs qu'Allison et

⁹⁴ *Idem.*

⁹⁵ Battistella, Dario. *Op. cit.*, p.335.

⁹⁶ Allison, Graham et Philipp Zelikow. *Essence of decisions : explaining the Cuban missile crisis*. New York: Longman, 1999, pp.294-313.

⁹⁷ Allison, Graham et Philipp Zelikow. *Op.cit.*, p.296.

Zelikow désignent comme étant l'élite décisionnelle⁹⁸ (*chiefs*) ainsi que leur personnel respectif⁹⁹ (*staffers*).

Deuxièmement, bien que le modèle bureaucratique mentionne plusieurs facteurs pouvant influencer les préférences et positions défendues par chaque acteur, nous nous limiterons aux priorités bureaucratiques de chaque organisation. En effet, les décideurs qui participent à un processus décisionnel collectif, en tant que représentants de leur organisation, sont généralement sensibles aux intérêts défendus par celle-ci de même qu'à son orientation¹⁰⁰. Comme le souligne Battistella, les différents acteurs dans la prise de décision sont davantage guidés selon leurs intérêts qui reflètent un certain esprit de clocher qu'une vision globale de la politique étrangère¹⁰¹. Il faut donc s'attendre à ce que les principaux joueurs du processus de décision adoptent des positions à l'image de l'organisation qu'ils représentent.

Troisièmement, selon ce modèle, les décisions prises ne reflètent jamais l'évaluation des coûts et bénéfices de toutes les possibilités envisagées. Elles sont davantage le produit d'une négociation entre divers décideurs¹⁰². La prise de décision doit alors être étudiée comme

⁹⁸ Les acteurs du processus décisionnel identifiés comme des décideurs dans le modèle bureaucratique n'ont pas tous joué un rôle significatif lors de chaque crise nucléaire. Ainsi, nous allons quelque peu modifier la composition du groupe représentant l'élite décisionnelle. Pour l'administration Clinton, nous retiendrons le président, le secrétaire d'État, le secrétaire à la Défense, le chef de l'état-major et le conseiller à la sécurité nationale. Concernant l'administration W. Bush, nous conserverons l'ensemble des acteurs nommés précédemment en y ajoutant le vice-président.

⁹⁹ Nous tiendrons compte de l'influence exercée par certains membres du personnel immédiat des décideurs, notamment les secrétaires adjoints, les sous-secrétaires, les assistants-secrétaires et les assistants-secrétaires adjoints.

¹⁰⁰ Allison, Graham et Philipp Zelikow. *Op.cit.*, p.298.

¹⁰¹ Battistella, Dario. *Op.cit.*, p.343.

¹⁰² David, Charles-Philippe. *Op.cit.*, p.18.

« un compromis âprement négocié entre tout un ensemble d'acteurs collectifs et individuels qui tentent tous, selon leurs intérêts, à influencer la décision finale et qui n'hésitent pas pour ce faire à s'affronter ou à s'allier les uns aux autres selon leur position au sein de la machine gouvernementale¹⁰³. »

Ainsi, notre étude de la politique étrangère américaine envers la Corée du Nord sera abordée comme une résultante politique¹⁰⁴. À ces trois éléments, nous nous intéresserons également à l'influence que peut exercer le président sur la prise de décision ainsi qu'aux organes de gestion de conflits entre les différents départements comme le CNS. Il a d'ailleurs été reproché au modèle bureaucratique d'Allison de minimiser le rôle de ces deux acteurs. D'une part, il est important de garder à l'esprit que le président demeure le décideur ultime dans une administration. Il n'est pas rare que celui-ci oriente le processus décisionnel en établissant des objectifs à atteindre. D'autre part, étant donné les intérêts souvent antagonistes entre les représentants des différents départements, des comités interministériels sont mis sur pied pour faciliter le marchandage et les négociations. Lorsqu'ils sont dirigés efficacement par le conseiller à la sécurité nationale, ces comités favorisent les compromis ainsi que l'adoption d'un consensus. Nous verrons que le cas nord-coréen constitue un exemple des plus représentatifs de l'impact positif d'une gestion efficace d'un tel comité sur la prise de décision.

Après avoir présenté de façon détaillée la politique étrangère des administrations Clinton et W. Bush envers la Corée du Nord lors des deux crises nucléaires dans la première section, la seconde section mettra à contribution les outils conceptuels de notre cadre d'analyse pour faire la démonstration de nos trois hypothèses.

¹⁰³ Battistella, Dario. *Op.cit.*, p.343.

¹⁰⁴ Allison, Graham et Philipp Zelikow. *Op.cit.*, pp.294-295.

PREMIÈRE SECTION

LES MOMENTS DE CRISE NUCLÉAIRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CORÉE DU NORD DE 1993 À 2007

CHAPITRE I

LA CRISE NUCLÉAIRE DE 1994

1.1 Les velléités nucléaires de la Corée du Nord à l'origine de la crise

À l'instar des principaux litiges entre Washington et Pyongyang au cours de l'administration Clinton, les velléités nucléaires de l'État communiste représentent l'élément central de cette crise. Pour mettre en valeur cette caractéristique, nous procéderons à une description détaillée des événements en accordant une attention particulière à l'évolution du programme nucléaire nord-coréen depuis 1992. En effet, si cette première crise nucléaire se déroule en majorité au cours de la présidence démocrate, plusieurs épisodes déterminants surviennent tout juste avant son arrivée à la Maison-Blanche.

Les révélations troublantes d'un passé nucléaire ambigu

Après avoir adhéré aux mesures de sûreté de l'AIEA en tant que membre du TNP¹⁰⁵, la Corée du Nord soumet sa première déclaration à l'agence le 4 mai 1992. Pyongyang affirme alors que son infrastructure nucléaire est composée de six bâtiments et reconnaît avoir produit quatre-vingt-dix grammes de plutonium¹⁰⁶. Une semaine plus tard, Hans Blix, directeur de

¹⁰⁵ La liste des mesures de sûreté de l'AIEA est signée le 30 janvier 1992 à Vienne puis ratifiée par l'Assemblée Suprême du Peuple à Pyongyang le 9 avril. Lorsqu'un État adhère à ces mesures, il s'engage à déclarer l'ensemble des sites ayant recours à la technologie nucléaire. L'AIEA est tenue d'y effectuer périodiquement des visites afin de s'assurer de la nature pacifique des activités. Pour plus de détails, voir : International Atomic Energy Agency. *The Safeguards System of the International Atomic Energy Agency*. Disponible [en ligne] : http://www.iaea.org/OurWork/SV/Safeguards/safeg_system.pdf (consultée le 4 mai 2006); International Atomic Energy Agency. *Agreement of 30 January 1992 between the Government of the Democratic People's Republic of Korea and the International Atomic Energy Agency for the Application of Safeguards in Connection with the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons*. Disponible [en ligne] : <http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infcircs/Others/inf403.shtml> (consultée le 4 mai 2006).

¹⁰⁶ Le plutonium est un produit dérivé de l'uranium, minéral aux propriétés radioactives disponible en grande quantité en Corée du Nord. Le procédé de production consiste d'abord à insérer plusieurs milliers de tiges

l'AIEA, effectue une première ronde d'inspections en territoire nord-coréen pour attester de la véracité des renseignements soumis au sein de la déclaration. Après deux rondes qui se déroulent sans anicroche, la troisième connaît toutefois quelques complications. En effet, les inspecteurs de l'agence découvrent deux incohérences majeures entre la déclaration initiale et les observations effectuées sur place. Premièrement, deux bâtiments situés à proximité du réacteur principal de Yongbyon n'ont pas été déclarés par le gouvernement nord-coréen, mais semblent pourtant faire partie du complexe nucléaire. Les renseignements fournis à l'AIEA par les services de renseignements américains quelques mois auparavant permettent également de constater que les étages inférieurs de ces deux bâtiments ont depuis été ensevelis sous terre. Selon les inspecteurs, une telle configuration porte à croire que cet endroit abrite des installations permettant d'effectuer le retraitement de combustibles irradiés provenant du réacteur principal. Ils demandent aussitôt l'autorisation d'avoir accès à ce lieu, mais les officiels nord-coréens s'y opposent fermement. Ils allèguent qu'il s'agit d'un laboratoire radiochimique appartenant au ministère de la Défense qui ne fait pas partie du complexe nucléaire de Yongbyon.

Une seconde anomalie vient sérieusement mettre en doute la nature pacifique du programme nucléaire de l'État communiste. La signature isotopique des échantillons prélevés au sein du réacteur révèle qu'au moins trois épisodes de retraitement ont eu lieu entre 1989 et 1991, bien que seul l'épisode de 1990 ait été déclaré par Pyongyang¹⁰⁷. De plus, cette signature isotopique ne concorde pas avec celle de l'échantillon fourni par la Corée du Nord quelques mois auparavant¹⁰⁸. Dès lors, les inspecteurs concluent que plus de

d'uranium au sein d'un réacteur nucléaire pour ensuite les irradier pendant une période variant de douze à dix-huit mois. Une fois ce processus terminé, les tiges sont retirées du réacteur puis retraitées par séparation isotopique. Le retraitement d'une tige d'uranium irradié permet d'en extraire les isotopes de plutonium 239 et 240 lesquels sont accumulés pour atteindre une masse suffisante de plutonium. Entre 3,5 et 8 kilogrammes suffisent pour fabriquer une arme nucléaire.

¹⁰⁷ Lors du retraitement des combustibles irradiés, les isotopes d'américium 240 et 241 sont aussi produits, mais ils deviennent rapidement des déchets radioactifs inutilisables à des fins militaires. La signature isotopique de ces déchets s'avère cependant très utile puisqu'elle agit comme une horloge atomique permettant de déterminer avec exactitude le moment des épisodes de retraitement. Voir : Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.43.

¹⁰⁸ Willi Theis, alors inspecteur-chef de l'AIEA en Corée du Nord, rapporte que Pyongyang a fortement sous-estimé les capacités d'échantillonnage de l'agence. « Ils (les officiels nord-coréens) ne s'attendaient aucunement à ce que l'on effectue des analyses isotopiques. Ils n'arrivaient pas à comprendre cela, ni à expliquer les résultats pour le moins étranges de nos tests. Plus ils en apprenaient, plus ils nous répondaient avec des réponses

90 grammes de plutonium ont été produits par le passé¹⁰⁹, sans toutefois pouvoir établir s'il s'agit de grammes ou de kilogrammes. La découverte de ces ambiguïtés sur le passé nucléaire de la Corée du Nord est d'une importance significative, car elles vont rapidement devenir l'une des principales pommes de discorde de cette crise.

Les rondes d'inspections subséquentes de l'agence ne permettent pas de faire toute la lumière sur la production de matière fissile nord-coréenne. Après quelques tentatives infructueuses de l'AIEA pour résoudre cet imbroglio¹¹⁰, celle-ci adopte une position nettement plus rigoureuse envers l'État communiste. Au terme d'une réunion du Conseil des gouverneurs, le 25 février 1993, ce dernier somme la Corée du Nord d'autoriser la tenue d'inspections spéciales¹¹¹ aux deux sites suspects au cours des trente prochains jours, sans quoi le dossier sera transmis au Conseil de sécurité des Nations Unies. Lors de cette rencontre, les délégués américains partagent pour la première fois dans l'histoire de l'agence leurs photos satellites des installations nucléaires nord-coréennes. C'est d'ailleurs cette initiative de Washington qui incite l'AIEA à formuler sans délai sa demande d'inspections spéciales¹¹². La Corée du Nord devient ainsi le premier pays depuis la guerre du Golfe à être la cible d'une telle requête¹¹³. Cependant, le gouvernement nord-coréen rejette aussitôt ces

préfabriquées. Nous devons alors être de plus en plus fermes à leur égard, à mesure qu'ils réalisaient que nous allions découvrir leurs méfaits. » Willi Theis cité dans : Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.271.

¹⁰⁹ Selon Hans Blix, cette troisième ronde d'inspections permet « de trouver un gant de plutonium désigné pour une main gauche auquel il manqu[e] sa main droite et de trouver un gant de déchet radioactif désigné pour une main droite auquel il manqu[e] sa main gauche de plutonium. » Hans Blix cité dans : *Ibid.*, p.270.

¹¹⁰ Le 9 janvier 1993, l'AIEA demande une seconde fois d'effectuer des inspections aux deux sites suspectés d'enfreindre les règles imposées par le TNP, mais Pyongyang s'oppose à nouveau. Deux semaines plus tard, le ministre de l'Énergie atomique nord-coréen Choi Hak Gun se rend à Vienne pour répondre aux interrogations de l'agence, mais la rencontre est un véritable dialogue de sourds.

¹¹¹ Il s'agit d'une inspection à un site nucléaire non déclaré en dépit de l'opposition de l'État concerné.

¹¹² Sigal rapporte que le Conseil des gouverneurs, à l'origine sceptique, a été profondément impressionné par les renseignements américains. Voir : Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.55.

¹¹³ Cette rigidité de l'AIEA avec la Corée du Nord doit être mise en contexte avec la crédibilité amoindrie de l'agence au lendemain de la guerre du Golfe. Avant 1990, Vienne s'accommodait des déclarations volontaires de la part de ses États membres et ses inspections aux installations nucléaires civiles. En 1991, les révélations de la commission spéciale des Nations Unies sur l'Irak (UNSCOM) portent un dur coup à la crédibilité de l'AIEA comme institution chargée de faire respecter le régime de non-prolifération des armes nucléaires. En effet, les inspecteurs de l'UNSCOM découvrent que l'Irak entretient depuis plusieurs années un programme clandestin

demandes qu'il considère comme illégitimes. En outre, il prévient qu'une inspection à un site de défense non nucléaire risque de compromettre sérieusement les intérêts suprêmes du pays.

D'une annonce alarmante au point de non-retour

La situation dans la péninsule coréenne se détériore davantage le 12 mars 1993 lorsque Pyongyang annonce son retrait du TNP¹¹⁴. La Corée du Nord invoque l'article X du Traité qui stipule que

« chaque Partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, aura le droit de se retirer du Traité si elle décide que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du présent Traité, ont compromis les intérêts suprêmes de son pays¹¹⁵. »

Le régime de Kim Il Sung invoque comme « événements extraordinaires » la tenue de *Team Spirit*¹¹⁶ ainsi que les demandes d'inspections spéciales de l'AIEA. À son avis, ceux-ci illustrent avec évidence la volonté américaine de désarmer le pays d'une manière brutale ainsi que d'étrangler le système socialiste nord-coréen¹¹⁷. Dès le lendemain, la Maison-Blanche déclare qu'elle estime inacceptable le comportement de l'État communiste et l'appelle à se conformer en totalité avec les mesures de sûreté exigées par l'AIEA¹¹⁸.

d'enrichissement d'uranium lui permettant de développer l'arme nucléaire. Quelque peu humiliée par ces révélations, l'AIEA entame aussitôt une réforme importante de ses procédures. Par exemple, les renseignements provenant des États membres sont dorénavant acceptés ce qui entraîne aussitôt une collaboration accrue avec les États-Unis. De plus, afin d'éviter la répétition d'une situation embarrassante similaire à celle survenue en Irak, l'AIEA s'attribue désormais le droit d'exiger l'accès à des sites jugés suspects.

¹¹⁴ Un retrait du TNP devient effectif après qu'une période de trois mois de préavis se soit écoulée. La Corée du Nord accepte toutefois de suspendre son retrait à la suite d'une intervention diplomatique américaine le 11 juin 1993, soit à seulement quelques heures de son entrée en vigueur. Nous reviendrons en détail sur cette rencontre dans la prochaine section (1.1.2).

¹¹⁵ Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits. *Texte du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires*. Disponible [en ligne] : <http://www.obsarm.org/obsnuc/traites-et-conventions/francais/tnp.htm> (consulté le 5 février 2006).

¹¹⁶ En 1993, l'exercice militaire annuel *Team Spirit* réunit pas moins de 69 000 troupes américaines et 70 000 troupes sud-coréennes. Pour le gouvernement nord-coréen, cet exercice nécessite la mise en état d'alerte maximale de ses forces armées pour faire face à ce qu'il perçoit comme « le test d'une guerre nucléaire visant à préparer une attaque-surprise contre la moitié nord du pays. » Voir : Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.279.

¹¹⁷ *Idem*.

¹¹⁸ Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.26.

L'administration Clinton craint que cette annonce provoque un effet domino sur le plan de la prolifération nucléaire. En effet, si la Corée du Nord parvient à obtenir de telles armes, d'autres pays songeront sérieusement à emprunter cette voie créant ainsi une véritable course aux armements en Asie. Pour plusieurs décideurs américains, « l'annonce du retrait [est] reçu comme un acte irrationnel de provocation et un signe que la Corée du Nord [est] plus que jamais déterminée à acquérir l'arme nucléaire¹¹⁹. » Robert Gallucci, assistant-secrétaire d'État pour les affaires politico-militaires, rappelle que le comportement soudain du régime de Kim Il Sung, « peu importe les motifs derrière, a catapulté le dossier nucléaire à l'avant-plan de la politique étrangère de l'administration Clinton seulement deux mois après le début de son premier mandat¹²⁰. »

À partir de mars 1993, les rapports s'enveniment de plus en plus entre l'AIEA et les États-Unis, d'un côté, et la Corée du Nord, de l'autre. Bien que l'agence soit autorisée à conduire des inspections régulières¹²¹ à Yongbyon afin d'assurer la continuité des mesures de sûreté¹²², Pyongyang oppose toujours une fin de non-recevoir à la demande d'inspections spéciales pour clarifier son passé nucléaire¹²³. En conséquence, l'agence se voit désormais dans l'obligation de déclarer l'État communiste en violation avec le TNP. Entre le 12 mars 1993 et le 13 juin 1994¹²⁴, les diverses instances de l'AIEA adoptent six résolutions

¹¹⁹ Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.280.

¹²⁰ Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.27.

¹²¹ Ces inspections permettent le remplacement des batteries et des pellicules de caméras de surveillance. Elles sont conduites à quatre reprises soit du 10 au 14 mai 1993, du 3 au 10 août 1993, du 1^{er} au 15 mars 1994 ainsi que du 18 au 23 mai 1994. Voir : Center for Nonproliferation Studies. *IAEA-North Korea: Nuclear Safeguards and Inspections 1993-1994*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/research/korea/nuc/iaea9394.htm> (consultée le 13 octobre 2006).

¹²² Le terme « continuité des mesures de sûreté » signifie que les activités nucléaires en cours en Corée du Nord sont de natures pacifiques et qu'aucun matériel radioactif n'est utilisé à des fins militaires. Les tiges d'uranium doivent donc demeurer à l'intérieur du réacteur principal.

¹²³ Pour justifier son refus d'autoriser la tenue d'inspections spéciales, le gouvernement nord-coréen invoque le statut spécial que lui confère son retrait en suspend du TNP. Ainsi, il estime à lui seul la capacité de décider le lieu et la nature des inspections. Une telle attitude ne fait qu'accroître les suspicions de l'administration Clinton à l'égard de la nature du programme nucléaire nord-coréen.

¹²⁴ Moment paroxystique de la crise lorsque Pyongyang annonce son retrait de l'AIEA et l'expulsion des inspecteurs de son territoire.

enjoignant le gouvernement nord-coréen de respecter en totalité les mesures de sûreté ainsi qu'à coopérer pleinement avec l'agence¹²⁵. Au cours de la même période, le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte une résolution non contraignante ainsi que deux déclarations présidentielles qui invitent le gouvernement nord-coréen à se conformer séance tenante au régime de non-prolifération.

Au mois de mai 1994, Pyongyang provoque une frayeur double à Washington en amorçant le retrait des huit mille tiges de combustibles irradiés du réacteur de Yongbyon. D'une part, il n'est plus possible pour l'AIEA de pouvoir faire toute la lumière sur le passé nucléaire de la Corée du Nord¹²⁶. D'autre part, le retraitement éventuel de ces tiges permettrait à l'État communiste de produire suffisamment de plutonium pour quatre à cinq bombes nucléaires. L'émergence d'une nouvelle puissance nucléaire en Asie du Nord-Est semble inexorable. Pour l'administration Clinton, cette situation « représente une menace directe à la sécurité nationale américaine et à celle de ses alliés¹²⁷. »

À la lumière de ces événements ayant marqué la crise de 1994, les capacités nucléaires de la Corée du Nord constituent à n'en pas douter un facteur déterminant dans l'escalade des tensions avec les États-Unis. Les inquiétudes américaines dont l'origine renvoie aux antécédents nucléaires incertains de l'État communiste sont ensuite alimentées par son comportement de plus en plus problématique à l'égard du régime de non-prolifération. Au sein de la seconde partie de cette recherche, il sera démontré que la perception américaine d'une menace imminente à sa sécurité nationale s'explique en grande partie par une vision

¹²⁵ Ces résolutions proviennent du Conseil de direction (20 mai 1994), du Conseil des gouverneurs (1^{er} avril 1993, 21 mars 1994, 9 juin 1994), de la Conférence générale (1^{er} octobre 1993) et des comités d'urgence (18 mars 1993). Parmi celles-ci, trois d'entre elles transfèrent le dossier au Conseil de sécurité des Nations Unies.

¹²⁶ Le 25 mai, les inspecteurs de l'AIEA arrivent en Corée du Nord pour superviser le retrait des tiges de combustibles irradiées du réacteur, mais constatent rapidement que plus de la moitié d'entre elles ont déjà été retirées. De plus, les inspecteurs ne sont pas autorisés à effectuer des prélèvements.

¹²⁷ Propos prononcés par William Perry lors d'une allocution devant à la *Asia Society*, le 3 mai 1994. Cité dans : Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.170. Dans un registre similaire, le président Clinton affirme le 7 novembre 1993 à l'émission *Meet the Press* : « Nous ne pouvons tolérer que la Corée du Nord développe des armes nucléaires ». Cité dans : Holmes A. Steven. « Clinton Warns North Korea Against Building Atom Bomb », *New York Times*, 8 novembre 1993, p.A6.

stéréotypée du régime nord-coréen que partagent la plupart des membres de l'élite décisionnelle de l'administration Clinton.

1.2 Une seconde guerre de Corée évitée à l'aide de la diplomatie

Entre mars 1993 et juin 1994, Washington tente à plusieurs reprises de résoudre le contentieux nucléaire par la négociation. Toutefois, il serait inexact d'avancer que la politique américaine ne se résume qu'à l'emploi de la diplomatie. À mesure que la situation se détériore dans la péninsule coréenne, la Maison-Blanche développe également deux stratégies coercitives pour gérer la crise. D'un côté, le département de la Défense élabore un plan d'intervention militaire contre les installations nucléaires nord-coréennes. De l'autre, le département d'État prépare un projet de résolution pour le Conseil de sécurité des Nations Unies afin d'autoriser l'imposition de sanctions internationales contre le régime de Kim Il Sung. Afin de mettre en valeur la préférence de l'administration démocrate pour la négociation bilatérale avec le gouvernement nord-coréen, un historique détaillé du comportement américain entre juin 1993 et juin 1994 est nécessaire.

La diplomatie préventive de Washington

Les États-Unis interviennent une première fois dans la crise en menant des négociations avec la Corée du Nord du 2 au 11 juin 1993 à New York¹²⁸, soit à quelques jours de l'entrée en vigueur de retrait nord-coréen du TNP. Cette seconde ronde de pourparlers de haut niveau à avoir lieu entre les deux adversaires depuis la fin la guerre froide¹²⁹ se termine par l'émission d'une déclaration conjointe au sein de laquelle Pyongyang annonce la

¹²⁸ Cette première rencontre est l'initiative de Stapleton Roy, l'ambassadeur des États-Unis en Chine. Le 15 avril 1993, Roy transmet une proposition secrète au vice-ministre des Affaires étrangères chinois Tang Jiaxun. Il lui fait alors part de la possibilité d'une rencontre bilatérale de haut niveau entre Washington et Pyongyang d'ici le 12 juin. Quelques semaines plus tard, Pékin fait savoir à Washington que son allié communiste accueillerait volontiers un tel entretien. C. Kenneth Quinones, spécialiste de la question coréenne au département d'État, prend aussitôt contact avec Ho Jong, ambassadeur adjoint à la mission nord-coréenne aux Nations Unies, et organise une ronde de négociations entre Robert Gallucci et le vice-ministre des Affaires étrangères de la Corée du Nord Kang Sok Ju.

¹²⁹ La première ronde se déroule au cours de la présidence de George H. W. Bush, le 22 janvier 1992 à New York, entre le sous-secrétaire d'État Arnold Kanter et le secrétaire des affaires internationales du Parti ouvrier coréen, Kim Young Sun.

suspension indéfinie de son retrait¹³⁰. L'absence de progrès entre Pyongyang et Vienne au sujet des inspections spéciales incite l'administration Clinton à s'entretenir de nouveau avec les officiels nord-coréens quelques semaines plus tard. Après six jours de pourparlers à Genève, les deux délégations s'entendent, le 19 juillet, sur une feuille de route qui laisse présager la fin de la crise nucléaire¹³¹. Cet accord intérimaire demeure cependant lettre morte, car la relation entre la Corée du Nord et l'AIEA se détériore considérablement au cours des mois suivants.

En octobre 1993, l'administration Clinton décide d'avoir recours à une diplomatie plus informelle en autorisant le représentant démocrate Gary Ackerman¹³² à effectuer une visite en territoire nord-coréen. Sachant que le représentant démocrate rencontrera Kim Il Sung seul à seul, la Maison-Blanche lui remet une lettre adressée au Grand Dirigeant¹³³. Celle-ci mentionne que « les États-Unis souhaitent résoudre ses différends avec la Corée du Nord à l'aide du dialogue et de la négociation et souhaitent reprendre les pourparlers bilatéraux dès que possible¹³⁴. »

¹³⁰ Les deux parties reconnaissent « les principes d'assurance contre la menace ou l'emploi de la force, incluant les armes nucléaires, l'objectif de paix et de sécurité dans une péninsule coréenne dénucléarisée, le respect de leur souveraineté mutuelle, la non-interférence dans leurs affaires internes et la nécessité d'une réunification pacifique de la péninsule. » Nautilus Institute. *Joint Statement of the Democratic People's Republic of Korea and the United States of America*. Disponible [en ligne] : http://www.nautilus.org/DPRKBriefingBook/agreements/CanKor_VTK_1993_06_11_joint_statement_dprk_usa.pdf (consultée le 13 octobre 2006).

¹³¹ Robert Gallucci et Kang Sok Ju signent une déclaration de principes au sein de laquelle les deux parties reconnaissent qu'il est souhaitable de remplacer les réacteurs nucléaires actuels de la Corée du Nord par des réacteurs à usage civil. D'un côté, Washington s'engage à explorer des voies pour l'obtention d'une telle technologie. De l'autre, Pyongyang accepte de reprendre les pourparlers avec l'AIEA dès que possible de même que les négociations bilatérales avec Séoul. Gallucci prévient son homologue nord-coréen que les États-Unis ne coopéreront pas avec la Corée du Nord sur le plan nucléaire tant et aussi longtemps que le gouvernement nord-coréen ne sera pas en complète conformité avec les obligations imposées par le TNP et l'AIEA. Voir : Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.165.

¹³² Gary Ackerman est alors président du sous-comité Asie-Pacifique du comité de la Chambre des représentants sur les Affaires étrangères.

¹³³ Surnom donné à Kim Il Sung, traduction personnelle de « Great Leader ».

¹³⁴ Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.293.

Comme la visite de Gary Ackerman ne permet pas d'améliorer la situation, l'assistant-secrétaire d'État adjoint Thomas Hubbard s'entretient en décembre 1993 à New York avec Kim Jong Su et Ho Jong pour maintenir en vie la fragile relation diplomatique. Le 29 décembre, Hubbard parvient à conclure une entente provisoire avec ses deux homologues nord-coréens pour la tenue d'une troisième ronde de pourparlers de haut niveau¹³⁵. Cependant, le refus persistant de l'État communiste d'autoriser l'AIEA à conduire des inspections spéciales à Yongbyon force l'annulation de la rencontre entre Robert Gallucci et Kang Sok Ju.

En janvier 1994, l'administration Clinton a de nouveau recours à la diplomatie informelle. Le révérend Billy Graham est alors autorisé à se rendre en territoire nord-coréen et remettre à Kim Il Sung une lettre signée par le président Clinton. Le message adopte cette fois un ton nettement plus ferme et rappelle qu'une amélioration des rapports entre les États-Unis et la Corée du Nord passe par une coopération complète dans le dossier nucléaire. Le document laisse aussi entendre qu'il est plus que jamais nécessaire que la Corée du Nord parvienne rapidement à une entente avec l'AIEA afin d'éviter que la situation n'atteigne un seuil critique. Après plusieurs tentatives infructueuses pour résoudre l'imbrroglio, Washington souhaite signifier au Grand Dirigeant que la patience américaine connaît ses limites.

Vers une seconde guerre de Corée

À la fin du mois de mai 1994, les négociations entre Pyongyang et l'AIEA atteignent un point de non-retour¹³⁶. Dès lors, l'administration Clinton amorce l'élaboration d'une

¹³⁵ Cette entente, intitulée *Super Tuesday Agreement*, laisse présager une amélioration significative de la situation. En effet, la Corée du Nord accepte les inspections de l'AIEA à Yongbyon et l'échange d'envoyés spéciaux avec la Corée du Sud. En retour, Washington annonce la suspension de l'exercice *Team Spirit* pour l'année 1994 ainsi que la tenue éventuelle d'une troisième ronde de pourparlers bilatéraux de haut niveau avec Pyongyang. Toutefois, cette entente est rapidement abandonnée par les deux parties étant donné l'incapacité du gouvernement nord-coréen de s'entendre avec l'agence au sujet de la nature des inspections et avec le Sud concernant les procédures à suivre. Voir : Poneman, Daniel D. *The History of the 1994 Agreed Framework*. Disponible [en ligne] : <http://www.ffip.com/infobriefs030703.htm> (consultée le 13 mars 2007).

¹³⁶ Dans une lettre du 27 mai 1994 adressée au secrétaire général des Nations Unies Boutros Boutros-Ghali, Hans Blix affirme que les pourparlers entre Pyongyang et Vienne sont désormais rompus et que le retrait des tiges de combustibles irradiés du réacteur ne permet plus à l'agence de faire la lumière sur le passé nucléaire de la

stratégie plus coercitive pour indiquer à son adversaire communiste que les États-Unis ne toléreront pas indéfiniment des comportements contribuant à la prolifération nucléaire et mettant à mal sa sécurité nationale ainsi que celle de ses alliés.

Le premier volet de cette stratégie vise à réprimander le régime nord-coréen par l'imposition de sanctions internationales¹³⁷. Le comité des Principaux de l'administration Clinton prépare un projet de résolution pour le Conseil de sécurité qui prévoit la mise en œuvre de sanctions économiques en deux temps¹³⁸. Dans la semaine du 5 au 12 juillet, les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon distribuent le projet de résolution à l'ensemble des membres du Conseil de sécurité. Cette démarche oblige cependant le département d'État à mobiliser son corps diplomatique pour convaincre certains États membres qui affichent une réticence marquée à l'égard du document.

Les diplomates américains rencontrent d'abord leurs homologues chinois qui refusent fermement d'imposer de mesures coercitives contre leur allié de longue date. Après quelques jours de négociations, la position du gouvernement chinois connaît un changement significatif. Son ministre des Affaires étrangères, Qian Qichen, annonce que Pékin ne s'oppose désormais plus à des sanctions économiques, sans y être nécessairement favorable. Ceci laisse entendre que la Chine n'opposera pas son veto à la résolution américaine lors du vote, mais se contentera plutôt d'une abstention. La Russie fait ensuite l'objet de nombreuses pressions de la part de Washington et Séoul, étant donné qu'elle envisage également

Corée du Nord. Blix ne peut donc plus garantir la nature pacifique du programme nucléaire nord-coréen et se voit dans l'obligation de déclarer l'État communiste en violation avec le TNP.

¹³⁷ Au terme d'une réunion entre Gallucci et des diplomates sud-coréens et japonais le 4 juin 1994, ceux-ci reconnaissent dans une déclaration conjointe que « la situation actuelle exige que la communauté internationale, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, considère de façon urgente une réponse appropriée à la situation incluant l'emploi de sanctions. » Voir : Wit, Daniel, Poneman Daniel et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.196

¹³⁸ Dans un premier temps, les États sont appelés à suspendre toute activité commerciale pouvant contribuer aux activités nucléaires de la Corée du Nord et à ses forces conventionnelles, à interrompre tous les vols en direction ou en provenance de Corée du Nord, à cesser toute forme d'aide à son développement économique ainsi qu'à limiter au maximum les relations diplomatiques avec le régime nord-coréen. Si, après une période de trente jours, la Corée du Nord ne s'acquitte toujours pas de ses obligations envers le TNP et l'AIEA, la résolution appelle tous les États à geler les avoirs nord-coréens sur leur territoire ainsi qu'à bloquer l'envoi de versements monétaires provenant de l'étranger. Pour le texte exact du projet de résolution, voir : Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, pp.171-172.

d'opposer son veto. Après une intervention des présidents Clinton et Kim Yong Sam auprès de Boris Yeltsin pour convaincre ce dernier de la légitimité du projet, Moscou annonce quelques jours plus tard son intention de s'abstenir.

Cette offensive onusienne astreint le département de la Défense à élaborer une intervention militaire contre la Corée du Nord. Pyongyang a fréquemment laissé entendre par le passé que des sanctions économiques seraient considérées comme un acte de guerre auquel il répliquerait sans merci. La Maison-Blanche décide d'abord d'augmenter ses capacités de défense dans la péninsule coréenne pour dissuader le régime de Kim Il Sung de passer à l'offensive. Le 3 mai, le secrétaire à la Défense William Perry autorise des exercices militaires conjoints entre les forces américaines et sud-coréennes et ordonne aussi l'augmentation des capacités militaires de nature offensive dans la région¹³⁹. Au cours des semaines suivantes, « les États-Unis [déploient] de nouveaux hélicoptères d'attaque *Apache*, des chars de combat *Bradley*, des missiles antiaériens *Stinger* et des batteries de missiles *Patriot*¹⁴⁰. » Perry demande ensuite à John Shalikashvili, président du comité des chefs de l'état-major, et au général Gary Luck, commandant des forces américaines en Corée du Sud, de mettre à jour le plan d'opération 5027¹⁴¹. Le 18 mai, Shalikashvili convoque une réunion d'urgence qui réunit les quatre chefs de l'état-major pour tracer les grandes lignes de ce plan d'intervention militaire contre la Corée du Nord¹⁴². Enfin, lorsque la Maison-Blanche est avisée du retrait nord-coréen de l'AIEA, le 13 mai 1994, le secrétaire à la Défense demande

¹³⁹ Craignant une attaque préventive de la Corée du Nord contre le Sud, Perry est alors déterminé de ne pas répéter le désastre de la *Task Force Smith* au début de la guerre de Corée. Le lieutenant-colonel Charles B. Smith avait alors envoyé au front un premier contingent de soldats mal préparés et sous équipés. Ce contingent avait ensuite été rapidement défait par l'armée nord-coréenne. Voir : *Ibid.*, p.170.

¹⁴⁰ *Idem.*

¹⁴¹ Il s'agit d'un plan élaboré pour une contre-attaque américaine et sud-coréenne contre la Corée du Nord, afin de capturer Pyongyang et forcer un changement de régime. Le plan d'opération 5027 nécessite la mobilisation de plus de 400 000 troupes américaines. Voir : Global Security. *OPLAN 5027 Major Theater War*. Disponible [en ligne] : <http://www.globalsecurity.org/military/ops/oplan-5027.htm> (consultée le 13 octobre 2006).

¹⁴² Thomas Flanigan, général dans la marine, rapporte qu'au cours de cette réunion « tout le monde était conscient qu'il ne s'agissait aucunement d'un exercice sur papier, mais bien d'une véritable rencontre de planification visant à décider comment nous allions mener cette guerre. » Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, pp.315-316.

aussitôt à l'armée de l'air de développer l'option d'Osirak¹⁴³. Pour sa part, Charles Kartman, assistant-secrétaire d'État adjoint, s'affaire à revoir les opérations d'évacuations pour les non-combattants (OEN)¹⁴⁴. Advenant que les États-Unis optent pour une intervention militaire, ils doivent préalablement avoir évacué les 90 000 civils américains habitant Séoul pour la majorité d'entre eux.

Un émissaire privé pour la paix

Si les deux volets de la stratégie coercitive de l'administration Clinton font l'objet d'une élaboration détaillée, il n'en demeure pas moins que la Maison-Blanche privilégie la négociation diplomatique afin de résoudre le litige nucléaire avec la Corée du Nord. En effet, au paroxysme de la crise, Jimmy Carter est autorisé à se rendre à Pyongyang pour y rencontrer Kim Il Sung¹⁴⁵. Washington souhaite ainsi offrir à son adversaire communiste l'opportunité de retourner à la table des négociations sous certaines conditions tout en sauvant son honneur avec un minimum d'embarras.

Le 1^{er} juin 1994, l'ancien président américain communique avec le président Clinton et demande à rencontrer les officiels responsables du dossier nord-coréen¹⁴⁶. À la suite d'un

¹⁴³ Cette option doit pouvoir être mise en œuvre en seulement quelques jours et n'entraîner qu'un minimum de pertes américaines. Elle a pour objectif la destruction des installations nucléaires de Yongbyon à l'aide de frappes aériennes. L'option d'Osirak fait référence aux frappes préventives effectuées par l'armée de l'air israélienne contre le réacteur nucléaire irakien situé dans la ville d'Osirak, le 7 juin 1981, dans le cadre de l'opération Opéra.

¹⁴⁴ Au cours des deux premières semaines de juin, Kartman demande à William Breer, un fonctionnaire du Foreign Service expérimenté sur l'Asie de l'Est, de mettre sur pied un groupe de travail pour élaborer un nouvel OEN permettant d'évacuer les civils américains en quelques jours.

¹⁴⁵ Ce n'est pas la première fois que l'administration Clinton tente de relancer les négociations avec la Corée du Nord en faisant appel à des émissaires privés depuis la visite de Billy Graham en janvier 1994. Au début de l'année 1993, Les Aspin, alors secrétaire à la Défense, propose qu'une délégation américaine se rende en Corée du Nord pour rencontrer le Grand Dirigeant. La proposition est cependant rejetée par la Maison-Blanche, car elle est jugée comme étant trop risquée. En mai 1994, William Perry convainc les sénateurs Sam Nunn et Richard Lugar d'effectuer une visite similaire en territoire nord-coréen, mais Pyongyang rejette l'initiative américaine. Concernant l'intervention de Carter au sein de la crise, il est important de souligner qu'il a lui-même insisté pour jouer un rôle actif afin de résoudre l'imbroglio par la diplomatie. Son rôle d'émissaire privé auprès de Kim Il Sung est aussi dû en grande partie à sa propre initiative.

¹⁴⁶ L'idée d'intervention de l'ancien président américain au sein de la crise provient de l'ambassadeur des États-Unis en Corée du Sud, James Laney. À la mi-mai, ce dernier prend contact avec Carter et l'informe que la situation dans la péninsule coréenne « devient de plus en plus inquiétante ». Il lui propose alors d'envisager la possibilité d'intervenir personnellement auprès de Kim Il Sung. Depuis 1991, Carter s'était vu refuser à trois

entretien avec Robert Gallucci, Carter reçoit l'approbation du président Clinton pour effectuer le voyage¹⁴⁷. Lors de sa rencontre avec Kim Il Sung le 16 juin, il parvient à convaincre le Grand Dirigeant d'autoriser les inspecteurs de l'AIEA à demeurer sur le territoire nord-coréen, d'ordonner la suspension des activités nucléaires en cours à Yongbyon¹⁴⁸ ainsi qu'à reprendre les négociations avec Washington. L'administration Clinton décide aussitôt de saisir cette opportunité pour la reprise du dialogue en prenant soin de confirmer auprès de Pyongyang l'engagement pris par le dirigeant nord-coréen¹⁴⁹. Cinq jours plus tard, les deux belligérants s'entendent pour la tenue d'une troisième ronde de pourparlers de haut niveau à Genève qui doit débiter le 8 juillet. Ces négociations bilatérales permettent la conclusion de l'Accord-Cadre, une entente qui met un terme définitif à cette crise nucléaire.

Il ressort de ce survol historique que l'administration Clinton privilégie la diplomatie pour résoudre cette crise avec la Corée du Nord. Entre juin 1993 et juin 1994, Washington effectue de nombreux efforts et compromis pour éviter une escalade incontrôlée de la situation. Bien que l'évolution des événements dans la péninsule coréenne au printemps 1994 incite la Maison-Blanche à envisager temporairement le recours à une stratégie coercitive, l'envoi de Jimmy Carter et la reprise immédiate des pourparlers de haut niveau à Genève soulignent la prépondérance de la voie diplomatique dans la politique étrangère de l'administration démocrate. Nous examinerons les stratégies de l'élite décisionnelle pour rendre compte de cette décision américaine dans la seconde section de cette recherche.

reprises l'autorisation de se rendre en territoire nord-coréen. Le département d'État craignait alors que sa visite nuise au processus officiel de négociations en cours entre les deux belligérants. Voir : Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.151.

¹⁴⁷ Avant de quitter le territoire américain, Carter rencontre à nouveau Robert Gallucci, le conseiller à la sécurité nationale Anthony Lake, son adjoint Daniel Poneman et les rares spécialistes de la péninsule coréenne du département d'État. Tout juste avant de traverser la zone démilitarisée, il s'entretient avec James Laney, le général Gary Luck ainsi que l'ambassadeur de la Corée du Sud aux États-Unis, Han Seung Soo.

¹⁴⁸ Pyongyang ne doit donc pas recharger le réacteur nucléaire de cinq mégawatts, ni effectuer le retraitement des tiges de combustibles irradiés.

¹⁴⁹ Dans un échange de lettres entre Kang Sok Ju et Robert Gallucci, respectivement datées du 20 et 22 juin 1994.

1.3 Une administration coopérative et indulgente lors des pourparlers de Genève

Au cours des négociations avec la Corée du Nord, l'administration Clinton adopte un comportement coopératif qui favorise la résolution du litige nucléaire. L'indulgence dont fait preuve la délégation américaine à plusieurs reprises au cours de la crise est représentative de son objectif d'apaiser les tensions avec son adversaire communiste. Entre mars 1993 et juin 1994, les États-Unis exercent fréquemment le rôle d'honnête courtier entre Pyongyang et l'AIEA ainsi qu'entre les deux Corées. En outre, les négociateurs américains parviennent à conclure plusieurs ententes temporaires¹⁵⁰ qui permettent de maintenir une certaine accalmie. L'entente la plus significative à survenir entre les deux belligérants est sans aucun doute l'Accord-Cadre du 21 octobre 1994. Fruit de plusieurs semaines de négociations à Genève, son élaboration est fortement influencée par la flexibilité de l'administration Clinton à l'égard de son adversaire communiste.

L'indulgence américaine de Genève

À l'ouverture de la troisième ronde de pourparlers de haut niveau, il reste encore beaucoup à faire avant d'aboutir à une entente définitive. En effet, Washington et Pyongyang ont chacun une interprétation fort différente du gel des activités nucléaires auquel a consenti le Grand Dirigeant, le 16 juin 1994. C'est donc sans surprise que les deux délégations éprouvent d'entrée de jeu des difficultés significatives.

En dépit de quelques remarques d'ouverture clémentes de la part de Robert Gallucci¹⁵¹, Kang Sok Ju prévient d'emblée que la Corée du Nord compte recharger le réacteur de cinq mégawatts (MW) d'ici la fin août et procéder au retraitement des tiges de combustibles irradiés sous la supervision des inspecteurs de l'AIEA. De plus, le négociateur nord-coréen

¹⁵⁰ Ces ententes temporaires sont la déclaration de principes du 19 juillet 1993 et le *Super Tuesday Agreement*. Leur mise en œuvre est cependant empêchée par l'incapacité du gouvernement nord-coréen de s'entendre avec Vienne et Séoul.

¹⁵¹ « Nous avons une chance historique de remplacer la relation hostile et de méfiance mutuelle qui a caractérisé les rapports entre les États-Unis et la Corée du Nord au cours des dernières années pour la paix, le commerce et les bénéfices sécuritaires d'une relation politique et économique plus normale. (...) Nous souhaitons ouvrir la porte à la Corée du Nord pour sa pleine participation au sein de la communauté internationale¹⁵¹. » Robert Gallucci cité dans : Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.251.

exige le retrait des demandes d'inspections spéciales de l'agence. Kang Sok Ju propose ensuite de remplacer les réacteurs nucléaires actuels par deux réacteurs nucléaires à usage civil (RNUC)¹⁵². Toutefois, les États-Unis doivent assumer la direction du projet et être en mesure de certifier légalement la construction des RNUC. Si Washington donne son aval à une telle entreprise, le réacteur nucléaire de Yongbyon cessera ses activités lorsque le premier des deux RNUC sera complété¹⁵³. Une fois le second réacteur achevé, Pyongyang entreprendra le démantèlement de l'ensemble de son infrastructure nucléaire.

Pour sa part, Gallucci propose un gel immédiat du programme nucléaire au plutonium, la suspension de la construction des réacteurs de 50 et 200 MW et l'expédition des tiges de combustibles irradiés hors du territoire nord-coréen. Il fait savoir que l'administration Clinton accepte de remplacer les réacteurs nucléaires existants par des RNUC. Cependant, leur construction doit être conditionnelle au démantèlement simultané de l'infrastructure nucléaire nord-coréenne. En dernier lieu, Pyongyang doit confirmer son adhésion permanente au TNP, se conformer en totalité avec les mesures de sûreté de l'AIEA incluant les inspections spéciales et reprendre les pourparlers avec Séoul pour la mise en œuvre de la Déclaration Conjointe Nord-Sud sur la Dénucléarisation de la Péninsule Coréenne du 31 décembre 1991¹⁵⁴.

D'ici la reprise des pourparlers prévue pour le 5 août prochain, l'administration Clinton doit préalablement surmonter trois obstacles majeurs¹⁵⁵. D'abord, il lui est impossible

¹⁵² Ces réacteurs sont également appelés réacteurs nucléaires à eau légère puisqu'ils emploient uniquement l'oxyde de dihydrogène (H₂O ou eau légère) pour modérer la réaction nucléaire. L'enrichissement d'uranium à des fins militaires ou encore la production de plutonium nécessite le recours à l'oxyde de deutérium (D₂O ou eau lourde). En conséquence, le réacteur nucléaire à eau légère ne peut être utilisé qu'à des fins civiles comme la production d'électricité.

¹⁵³ La construction d'un RNUC nécessite un minimum de cinq ans.

¹⁵⁴ Dans cette déclaration conjointe, les deux Corées s'engagent à ne pas tester, produire, recevoir, posséder, entreposer, déployer ou utiliser des armes nucléaires. L'énergie nucléaire doit être limitée à des fins pacifiques et aucun des États ne doit posséder d'infrastructure pour le retraitement ou l'enrichissement d'uranium. Voir : Federation of American Scientists. *Joint Declaration on the Denuclearization of the Korean Peninsula*. Disponible [en ligne]: <http://www.fas.org/news/dprk/1992/920219-D4129.htm> (consulté le 8 juin 2006).

¹⁵⁵ Les négociations devaient à l'origine reprendre le lendemain, mais celles-ci sont brusquement interrompues par la mort de Kim Il Sung dans la nuit du 8 au 9 juillet. Son fils, Kim Jong-il, lui succède comme dirigeant étant son héritier désigné. Kim Il Sung demeure néanmoins le président du pays. Telle est une des nombreuses

d'offrir une garantie légale pour la construction des deux RNUC, ni d'obtenir un financement suffisant de la part du Congrès¹⁵⁶. Ensuite, la Maison-Blanche ignore comment elle pourra compenser la perte énergétique subie par la Corée du Nord pendant l'arrêt de son réacteur principal. Enfin, le statut de tiges de combustibles irradiées doit être réglé le plus rapidement possible. Celles-ci ne peuvent demeurer indéfiniment dans le bassin au sein duquel elles ont été temporairement entreposées, étant donné le risque accru d'oxydation et de radiation.

Pour pallier ces trois difficultés, l'administration Clinton ne lésine pas sur les efforts au cours des trois semaines de suspension des négociations. En effet, Gallucci consulte aussitôt le Bureau du conseiller juridique du Département d'État pour étudier les différentes possibilités afin de certifier légalement la livraison des deux RNUC. À la suite de nombreuses consultations, il recommande au président Clinton de rédiger un document au sein duquel il s'engage à faire usage des pleins pouvoirs que lui confère son statut pour garantir la livraison des deux réacteurs. De cette manière, le président n'outrepasse pas ses pouvoirs constitutionnels en tant que chef de l'État tout en offrant une garantie suffisamment crédible. Une fois cette première difficulté surmontée, Gallucci entreprend ensuite une tournée asiatique du 19 au 28 juillet pour remédier à l'obstacle financier. Ce voyage porte ses fruits, puisqu'il réussit à obtenir des gouvernements sud-coréen et japonais un investissement à la hauteur des trois quarts des coûts totaux du projet. De plus, Gallucci leur propose également l'idée de mettre sur pied un consortium international réunissant les États-Unis et quatre puissances régionales afin de superviser la construction des réacteurs et garantir un

particularités du système politique nord-coréen. Voir : King, Bradley K. *Under the Loving Care of the Fatherly Leader: North Korea and the Kim Dynasty*. New York: St. Martin's Griffin, 2006.

¹⁵⁶ Les États-Unis ne peuvent à eux seuls assurer la construction des RNUC. D'une part, la Corée du Nord demeure un pays ennemi des États-Unis, puisque l'armistice de 1953 n'est qu'un cessez-le-feu. Dans ce cas de figure, les transactions commerciales sont régies par le *Trading with the Enemy Act* lequel interdit pratiquement toute forme de commerce entre les deux belligérants. L'administration Clinton serait donc dans l'obligation de signer un traité de paix avec la Corée du Nord, ce à quoi le Congrès se montre particulièrement réticent. D'autre part, le 15 juillet 1994, les sénateurs républicains parviennent à faire adopter un amendement sur le *Foreign Assistance Act*. Cet amendement « interdit toute forme d'aide à la Corée du Nord à moins que le président ne soit en mesure de certifier qu'elle ne possède pas d'armes nucléaires, qu'elle ait complètement cessé ses programmes nucléaires, qu'elle se soit conformée en totalité avec le TNP et les mesures de sûreté de l'AIEA et qu'elle n'exporte plus de missiles balistiques ou de plutonium ». Le président Clinton parvient néanmoins à renverser l'amendement en lui opposant son veto, mais, comme l'indique Gallucci, il s'agit d'un message clair des législateurs que le Congrès ne compte pas financer le projet de RNUC, d'autant plus que celui-ci est évalué à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Voir : Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.266.

financement stable¹⁵⁷. Concernant le statut des tiges de combustibles irradiés, Pékin et Moscou acceptent de recevoir le matériel radioactif nord-coréen si le coût du transfert, évalué à 70 millions de dollars, est assumé par Washington. Finalement, l'administration Clinton envisage de compenser les pertes énergétiques subies par la Corée du Nord par une assistance financière de 17 millions de dollars et le don de plusieurs dizaines de génératrices électriques.

À la reprise des pourparlers le 5 août, Kang Sok Ju accepte la garantie présidentielle américaine ainsi que le projet de consortium international. Cependant, le démantèlement de l'infrastructure nucléaire nord-coréenne ne sera effectué qu'une fois les deux réacteurs fonctionnels. Le négociateur nord-coréen souligne que son gouvernement estime insuffisante la compensation énergétique suggérée par Gallucci. En revanche, il propose la livraison annuelle de 500 000 tonnes de pétrole brut durant la construction des deux RNUC. Concernant les tiges de combustibles irradiés, il demeure hors de question que celles-ci soient expédiées hors du territoire nord-coréen. Kang Sok Ju informe également son homologue américain que Pyongyang compte sous peu recharger son réacteur de 5 MW et n'acceptera jamais les inspections spéciales de l'AIEA. Après plusieurs sessions de négociations intensives entre les deux délégations, elles concluent la Déclaration d'Accord¹⁵⁸, le 12 août 1994. Cet accord intérimaire jette les bases d'une entente définitive, bien que plusieurs détails techniques restent à finaliser d'ici la troisième session des pourparlers qui est prévue pour le début de l'automne.

Les deux parties se réunissent le 23 septembre pour entamer la dernière étape de ces négociations¹⁵⁹. À la suite de nombreux compromis d'un côté comme de l'autre et

¹⁵⁷ Ces puissances régionales sont la Corée du Sud, le Japon, la Chine et la Russie.

¹⁵⁸ Traduction personnelle du terme *Agreed Statement*. Le texte de cette entente préliminaire peut être consulté dans : Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, pp.420-421.

¹⁵⁹ L'administration Clinton dépêche entre-temps à Berlin Gary Samore, un spécialiste de la non-prolifération nucléaire travaillant au département d'État de 1987. Celui-ci s'entretient pendant quelques jours avec Kim Jong U, le directeur du comité des affaires économiques extérieures de la Corée du Nord. Tous les deux sont accompagnés d'experts en technologie nucléaire. Cette rencontre permet de surmonter quelques difficultés techniques importantes quant à la gestion des tiges de combustibles irradiés.

d'échanges parfois houleux¹⁶⁰, l'Accord-Cadre est signé le 21 octobre 1994. Trois aspects de cette entente doivent faire l'objet d'une attention particulière pour mettre en valeur l'attitude indulgente de l'administration Clinton.

Au plan nucléaire, Washington parvient à convaincre la Corée du Nord de réintégrer l'AIEA et de renoncer définitivement à son retrait du TNP. Pyongyang accepte également de suspendre toute activité nucléaire aux sept sites déclarés à l'agence et de procéder à l'implantation de la Déclaration Nord-Sud de 1991. En retour, les États-Unis consentent à ce que les tiges de combustibles irradiés demeurent en territoire nord-coréen à condition que celles-ci soient placées sous le contrôle permanent de l'IAEA. De plus, les inspections spéciales sont finalement reportées lorsqu'une « portion significative des réacteurs à usage civil aura été complétée, mais avant la livraison des composantes nucléaires principales¹⁶¹. »

Au plan énergétique, l'État communiste procédera au démantèlement de son infrastructure nucléaire une fois la construction de deux RNUC achevée dont la date butoir est établie pour l'année 2003. En plus d'accepter la direction du projet¹⁶², les États-Unis acquiescent à la demande nord-coréenne d'une compensation énergétique par la livraison annuelle de 500 000 tonnes de pétrole sur une période de dix ans.

Au plan diplomatique, les deux parties s'entendent pour une normalisation complète de leurs relations politiques et économiques. Du côté américain, ceci implique essentiellement la fin des sanctions financières et commerciales au cours des trois premiers mois suivant la signature de l'accord ainsi qu'une garantie de non-utilisation de l'arme nucléaire contre la

¹⁶⁰ Pour des raisons d'espace, il nous est impossible de présenter en détail ces négociations, voir : Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, pp.295-330.

¹⁶¹ The Korean Peninsula Energy Development Organization. *Agreed Framework Between the United States of America and the Democratic People's Republic of Korea*. Disponible [en ligne] : <http://www.kedo.org/pdfs/AgreedFramework.pdf> (consulté le 2 juillet 2006).

¹⁶² Le 19 mars 1995, l'administration Clinton met sur pied l'Organisation pour le Développement Énergétique de la Péninsule Coréenne (KEDO), un consortium international réunissant 10 États dont l'objectif principal est d'assumer la construction des deux RNUC. Voir : The Korean Peninsula Energy Development Organization. *KEDO: Promoting Peace and Stability on the Korea Peninsula and Beyond*. Disponible [en ligne] : <http://www.kedo.org/pdfs/AgreedFramework.pdf> (consulté le 2 juillet 2006).

Corée du Nord. Pour sa part, Pyongyang s'engage à reprendre le dialogue avec Séoul ainsi qu'à poursuivre celui avec Washington.

L'étude du comportement américain lors des négociations de Genève permet d'illustrer la capacité des États-Unis de faire des compromis pour parvenir à une entente. De plus, nous observons que cette dernière correspond à une politique d'engagement de l'État communiste. Selon la définition proposée par Victor Cha¹⁶³, l'Accord-Cadre se révèle effectivement comme le début d'un processus d'interaction stratégique dont l'objectif est de favoriser la coopération de la part d'un État adversaire. De plus, les moyens utilisés par les États-Unis ne sont pas coercitifs ou punitifs et ne cherchent ni à affaiblir cet adversaire ni à le forcer à se soumettre. Cet accord cherche activement à transformer la relation d'hostilité entre les deux États et à modifier le comportement de l'État jugé menaçant de même que ses objectifs de politique étrangère. Au sein de la seconde section, il sera intéressant d'ouvrir la boîte noire décisionnelle pour expliquer la flexibilité de la délégation américaine à Genève. Nous sommes d'avis que certains des éléments de réponse résident dans la capacité de l'administration Clinton à réorganiser son processus décisionnel avant le début des négociations avec la Corée du Nord, ce qui lui permet de résoudre les conflits bureaucratiques qui opposent le camp des mesures de sûreté à celui du démantèlement.

¹⁶³ Cité en page 16 de l'introduction.

CHAPITRE II

LA CRISE NUCLÉAIRE DE 2002

2.1 Washington importuné par le subterfuge nucléaire de Pyongyang

La seconde crise nucléaire nord-coréenne présente de nombreuses similitudes avec celle de 1994. D'abord, son origine est fort semblable, car l'élément déclencheur se rapporte aussi à de nouvelles ambiguïtés autour des activités nucléaires de l'État communiste. À mesure que les tensions augmentent avec Washington et Vienne, la Corée du Nord adopte un comportement identique à celui de 1994 par rapport au régime de non-prolifération. En effet, Pyongyang se montre foncièrement insouciant à l'égard des normes imposées par le TNP et les mesures de sûretés de l'AIEA. Enfin, le régime de Kim Jong-il déstabilise à nouveau l'équilibre sécuritaire régional en augmentant considérablement sa production de matière fissile à des fins militaires. Une présentation détaillée des événements de cette crise permettra d'illustrer que l'administration W. Bush, à l'instar de celle qui l'a précédée, appréhende les ambitions nucléaires nord-coréennes comme une menace à la sécurité nationale américaine.

Une admission nord-coréenne déroutante pour Washington

En juillet 2002, les services de renseignements américains obtiennent des informations indiquant que la Corée du Nord développe un programme à l'uranium hautement enrichi¹⁶⁴ (PUHE). Si ces renseignements s'avèrent fondés, cette voie alternative empruntée par Pyongyang pour obtenir l'arme nucléaire constituerait une violation flagrante de l'entente conclue par l'administration Clinton dix ans auparavant. Étant donné les conséquences désastreuses qu'entraînerait l'existence d'un programme nucléaire clandestin sur les rapports fragiles entre Pyongyang et Washington, l'administration W. Bush estime nécessaire de

¹⁶⁴ L'enrichissement d'uranium constitue une façon alternative de fabriquer une arme nucléaire. Un mélange d'hexafluorure d'uranium est inséré à l'intérieur d'une centrifugeuse. Celle-ci permet d'isoler les isotopes 233 ou 235 du noyau d'uranium afin d'enrichir le concentré initial à une hauteur de 85 %. Une arme nucléaire utilisant de l'uranium hautement enrichi requiert une accumulation d'environ 50 kilogrammes du mélange.

mettre à l'épreuve les renseignements américains directement devant les officiels nord-coréens.

La rencontre hautement anticipée par Washington survient le 3 octobre 2002. James Kelly, alors assistant-secrétaire d'État pour les affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique, interroge le vice-ministre nord-coréen des Affaires étrangères, Kim Gye-gwan, et son supérieur, Kang Sok Ju, au sujet du PUHE. Les deux officiels nord-coréens réfutent sans hésitation les allégations américaines qu'ils considèrent comme une pure fabrication de la part de Washington. Cependant, au cours d'un échange particulièrement agité ayant lieu deux jours plus tard, Kang Sok Ju admet, à la grande surprise de la délégation américaine, l'existence du PUHE¹⁶⁵. Dès lors, Kelly n'a guère le choix que de transmettre cette information à la Maison-Blanche en sachant qu'une nouvelle crise nucléaire pointe désormais à l'horizon.

Le 17 octobre, l'administration républicaine fait connaître publiquement ses réactions à l'égard de l'admission nord-coréenne par l'intermédiaire du porte-parole du département d'État, Richard Boucher :

« Les États-Unis et ses alliés demandent à la Corée du Nord de se conformer à ses obligations à l'égard du Traité de non-prolifération et d'éliminer tous ses programmes nucléaires d'une manière vérifiable. (...) Tout le monde dans la région se sent interpellé par la situation, car aucune nation pacifique ne désire voir émerger une Corée du Nord nucléaire¹⁶⁶. »

D'autres décideurs sont tout autant indignés par le comportement de l'État communiste. Par exemple, le président W. Bush reconnaît que « cette découverte d'un plan

¹⁶⁵ Charles Pritchard, alors membre de la délégation américaine et présent lors de cet événement, rapporte que l'admission nord-coréenne est plutôt ambivalente. Avant de faire rapports à leurs supérieurs à Washington, les huit diplomates américains doivent d'abord se réunir pour établir un consensus sur la signification de la traduction des propos prononcés par Kang Sok Ju. Nous reviendrons en détail sur cet élément déclencheur de la seconde crise nucléaire dans la section 2 en accordant une attention particulière à cet échange du 5 octobre. Depuis lors, Pyongyang nie avoir fait une telle admission et rejette de toute part l'existence de ce programme. Voir : Pritchard, Charles. *Op.cit.*, pp.25-44.

¹⁶⁶ B.B.C. News. *North Korea "nuclear admission": US statement*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2335349.stm> (consultée le 21 octobre 2006).

pour le développement d'armes nucléaires est particulièrement troublante¹⁶⁷ ». Pour sa part, le secrétaire d'État Colin Powell considère ce comportement comme étant « regrettable et préoccupant¹⁶⁸ ». Si au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la posture de défense nord-coréenne justifie pour l'administration républicaine la place du royaume ermite au sein du discours américain sur la menace¹⁶⁹, la découverte de ce programme nucléaire clandestin consolide assurément ce statut.

Du retrait du TNP à l'essai nucléaire

Étant donné la tournure des événements, les États-Unis estiment qu'il est désormais impératif de mettre un terme à l'Accord-Cadre de 1994. Le 14 novembre 2002, le conseil d'administration de la KEDO décide de cesser son aide énergétique et économique au régime de Kim Jong-il en ordonnant la suspension des livraisons annuelles de pétrole et l'interruption de la construction des deux réacteurs à usage civil. Outrée par cette décision, la Corée du Nord annonce la reprise des activités nucléaires à Yongbyon en invoquant un besoin accru de production d'électricité. Pyongyang laisse aussi entendre que le dégel de son programme nucléaire au plutonium dépend uniquement de l'attitude de Washington.

Du côté de l'AIEA, on souhaite d'abord s'entretenir directement avec les officiels nord-coréens avant de déclarer l'État communiste en violation avec les mesures de sûreté de l'agence. Vienne propose dans un premier temps d'envoyer en Corée du Nord une équipe d'experts pour y conduire une ronde d'inspections spéciales, puis, dans un deuxième temps, d'amorcer des pourparlers au sujet du PUHE¹⁷⁰. À l'instar de 1994, le gouvernement nord-

¹⁶⁷ *Idem.*

¹⁶⁸ B.B.C. News. *US "regrets" North Korea nuclear threat.* Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2570743.stm> (consultée le 25 octobre 2006).

¹⁶⁹ Dans son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, le président W. Bush identifie la Corée du Nord comme une des principales menaces à la sécurité nationale des États-Unis. L'État communiste est alors qualifié d'État « voyou » faisant partie d'un « axe du Mal ». De tels qualificatifs diffèrent considérablement de ceux employés au cours du deuxième mandat de l'administration Clinton qui avait décidé de substituer le concept d'État voyou pour celui-ci d'État inquiétant en référence à la Corée du Nord. Voir : White House, *The President's State of the Union Address.* Disponible [en ligne] : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html#> (consultée le 5 octobre 2006).

¹⁷⁰ International Atomic Energy Agency. *In Focus : IAEA and DPRK.* Disponible [en ligne] : http://www.iaea.org/NewsCenter/Focus/iaeaDprk/fact_sheet_may2003.shtml (consultée le 5 novembre 2006).

coréen fait non seulement la sourde oreille à cette proposition, mais riposte en réactivant son réacteur de 5 MW. Sans surprise, l'AIEA hausse le ton une semaine plus tard. En effet, son Conseil des gouverneurs adopte une résolution qui

« enjoint la Corée du Nord à abandonner dès maintenant et de façon vérifiable tout programme servant à fabriquer des armes nucléaires [et] à fournir à l'agence toute l'information nécessaire en rapport avec le programme d'enrichissement d'uranium¹⁷¹. »

Le 2 décembre, le ministre des Affaires étrangères de la Corée du Nord, Paek Nam Sun, refuse d'offrir des explications au sujet du programme d'enrichissement d'uranium lors de pourparlers avec l'agence. Au terme de la rencontre, l'officiel nord-coréen ébranle ses interlocuteurs onusiens en annonçant la fin de toute coopération entre l'AIEA et son gouvernement. Vienne croit d'abord qu'il ne s'agit que d'un nouveau coup de théâtre propre aux diplomates de l'État communiste, mais doit se rendre à l'évidence du contraire quelques jours plus tard. Dans une lettre du 14 décembre 2002, le directeur général du ministère de l'Énergie atomique de la Corée du Nord, Ri Je Son, exige le démantèlement de tous les équipements de surveillance de l'agence des installations nucléaires nord-coréennes ainsi que l'expulsion des inspecteurs du territoire d'ici la fin de l'année¹⁷². Bien que l'AIEA n'ait guère le choix que d'obtempérer à cette demande, de tels événements ne sont pas sans lui rappeler ceux du printemps 1994. Pour les décideurs à Washington, cette détérioration aussi rapide de la situation leur laisse craindre le pire. Par exemple, le secrétaire d'État Colin Powell considère ce comportement comme un manque de respect flagrant pour la sécurité des

¹⁷¹ International Atomic Energy Agency. *IAEA Board of Governors Adopts Resolution on Safeguards in the DPRK*. Disponible [en ligne] : http://www.iaea.org/NewsCenter/MediaAdvisory/2002/med-advise_033.shtml (consultée le 5 novembre 2006).

¹⁷² International Atomic Energy Agency. *In Focus : IAEA and DPRK*. Disponible [en ligne] : http://www.iaea.org/NewsCenter/Focus/iaeaDprk/fact_sheet_may2003.shtml (consultée le 5 novembre 2006).

États-Unis et des États environnants¹⁷³. Il s'agit, à son avis, d'un dangereux précédent qui place l'État communiste en rupture complète avec le régime de non-prolifération¹⁷⁴.

Après avoir porté un dur coup à la crédibilité de l'institution onusienne, la Corée du Nord en rajoute en annonçant son retrait du TNP, le 10 janvier 2003. Invoquant de nouveau l'article X du Traité pour justifier sa décision, elle tente néanmoins de tempérer son geste. Pyongyang allègue que ses activités à Yongbyon ne sont vouées qu'à des fins pacifiques telles que la production d'énergie et ne sauraient aucunement servir à la production d'armes nucléaires¹⁷⁵. De plus en plus inquiet par la situation, le président W. Bush communique avec son homologue chinois et lui demande d'user de toute son influence pour convaincre son allié de longue date de rebrousser chemin. Il se dit être profondément consterné par ce « problème pour l'ensemble de la communauté internationale¹⁷⁶ » et « dénonce ce comportement qu'elle considère comme un acte de provocation et d'intimidation¹⁷⁷ ». Après quelques vaines tentatives de l'AIEA auprès du régime nord-coréen pour qu'il réadmette les inspecteurs sur son territoire, le Conseil de gouverneurs de l'agence déclare l'État communiste en violation avec les mesures de sûreté par une résolution adoptée le 12 février. Il décide également de transmettre le dossier au Conseil de sécurité des Nations Unies¹⁷⁸. Cette démarche s'avère cependant infructueuse, car la période de quatre-vingt-dix jours de préavis s'écoule sans qu'aucune entente ne survienne entre les parties. Ainsi, le 10 avril 2003, la Corée du Nord devient le premier pays de l'histoire du Traité à s'en retirer.

¹⁷³ B.B.C. News. *North Korea urged to rejoin nuclear treaty*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2647571.stm> (consultée le 27 octobre 2006).

¹⁷⁴ B.B.C. News. *UN attacks North Korea's "defiance"*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2611349.stm> (consultée le 29 octobre 2006).

¹⁷⁵ Beal, Tim. *Op.cit.*, p.264.

¹⁷⁶ B.B.C. News. *Alarm as North Korea raises nuclear stakes*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2645729.stm> (consultée le 7 novembre octobre 2006).

¹⁷⁷ B.B.C. News. *US warns North Korea over plutonium*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2713793.stm> (consultée le 7 novembre octobre 2006).

¹⁷⁸ International Atomic Energy Agency. *IAEA Board of Governors Adopts Resolution on Safeguards in North Korea*. Disponible [en ligne] : http://www.iaea.org/NewsCenter/MediaAdvisory/2003/med-advise_048.shtml (consultée le 11 novembre octobre 2006).

Comme le gouvernement nord-coréen s'est maintenant affranchi de toutes ses obligations qui lui interdisent de fabriquer des armes nucléaires¹⁷⁹, il amorce à la mi-avril le retraitement des 8000 tiges de combustibles irradiés qui avaient été retirées du réacteur de 5 MW en mai 1994 et jusqu'alors placées sous le contrôle de l'AIEA. Cette opération prend fin le 2 octobre 2003 et permet au régime de Kim Jong-il d'accroître ses réserves de plutonium pour fabriquer entre dix et douze armes nucléaires. Trois années plus tard, la Corée du Nord ébranle la communauté internationale en procédant à son premier essai nucléaire¹⁸⁰.

À la lumière de ces événements qui ont marqué cette seconde crise, nous sommes en mesure d'établir deux parallèles importants avec celle de 1994. D'une part, de nouvelles ambiguïtés autour des capacités nucléaires nord-coréennes constituent l'élément déclencheur du litige. Qui plus est, l'ambivalence apparaît cette fois davantage prononcée qu'au cours de la première crise nucléaire, puisque les inspecteurs de l'AIEA n'ont jamais été en mesure d'effectuer des inspections leur permettant de conclure à l'existence du PUHE. D'autre part, il semble en effet que les velléités nucléaires du régime de Kim Jong-il soient représentées comme une menace à la sécurité nationale américaine par l'élite décisionnelle de l'administration W. Bush. Cependant, l'évolution des événements entre octobre 2002 et octobre 2003 nous incite à nous interroger sur la réaction de l'administration républicaine à l'égard des agissements de la Corée du Nord. En dépit de son retrait du TNP, de son retraitement de combustibles irradiés et de son essai nucléaire souterrain, le régime de Kim Jong-il ne semble pas franchir le point de non-retour qui avait été établi sous Clinton, soit le « simple » retrait des tiges du réacteur. La seconde section proposera une analyse du

¹⁷⁹ À l'exception de la Déclaration conjointe Nord-Sud sur la Denucléarisation de la Péninsule Coréenne de 1991, une entente qui n'a jamais été observée de façon rigoureuse par les deux Corées depuis sa signature. Néanmoins, Pyongyang s'en retire officiellement le 12 mai 2003.

¹⁸⁰ La faible puissance de l'essai nucléaire souterrain du 13 octobre 2006 a d'abord suscité de sérieux doutes quant à la nature exacte de l'explosion. Le département de la Défense a cependant confirmé quelques semaines plus tard qu'il s'agissait bel et bien d'un essai nucléaire, mais estimait sa puissance en deçà d'une kilotonne soit douze fois moins que la bombe américaine larguée sur Hiroshima le 6 août 1945. Voir : Chanlett-Avery, Emma et Sharon Squassoni. *North Korea's Nuclear Test: Motivations, Implications, and U.S. Options*. CRS Report for Congress, mis à jour le 24 octobre 2006. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/sgp/crs/nuke/RL33709.pdf> (consulté le 18 décembre 2006).

comportement américain en 2002, et ce, en mettant en valeur l'influence exercée par une vision stéréotypée de la Corée du Nord partagée par la plupart des membres de l'élite décisionnelle.

2.2 La diplomatie multilatérale comme solution implicite pour les États-Unis

Suite à « l'admission » du 5 octobre 2002, l'administration W. Bush hésite avant d'adopter une stratégie pour résoudre la crise. Après avoir considéré le recours à des sanctions économiques pour réprimer le régime de Kim Jong-il, Washington accepte finalement de participer à un forum de négociations multilatérales pour entamer des pourparlers avec son adversaire communiste. Avant de passer à cet aspect du comportement des États-Unis au cours de la seconde crise nucléaire, il convient d'abord de porter notre attention sur la révision de politique étrangère envers la Corée du Nord que l'administration W. Bush effectue dès son arrivée à la Maison-Blanche. Bien que cet événement précède l'éclatement de la crise, il nous apparaît néanmoins nécessaire de s'y attarder quelque peu pour contextualiser le choix de la diplomatie suite aux événements d'octobre 2002.

Une prédisposition pour la diplomatie

Lorsque la nouvelle politique est présentée à la presse le 6 juin 2001, elle indique une continuité manifeste avec celle de l'administration démocrate¹⁸¹. Un porte-parole du Conseil de sécurité nationale annonce que les États-Unis souhaitent débiter de sérieuses discussions avec la Corée du Nord sur l'ensemble des dossiers jugés problématiques¹⁸². Bien que la mise

¹⁸¹ Lors d'un point de presse à la suite de la présentation de la nouvelle politique, le président W. Bush affirme : « Nous avons considéré avec attention l'approche de l'administration précédente. Certains de ses éléments nous ont été d'une grande utilité et nous semblent très pertinents, nous avons tenté de les intégrer au cours de notre réflexion. » George W. Bush cité dans : Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, p.5.

¹⁸² La nouvelle administration espère alors mener des négociations portant sur : « une mise en œuvre approfondie de l'Accord-Cadre en ce qui a trait aux activités nucléaires de la Corée du Nord et de sa conformité avec l'AIEA; une interdiction vérifiable sur les exportations de ses missiles balistiques et des programmes qui s'y rattachent; l'adoption d'une posture militaire conventionnelle moins menaçante. (...) Notre priorité réside dans la diminution des activités de la Corée du Nord qui menacent les États-Unis, nos alliés, et la stabilité régionale – en Asie de l'Est et dans d'autres régions¹⁸². » Voir : Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, p.6.

en œuvre de cette « bold approach »¹⁸³ soit abruptement ralentie par les événements du 11 septembre 2001 qui ont pour effet de placer le terrorisme international au centre de l'agenda politique, l'administration W. Bush tente néanmoins de s'entretenir à quelques reprises avec les négociateurs nord-coréens avant les événements d'octobre 2002¹⁸⁴.

Une réponse à la crise sans grande conviction

Suite à la révélation du programme d'enrichissement d'uranium nord-coréen, l'administration W. Bush communique aussitôt avec ses alliés asiatiques afin de coordonner avec eux sa réponse diplomatique. Malgré la fin précipitée de l'entente de 1994, le président W. Bush estime que le contexte est néanmoins favorable pour poursuivre sa nouvelle politique envers la Corée du Nord et persuader le président Kim Jong-il d'entreprendre un désarmement. Lors d'un point de presse à la Maison-Blanche, le 21 octobre 2002, le président américain dessine les grandes lignes de ce qui formera l'essentiel de la stratégie américaine au cours de la crise :

« À mon avis, il s'agit d'une opportunité pour travailler de concert avec nos alliés dans la région et de s'unir contre la prolifération de ces armes qui représente un sérieux danger. Je crois que nous pouvons gérer cette menace de façon pacifique, particulièrement si nous travaillons ensemble¹⁸⁵. »

Dans les semaines suivantes, les États-Unis consultent à plusieurs reprises leurs alliés japonais et sud-coréens pour élaborer une politique commune à l'égard de la Corée du Nord, notamment par l'entremise du Groupe de Supervision de la Commission Trilatérale

¹⁸³ Nom donné par l'administration à sa nouvelle politique envers la Corée du Nord.

¹⁸⁴ À titre d'exemple, Charles Pritchard, délégué spécial du département d'État pour les pourparlers avec la Corée du Nord, rencontre Yi Hyong Chol, un représentant de la mission nord-coréenne à l'ONU, le 13 juin 2002 à New York. Les deux hauts fonctionnaires s'entendent alors sur la tenue d'une première ronde de pourparlers de haut niveau avec la nouvelle administration américaine. Cette rencontre, prévue à l'origine pour le 2 juillet, avorte cependant en raison d'un incident entre les forces militaires des deux Corées dans la mer du Japon. Une seconde rencontre, plus informelle, mais sans aucun doute fort symbolique, a lieu à Kumho le 7 août 2002. Pritchard assiste à la cérémonie soulignant le début de la construction du premier des deux réacteurs à eau légère devant être livrés à la Corée du Nord conformément à l'Accord-Cadre. Il s'agit de la première visite d'un officiel américain en territoire nord-coréen depuis celle effectuée par Madeleine Albright en octobre 2000.

¹⁸⁵ B.B.C. News. *US sees peaceful North Korea disarmament*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2348345.stm> (consultée le 12 décembre 2006).

(GSCT)¹⁸⁶. Au cours du sommet de la Coopération Économique de l'Asie-Pacifique (APEC) à Los Cabos au Mexique, le président W. Bush s'entretient avec le premier ministre japonais Junichiro Koizumi et son homologue sud-coréen Kim Dae Jung au sujet du comportement inquiétant du régime de Kim Jong-il. Lors de la cérémonie de clôture, le 26 octobre, les trois chefs d'État émettent une déclaration conjointe au sein de laquelle ils s'entendent sur la nécessité de résoudre la crise de façon pacifique et de maintenir une étroite coopération trilatérale¹⁸⁷. Le président américain réitère également son engagement de ne pas envahir la Corée du Nord et souligne que son administration souhaite plutôt transformer les rapports entre les deux belligérants par le dialogue¹⁸⁸. En dépit de ces déclarations d'intentions et de ces multiples consultations auprès de ses partenaires régionaux, Washington se montre plutôt réticent à prendre l'initiative d'organiser des négociations avec son adversaire communiste.

Suite à l'expulsion des inspecteurs de l'AIEA du territoire nord-coréen, le 29 décembre 2002, et l'annonce du retrait du TNP une semaine plus tard, le département d'État se limite à convoquer de nouveau une réunion du GSCTC. Toutefois, les trois alliés ne prennent aucune décision significative à l'égard de la crise. Pour sa part, le secrétaire d'État Colin Powell affirme que les États-Unis demeurent très attentifs à la situation, mais « ont encore des mois pour voir comment cette impasse évolue¹⁸⁹. » Il ajoute que l'administration républicaine s'affaire actuellement à formuler une réponse adéquate en considérant autant la diplomatie que la coercition économique. Powell indique cependant qu'elle n'entend pas considérer l'option militaire¹⁹⁰.

¹⁸⁶ Voir la note de bas de page no.48 à la page 14 de l'introduction.

¹⁸⁷ Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.225.

¹⁸⁸ *Idem.*

¹⁸⁹ ABC News Online. *US not planning North Korea strike: Powell*. Disponible [en ligne] : <http://www.abc.net.au/news/newsitems/200212/s755198.htm> (consultée le 17 novembre 2006).

¹⁹⁰ Contrairement au département de la Défense qui élabore un plan détaillé pour une intervention militaire contre la Corée du Nord au printemps 1994, le Pentagone n'envisage pas de bombarder les installations nucléaires nord-coréennes en 2003. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld annonce plutôt une diminution éventuelle des troupes américaines basées en Corée du Sud une fois la crise nucléaire résolue. Le président W. Bush ne fait allusion à cette option qu'à une seule reprise, soit lors d'une entrevue au Baltimore Sun, le 3 mars 2003, en la considérant comme une option de dernier recours. Voir : Mark E. Manyin et al. *North Korea: A Chronology of*

À mesure que la situation se détériore dans la péninsule coréenne, l'administration W. Bush semble préférer une stratégie d'endiguement sur mesure qui consiste davantage à éviter une escalade des tensions plutôt qu'à résoudre la crise. À la suite du retrait américain de l'Accord-Cadre en novembre 2002, Washington tergiverse pendant plus de quatre mois avant d'entreprendre une première action concrète. Le 24 février 2003, les États-Unis tentent de faire inscrire la question nord-coréenne à l'agenda du Conseil de sécurité des Nations Unies, mais la manœuvre est cependant bloquée par les vetos chinois et russe¹⁹¹. Washington se risque à nouveau trois mois plus tard, mais les deux alliés de la Corée du Nord demeurent intractables.

Une Chine conciliatrice au secours de la diplomatie

Plus de sept mois après le début de la crise, Pékin prend l'initiative d'organiser une première rencontre entre Washington et Pyongyang. Des pourparlers trilatéraux se déroulent dans la capitale chinoise du 23 au 25 avril 2003. Cependant, ceux-ci ressemblent davantage à un dialogue de sourds entre les deux belligérants. Qui plus est, ils refusent mutuellement de fixer une date en vue d'une rencontre ultérieure.

En raison de l'échec de ces pourparlers, l'administration W. Bush demeure plutôt passive durant l'été¹⁹². Bien que la situation soit désormais nettement plus critique qu'en

Events, October 2002-December 2004. CRS Report for Congress, mis à jour le 24 janvier 2005. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/man/crs/RL32743.pdf> (consulté le 10 mars 2007).

¹⁹¹ Étant donné la très grande précarité économique de la Corée du Nord, la Chine craint que l'imposition de sanctions contre son allié communiste entraîne l'effondrement du régime de Kim Jong-il et provoque l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés sur son territoire. La stabilité de ses propres frontières importe davantage à Pékin qu'une péninsule coréenne dénucléarisée. Séoul s'oppose également à toute forme de pression contre le Nord. Lors de son inauguration, le président Roh Moo Huyn a caricaturé la situation en affirmant qu'il préférerait une Corée du Nord nucléaire à une Corée du Nord effondrée. Voir : French, Howard W. «Threats And Responses: Seoul; Reversals in U.S.-South Korea Links, and Some Jagged Fault Lines». *New York Times*, 11 février 2003, p.A22.

¹⁹² Le manque d'initiative de la Maison-Blanche face à la crise nucléaire nord-coréenne lui attire d'ailleurs de nombreux reproches au Congrès. À titre d'exemple, Tom Daschle, leader minoritaire au Sénat, exige de l'administration républicaine qu'elle se décide à agir pour résoudre la crise. À son avis, « la Maison-Blanche persiste à ne rien faire et à laisser le temps passer. Mais le temps n'est pas de notre côté. » L'inquiétude du Congrès se fait aussi sentir au sein du *North Korea Democracy Act of 2003*, un projet de loi bipartisan dont l'objectif est d'inciter l'exécutif à intervenir : « Il est de l'avis du Congrès que les États-Unis, conjointement avec la Corée du Sud et ses autres partenaires dans la région Pacifique, devraient prendre des mesures, incluant un renforcement militaire, une augmentation de ses exercices de défense ainsi que d'autres mesures appropriées, afin

1994, les États-Unis ne cherchent pas à s'entretenir avec la Corée du Nord à la table des négociations. Le processus diplomatique est de nouveau relancé par la Chine qui orchestre la mise sur pied d'une seconde ronde de pourparlers trilatéraux. À la fin juillet 2003, son vice-ministre des Affaires étrangères, Dai Bingguo, se rend d'abord à Washington. Il souligne alors à la Maison-Blanche qu'il serait tout à son honneur d'être conséquente avec ses déclarations d'intentions et d'entamer de sérieuses négociations avec Pyongyang pour résoudre la crise. Washington accepte la proposition chinoise, mais estime nécessaire d'inclure Séoul et Tokyo. Bingguo réussit ensuite à s'assurer de la participation de la Corée du Nord, qui accepte à condition que Moscou soit également au nombre des participants. Une première ronde de ces pourparlers à six se déroule à Pékin du 27 au 29 août 2003. Elle est ensuite suivie de cinq autres rondes dont la dernière en date permet la conclusion d'une entente qui vient mettre un terme à cette crise nucléaire.

Cet historique du comportement américain permet d'illustrer que l'administration W. Bush privilégie en dernier recours la diplomatie pour résoudre l'impasse avec la Corée du Nord. Nous avons également observé qu'elle semble procrastiner au cours des premiers mois du litige. Entre octobre 2002 et avril 2003, Washington se limite à réitérer l'importance d'une résolution pacifique et multilatérale de la crise plutôt que d'entreprendre des actions concrètes. Certes, les États-Unis tentent de réprimander le régime de Kim Jong-il par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, mais son offensive diplomatique est sans grande conviction. Ce « laisser-faire » de la présidence républicaine contraste avec l'alarmisme de l'administration Clinton qui avait élaboré trois stratégies détaillées pour enrayer les ambitions nucléaires de la Corée du Nord en 1994. Au sein de la seconde section, nous tenterons de mettre en valeur l'influence exercée par les stratégies psychologiques de l'élite décisionnelle américaine pour expliquer la participation tardive des États-Unis au forum de négociations multilatérales à partir du printemps 2003. Il sera démontré que ce comportement s'explique

d'assurer (1) une dissuasion maximale contre les menaces multiples que représentent la Corée du Nord; (2) la plus grande préparation possible des États-Unis et de ses forces alliées advenant qu'une action militaire ne devienne nécessaire. » Bien que ce projet de loi ne soit pas voté, il constitue néanmoins comme un message sans équivoque des législateurs à la Maison-Blanche pour des actions concrètes soient entreprises rapidement. Voir : Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.230-231.

en grande partie par l'adoption d'une attitude dilatoire par les décideurs ainsi que par leur formulation de vœux pieux concernant l'utilité des pourparlers.

2.3 D'une attitude intransigeante à une indulgence modérée lors des négociations de Pékin

Si l'administration Clinton adopte un comportement coopératif tout au long des négociations de Genève, la délégation américaine aux pourparlers multilatéraux de Pékin manifeste d'abord une période d'intransigeance accrue. Par contre, à mesure que les pourparlers à six évoluent, Washington fait preuve d'une flexibilité grandissante et affiche une volonté de plus en plus marquée d'améliorer sa relation avec le régime nord-coréen. Après six rondes de négociations, la présidence républicaine parvient à conclure une entente qui vient résoudre cette seconde crise nucléaire plus de cinq ans après son éclatement. En examinant l'évolution du comportement américain au cours des négociations, nous serons en mesure de faire ressortir sa capacité à faire des compromis pour parvenir à un accord.

Une diplomatie d'abord inflexible

Le chemin à parcourir pour revenir au statu quo ante à la crise est nettement plus considérable au commencement des pourparlers trilatéraux en avril 2003 qu'en juillet 1994. En effet, Pyongyang a cessé sa collaboration avec l'AIEA, s'est retiré du TNP et a augmenté ses réserves de plutonium. Les exigences américaines à l'égard du régime de Kim Jong-il sont donc considérablement plus importantes que celles formulées à Genève dix ans auparavant.

L'administration républicaine, représentée par James Kelly, oblige son adversaire communiste d'entreprendre un démantèlement complet, vérifiable et irréversible (DCVI)¹⁹³ de l'ensemble de son infrastructure nucléaire. Ce n'est qu'une fois ce démantèlement complété que Washington discutera d'une quelconque compensation pouvant être offerte au

¹⁹³ Jusqu'à la troisième ronde des pourparlers à six, les États-Unis ont recours à cette formulation pour résumer leurs demandes principales. La rigidité que représente le DCVI irrite particulièrement la délégation nord-coréenne, mais également celle de la Chine, de la Corée du Sud et de la Russie.

régime nord-coréen. Pour sa part, Ri Gun, le négociateur responsable de la délégation nord-coréenne, propose l'abandon du programme nucléaire au plutonium, la réadmission des inspecteurs de l'AIEA et l'arrêt des exportations de missiles contre une aide économique américaine substantielle et une normalisation de la relation diplomatique avec Washington. Si le régime nord-coréen se dit prêt à monnayer certains aspects litigieux de sa posture militaire, l'administration W. Bush fait cependant preuve d'une rigidité impressionnante en se refusant à toute forme de compromis.

La première ronde des pourparlers à six en août 2003 est fort similaire à la rencontre précédente. Du côté américain, Kelly réitère le DCVI et refuse fermement de reconnaître le principe de simultanéité des actions pour résoudre la crise. Du côté nord-coréen, Kim Young Il, le remplaçant de Ri Gun, répète l'offre proposée par son prédécesseur en avril 2003. Craignant que cette paralysie au sein des pourparlers ne provoque la fin prématurée du forum diplomatique, la Corée du Sud propose une feuille de route qui permette de mettre un terme au litige nucléaire. Celle-ci est aussitôt rejetée du revers de la main par les deux principaux protagonistes. Au terme de cette première ronde, les parties ne s'entendent que sur la nécessité de parvenir à une péninsule coréenne dénucléarisée, ce qui ne témoigne d'aucun changement majeur dans la position des six délégations.

Depuis le début des négociations, l'intransigeance de Kelly est à ce point prononcée qu'il fait l'objet de nombreuses critiques de la part des autres participants. À titre d'exemple, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi souligne « que le principal obstacle à une résolution pacifique de la crise demeure le manque de flexibilité des États-Unis¹⁹⁴. » Quatre mois plus tard, l'administration W. Bush donne raison au ministre chinois en rejetant une déclaration de principes proposée par Pékin devant orienter la prochaine ronde des pourparlers. Selon Washington, le document est irrecevable, car il ne fait pas mention du démantèlement *irréversible* des programmes nucléaires nord-coréens, ni d'un système de

¹⁹⁴ Mark E. Manyin et al. *North Korea: A Chronology of Events, October 2002-December 2004*. CRS Report for Congress, mis à jour le 24 janvier 2005. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/man/crs/RL32743.pdf> (consulté le 10 mars 2007).

vérification des activités nucléaires de l'État communiste¹⁹⁵. C'est donc sans surprise que la seconde ronde des pourparlers à six qui se déroule du 25 au 28 février 2004 est semblable en tous points à la première. La ville de Pékin semble d'ailleurs être devenue le théâtre d'une pièce diplomatique insipide dont les deux principaux acteurs prennent davantage plaisir à monologuer leurs exigences respectives qu'à entreprendre quelques compromis.

Une lueur de flexibilité américaine

Après deux rondes largement infructueuses, le troisième acte de ces négociations est cependant marqué par un changement au sein de la position américaine. Au lieu d'exiger un DCVI vague et sans échéancier, Kelly propose pour la première fois une feuille de route un tant soit peu plus élaborée pour le désarmement nucléaire de la Corée du Nord. Pyongyang doit d'abord suspendre tous ses programmes nucléaires pour une durée initiale de trois mois, puis ensuite amorcer leur démantèlement complet. En échange, Washington se dit prêt à lui offrir une garantie de sécurité ainsi qu'une aide énergétique et économique. La délégation nord-coréenne affirme être intéressée par cette idée de « récompense pour la suspension », mais souligne que la proposition américaine doit être davantage détaillée quant à la nature exacte de son aide¹⁹⁶. De plus, Ri Gun exige que Kelly cesse de faire référence au PUHE. Il réitère que ce programme est inexistant.

¹⁹⁵ Le nouveau ministre chinois des Affaires étrangères Li Zhaoxing souligne à Colin Powell que les États-Unis auraient tout avantage à adopter « une attitude plus indulgente et pragmatique » afin de contribuer au maintien du processus diplomatique en cours. Voir : *Idem*.

¹⁹⁶ L'assistant-secrétaire d'État apporte quelques précisions au sujet de l'offre américaine faite au gouvernement nord-coréen lors de son témoignage devant la commission sénatoriale sur les affaires étrangères. Les États-Unis envisagent d'accorder une période de 90 jours à la Corée du Nord pour préparer l'arrêt puis le démantèlement de ses programmes nucléaires. Au cours de cette période, Washington exige que la Corée du Nord lui soumette une liste complète ses installations nucléaires, qu'elle permette la sécurisation de l'ensemble de ses combustibles irradiés et qu'elle reconnaisse publiquement l'existence de son programme nucléaire à l'uranium hautement enrichi. Kelly demeure cependant très abstrait en ce qui a trait aux bénéfices qui seront offerts en retour par Washington. Après avoir pris connaissance de l'allocution de Kelly, les cinq autres parties se rendent à l'évidence que la flexibilité apparente des États-Unis s'avère somme toute très modeste. Voir : Testimony of assistant secretary of state James Kelly before the Senate Committee on Foreign Relations. *Report on the Latest round of Six-Way Talks Regarding Nuclear Weapons in North Korea*. 108^e Congrès, 2^e session, 15 juillet 2004. Disponible [en ligne] : <http://www.senate.gov/~foreign/testimony/2004/KellyTestimony040715.pdf> (consultée le 13 mars 2006)

La métamorphose de l'administration W. Bush

Au cours de son second mandat, l'administration républicaine délaisse son attitude intransigeante pour adopter un comportement coopératif et indulgent au sein des négociations. Lors de la quatrième ronde des pourparlers, la position américaine subit trois changements significatifs. Premièrement, Christopher Hill, le remplaçant de James Kelly, fait pression pour une transformation de la structure du forum diplomatique. Il demande à ce que le format multilatéral soit maintenu, mais estime que les séances plénières constituent un obstacle de taille pour le progrès des négociations. Hill propose « l'établissement d'une liste contenant les objectifs de base qui une fois qu'elle fait consensus ne nécessite pas d'être négocié à nouveau, ni d'être redéfini à mesure que les pourparlers évoluent¹⁹⁷. » Jusqu'alors, les pourparlers à six avaient effectivement été paralysés par une surabondance de procédures¹⁹⁸. La proposition du négociateur américain est acceptée séance tenante par tous les participants. L'amélioration sur l'efficacité des négociations se manifeste de façon quasi instantanée. À titre d'exemple, cette ronde est marquée par treize jours consécutifs de pourparlers dont plusieurs réunissent seul à seul les délégations américaine et nord-coréenne, une première depuis août 2003.

Deuxièmement, Hill cesse de faire mention du programme nucléaire à l'uranium *hautement* enrichi, mais fait plutôt référence à « tous les programmes nucléaires de la Corée du Nord ». Cette nuance dans le discours américain témoigne de son indulgence à l'égard de son adversaire communiste. En abandonnant le terme « uranium *hautement* enrichi », l'administration W. Bush « ouvre une porte à la Corée du Nord qui lui permet de continuer de nier l'existence d'un tel programme à des fins militaires, mais lui accorde néanmoins une

¹⁹⁷ Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, p.113.

¹⁹⁸ Par exemple, les huit à douze membres composant chacune des six délégations nécessitaient la présence d'un total de vingt-quatre interprètes. De plus, le négociateur en chef de chacune des parties devait débiter par un discours d'ouverture au sein duquel il exposait la position officielle de son gouvernement. Ces présentations avaient été répétées à chacune des trois rondes. Ces procédures avaient empêché la tenue d'entretiens informels où la communication est beaucoup plus directe. Pritchard rapporte que les négociateurs nord-coréens détestaient les séances plénières. L'un d'entre eux lui avait dit : « Ces présentations nous endorment complètement. Nous connaissons très bien la position de chacune des délégations. Nous désirons aller au-delà de ça. ». Voir : *Idem*.

marge de manœuvre pour offrir des explications sur ses activités d'enrichissement d'uranium à d'autres fins¹⁹⁹. »

Un troisième changement important dans le comportement américain survient le 7 août 2005, lorsque Hill reconnaît pour la première fois le droit de la Corée du Nord à développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques²⁰⁰. Il ajoute cependant que les États-Unis ne souhaitent pas que l'État communiste exerce ce droit. Cette métamorphose de la position américaine facilite considérablement la conclusion d'une entente intérimaire le 19 septembre 2005²⁰¹. À l'instar de la Déclaration d'Accord du 12 août 1994 qui jetait les bases de l'Accord-Cadre, celle-ci pave également la voie vers l'élaboration d'une entente définitive. Lorsque les négociations multilatérales reprennent le 8 février, cinq jours suffisent pour que les parties parviennent à la *Déclaration Conjointe de la Troisième Session de la Cinquième Ronde des Pourparlers à Six*, un accord historique qui vient mettre un terme à la seconde crise nucléaire nord-coréenne.

L'entente du 13 février 2007, un spectre de l'Accord-Cadre

Un survol de cette entente permet de mettre en évidence la flexibilité américaine à l'égard de la Corée du Nord. Au plan nucléaire, le gouvernement nord-coréen s'engage à réintégrer le TNP, à réadmettre les inspecteurs de l'AIEA sur son territoire, à entamer des discussions avec l'agence pour faire la lumière sur son passé nucléaire, à cesser définitivement l'ensemble de ses activités au complexe nucléaire de Yongbyon, à mettre en œuvre la Déclaration Conjointe Nord-Sud sur la Dénucléarisation de la Péninsule Coréenne et à abandonner l'ensemble de ses armes nucléaires ainsi que ses réserves de matière fissile.

¹⁹⁹ L'enrichissement d'uranium est autorisé par le TNP et l'AIEA du moment que celui-ci demeure à des fins civiles soit autour de 20%. L'uranium hautement enrichi nécessite un enrichissement de plus de 90% du concentré initial d'uranium et ne peut être utilisé qu'à des fins militaires.

²⁰⁰ Au cours des rondes précédentes, la position américaine était sans équivoque à ce sujet : la Corée du Nord n'est pas autorisée à développer aucun programme nucléaire, qu'il soit de nature pacifique ou autre. Voir : Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, p.113.

²⁰¹ Voir : Ministère des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine. *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx/t212707.htm> (consultée le 2 mars 2006).

Au plan diplomatique, les États-Unis s'engagent à ne jamais envahir ou attaquer la Corée du Nord avec des armes nucléaires ou conventionnelles. De plus, les deux belligérants consentent à normaliser leur relation diplomatique. Par exemple, Washington devra éventuellement retirer la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme international ainsi qu'à cesser l'application du *Trading with the Enemy Act* pour faciliter les échanges économiques avec Pyongyang.

Au plan énergétique, les États-Unis, la Corée du Sud, la Russie, la Chine et le Japon doivent livrer un million de tonnes de pétrole brut à l'État communiste au cours des prochaines années. En outre, toutes les parties reconnaissent le droit du régime nord-coréen à l'énergie nucléaire civile et se disent prêtes à aborder cet aspect au moment approprié. Sur le plan de la sécurité régionale, les six délégations acceptent d'entamer des négociations pour l'établissement d'un régime pour maintenir une paix permanente dans la péninsule coréenne. Afin d'atteindre ces nombreux objectifs, l'entente prévoit également la mise sur pied de cinq groupes de travail²⁰². Bien que la déclaration conjointe du 13 février 2007 demeure ambiguë à plusieurs égards²⁰³, ce qui laisse croire à certains imbroglios lors de sa mise en œuvre, elle est néanmoins représentative de la capacité américaine à parvenir à des compromis avec son adversaire communiste. Cette entente symbolise également la poursuite d'une politique étrangère résolument engagée de l'administration W. Bush envers la Corée du Nord.

Suite à cette présentation détaillée des négociations, nous remarquons que la délégation américaine est beaucoup plus coopérative au cours du second mandat de l'administration républicaine. Entre 2002 et 2004, « l'ABC » de sa politique étrangère se limite principalement à *Anything But Clinton*, c'est-à-dire à rejeter toute forme de compromis avec Pyongyang. En revanche, à partir de la quatrième ronde des pourparlers à six en août 2005, la nouvelle flexibilité américaine permet de conclure une entente pratiquement identique à

²⁰² (1) Dénucléarisation de la péninsule coréenne, (2) Normalisation de la relation entre la Corée du Nord et les États-Unis, (3) Normalisation de la relation entre la Corée du Nord et le Japon, (4) Coopération énergétique et économique, (5) Mécanisme de sécurité et paix en Asie du Nord-Est. Voir : Ministère des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine. *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx/t212707.htm> (consultée le 2 mars 2006).

²⁰³ Voir : Lévesque, Etienne. « La crise nord-coréenne, une valse à plusieurs temps ». *Le Devoir*. 15 février 2007, p. A7.

l'Accord-Cadre de 1994. Cette constatation est significative, car elle souligne une importante similarité avec la politique étrangère de la présidence démocrate. Pour expliquer ce résultat, nous examinerons l'efficacité de la gestion des luttes bureaucratiques au cours du processus décisionnel pour éclaircir ce changement significatif de la position américaine à Pékin. En effet, une réorganisation tardive, mais néanmoins fructueuse, survient en 2005 et permet aussitôt d'amoinrir les conséquences pernicieuses d'une administration divisée entre un département de la Défense sceptique et un département d'État plus pragmatique devant la perspective des négociations.

DEUXIÈME SECTION

LES FACTEURS EXPLICATIFS DES CONTINUITÉS DU COMPORTEMENT AMÉRICAIN LORS DES CRISES NUCLÉAIRES AVEC LA CORÉE DU NORD

CHAPITRE I

LES AMBITIONS NUCLÉAIRES NORD-CORÉENNES À L'ÉPREUVE DU PRISME PERCEPTUEL DE L'ÉLITE DÉCISIONNELLE

L'historique des deux crises nucléaires a permis d'offrir une description approfondie des trois grandes similitudes de la politique étrangère des administrations Clinton et W. Bush envers la Corée du Nord. Dans ce chapitre, nous expliquerons la représentation des ambitions nucléaires nord-coréennes comme une menace à la sécurité nationale américaine par l'élite décisionnelle des deux administrations en examinant l'influence exercée par le facteur perceptuel. Il sera démontré que la vision stéréotypée de la Corée du Nord que partagent les décideurs américains a favorisé une exagération de ses velléités nucléaires ainsi que la marginalisation de renseignements importants. En interprétant la situation comme un péril sécuritaire, les deux administrations ont contribué à l'instauration d'un climat de crise dans la péninsule coréenne ainsi qu'à l'escalade des tensions avec son adversaire communiste.

Étant donné les contraintes d'espace liées à cette recherche, il nous est impossible de mettre en valeur le rôle du facteur perceptuel exercé sur chacun des comportements des administrations Clinton et W. Bush. Nous étudierons donc la réaction américaine par rapport à un contentieux déterminant survenu lors de chacune des deux crises nucléaires. L'historique effectué précédemment a permis d'observer que les ambiguïtés par rapport aux capacités nucléaires nord-coréennes constituent l'une des principales pommes de discorde en 1994 comme en 2002²⁰⁴. En effet, dans les deux cas de figure, ces ambiguïtés sont non seulement à l'origine de la crise, mais semblent préoccuper davantage les États-Unis que

²⁰⁴ Les deux contentieux qui seront portés à l'étude sont respectivement les épisodes de retraitement de tiges de combustibles irradiés effectués par Pyongyang entre 1989 et 1991 ainsi que de l'admission nord-coréenne concernant l'existence du programme clandestin d'enrichissement d'uranium.

l'attitude problématique de la Corée du Nord à l'égard des inspections de l'AIEA et des obligations imposées par le TNP.

1.1 Une vision stéréotypée de l'adversaire nord-coréen

Précédant l'éclatement des crises nucléaires, l'élite décisionnelle américaine associe un certain nombre d'images à la Corée du Nord. Bien que certaines représentations quelque peu démesurées soient le propre de quelques décideurs, plusieurs traits caractéristiques communs peuvent tout de même être identifiés.

Le paradigme du méchant comme caractéristique de l'imaginaire politique américain

Pour illustrer l'ensemble des représentations dominantes au sujet de la Corée du Nord qui caractérisent le milieu décisionnel américain depuis la fin de la guerre froide, Hazel Smith a développé le concept de « paradigme du mauvais²⁰⁵ ». Ce paradigme définit la Corée du Nord comme un État « voyou » situé à l'extérieur du système international et constamment engagé dans une poursuite effrénée d'amélioration de sa posture militaire²⁰⁶. Il présuppose également que le régime nord-coréen est un vestige du communisme stalinien qui possède un plan élaboré pour bernier les États-Unis et obtenir des armes nucléaires. Enfin, les capacités militaires du royaume ermite constituent le seul indicateur pertinent pour analyser ses politiques internes et externes²⁰⁷.

Roland Bleiker résume à sa façon le paradigme du méchant élaboré par Smith. À son avis, l'élite décisionnelle américaine est fortement influencée par l'aphorisme : « a rogue is a rogue...²⁰⁸ » Dans son ouvrage *Divided Korea*, il avance l'hypothèse que les États-

²⁰⁵ Smith, Hazel. « Bad, mad, sad or rational actor? Why the "securitization" paradigm makes for poor policy analysis of North Korea ». *International Affairs*. Vol.76, no. 3 (2000), pp. 593-617.

²⁰⁶ *Ibid.*, p.597.

²⁰⁷ *Ibid.*, p.596.

²⁰⁸ Bleiker, Roland. « A rogue is a rogue is a rogue : US foreign policy and the Korea nuclear crisis ». *International Affairs*. Vol. 79, no. 4 (2003), pp.719-737.

Unis « ont tendance à projeter une image monolithique de la Corée du Nord et à la présenter comme étant principalement un voyou hors la loi, donc une source de danger et d'instabilité²⁰⁹. » Pour sa part, Sigal compare la Corée du Nord à un écran blanc sur lequel les décideurs américains projettent leurs propres préjugés²¹⁰. Il remarque, avec une pointe d'ironie, que ce sont les États-Unis qui devraient porter le surnom de royaume ermite étant donné leur profonde fermeture d'esprit à l'endroit du régime nord-coréen²¹¹. Pour cause, rares sont les hauts fonctionnaires américains ayant déjà adressé la parole à un de leurs homologues nord-coréens²¹².

Au sein de l'administration Clinton, une telle représentation semble largement partagée. Lors de la première crise nucléaire, un haut fonctionnaire²¹³ rapporte que « l'interprétation dominante était que la Corée du Nord s'était engagée dans le sursis et la tricherie, ou encore que ses actions étaient ad hoc et qu'aucune logique ne pouvait en être discernée²¹⁴. » Les décideurs américains sont alors convaincus que le régime de Kim Il Sung est déterminé à obtenir l'arme nucléaire et qu'il n'utilise les négociations que pour voiler le visage de Washington²¹⁵. Charles Kartman, alors directeur des affaires coréennes au département d'État, affirme « qu'il y avait une représentation monolithique de la Corée du Nord dont les objectifs ont toujours été difficiles à comprendre ». À son avis, très peu de membres de l'administration démocrate étaient prêts à reconnaître la volonté nord-coréenne

²⁰⁹ Bleiker, Roland. *Op.cit.*, p.37.

²¹⁰ Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.11. Sigal dépeint un portrait quelque peu caricatural de la faible connaissance des décideurs à l'égard de son adversaire communiste avant la crise de 1994 : « La Corée du Nord aurait bien pu être sur Mars que c'est tout ce que les États-Unis en auraient su. »

²¹¹ *Idem.*

²¹² D'ailleurs, la plupart des contacts entre Washington et Pyongyang s'effectuent principalement par l'intermédiaire de satellites-espions qui gravitent autour de la péninsule.

²¹³ Lorsqu'un auteur mène des entrevues avec d'anciens fonctionnaires, hauts fonctionnaires et décideurs d'une administration, il arrive fréquemment que certains d'entre eux acceptent de partager leurs souvenirs, mais demandent cependant de garder l'anonymat.

²¹⁴ Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.91

²¹⁵ *Idem.*

de coopérer avec l'AIEA²¹⁶. Dans cette perspective, un officiel du Pentagone admet « [être] plus sceptique à l'égard de la Corée du Nord que par rapport à tout autre pays – à la fois comment ils pensent, ce que je n'arrive pas à saisir, et une panoplie de comportements bizarroïdes qu'ils adoptent²¹⁷. » Un de ses pairs affirme que

« la prémisse au sein de la communauté du renseignement et du département de la Défense est que ces gens-là sont des menteurs, ils creusent des tunnels et vous ne pouvez leur faire confiance pour un quelconque accord conclu avec eux. Même s'ils nous laissent pénétrer dans Yongbyon, nous ne verrons rien. (...) Personne ne sait ce qu'il se passe en Corée du Nord. Personne ne sait qui décide les choses²¹⁸. »

Dans ses mémoires, Robert Gallucci reconnaît son ignorance à l'égard de l'État communiste au cours des premiers mois de la crise. Il admet également n'avoir alors qu'une faible connaissance des dynamiques régionales²¹⁹. Avant d'être nommé responsable du dossier pour le département d'État en juin 1993, il n'a jamais visité la Corée du Nord et ne s'est rendu en Corée du Sud qu'à cinq reprises²²⁰. La vision de Gallucci est d'ailleurs à l'image de la plupart des membres de la délégation américaine lors des négociations²²¹, car seulement deux d'entre eux ont déjà rencontré un diplomate nord-coréen auparavant²²².

²¹⁶ *Ibid.*, p.35

²¹⁷ Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.34

²¹⁸ *Idem.*

²¹⁹ Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.51.

²²⁰ Avant sa première rencontre avec des diplomates nord-coréens, Gallucci n'a lu qu'un livre pour en connaître davantage à leur sujet. Il s'agit de l'ouvrage intitulé *How Communist Negotiate*, écrit en 1955 par le négociateur américain lors des pourparlers sur l'armistice de 1953, C. Turner Joy. Selon Gallucci, la thèse du livre se résume en une phrase : « S'ils se comportent de façon désobligeante, c'est qu'ils sont désobligeants, mais s'ils se comportent correctement, c'est qu'ils sont sournois. » Voir : *Ibid.*, p.52.

²²¹ La délégation compte parmi ses rangs de représentants provenant des principales institutions bureaucratiques du gouvernement américain dont le département d'État, le département de la Défense, l'état-major, le Conseil de Sécurité Nationale et de l'Agence Américaine pour le Contrôle de l'Armement et du Désarmement (ACDA). Voir : *Ibid.*, p.51.

²²² Au sein de l'administration Clinton, les fonctionnaires ayant une connaissance plus approfondie de la Corée du Nord sont rarissimes. À titre d'exemple, C. Kenneth Quinones et Robert Carlin, deux officiels du bureau des affaires coréennes au département d'État, ont une expertise sur les questions de sécurité en Asie du Nord-Est et parlent couramment la langue coréenne. Bien qu'ils soient inclus au sein de la délégation américaine lors des

L'anthropologue Cornelius Osgood croit que cette situation déborde largement le seul milieu politique américain. À son avis, « il n'y a aucun pays comparable à la Corée du Nord qui fasse l'objet d'une telle ignorance de la part des Américains²²³. »

Pour sa part, le président Clinton semble également se représenter le régime nord-coréen d'une façon tout aussi stéréotypée que ses conseillers subalternes. Lors de sa visite à la zone démilitarisée, le 11 juillet 1993, il qualifie cet endroit d'être « le plus effroyable sur la planète²²⁴ ». À ses yeux, il s'agit « [d']une importante ligne de démarcation entre la sécurité et le danger²²⁵. » En référence au régime de Kim Il Sung, il considère que

« [s]on million d'hommes armés, stationné à moins de trente milles de la zone démilitarisée continue de représenter une menace. Son programme nucléaire est troublant et soulève plusieurs questions quant à ses intentions. Sa répression interne et ses ventes d'armement irresponsable démontrent que la Corée du Nord n'est pas prête à devenir un membre responsable de la communauté des nations²²⁶. »

Bien qu'il soit un peu plus difficile de connaître la perception des décideurs de l'administration W. Bush à l'égard de la Corée du Nord²²⁷, nous avons néanmoins observé de nombreuses similitudes avec les images identifiées au sein de l'administration démocrate. Par exemple, John Bolton, sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armements et de la sécurité internationale de 2001 à 2005, identifie « le 38^e parallèle comme une ligne de

différentes rondes de négociations à partir de juin 1993, ils sont néanmoins exclus des principaux forums décisionnels tels que le comité des Députés et celui des Principaux. Voir : *Idem*.

²²³ Cornelius Osgood cité dans : Yang, Chul Sung. *The North and South Korea Political Systems*. Boulder : Westview Press, 1994, p.13.

²²⁴ Feffer, John. *Op.cit.*, p.11.

²²⁵ Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.164.

²²⁶ *Idem*.

²²⁷ Étant donné que le second mandat de l'administration W. Bush ne se termine qu'en janvier 2009, les ouvrages recensant des entrevues avec des décideurs en fonction lors des événements sont beaucoup plus rares. Ce type de littérature est susceptible de paraître une fois la présidence républicaine terminée.

division entre la liberté et l'oppression, entre le juste et l'injuste²²⁸. » Selon Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale du président W. Bush au cours du premier mandat, « le régime de Kim Jong-il est si obscur qu'il est difficile de connaître ses motivations, si ce n'est qu'elles sont malignes. (...) Comme l'Allemagne de l'Est, la Corée du Nord est le jumeau diabolique d'un régime prospère situé de l'autre côté de sa frontière²²⁹. » De l'avis du président républicain, il y a lieu de s'inquiéter à propos de la capacité de la Corée du Nord à utiliser l'arme nucléaire. Bien qu'il reconnaisse ne pas en être complètement certain, il croit cependant « qu'il est préférable, lorsque vous avez affaire à un tyran comme Kim Jong-il, de prendre pour acquis qu'il soit en mesure de le faire²³⁰. »

Ainsi, nous remarquons que les membres de l'élite décisionnelle des deux administrations américaines partagent une vision stéréotypée de la Corée du Nord²³¹. Étant donné leur connaissance très parcellaire de leur adversaire communiste, nous sommes d'avis qu'ils sont prédisposés à interpréter ses comportements à travers un kaléidoscope d'images préétablies qui alimentent la perception d'un péril sécuritaire pour les États-Unis. Ce filtre perceptuel agit comme une importante barrière psychologique dans le traitement de l'information disponible. Afin d'éviter un conflit entre leur représentation de la Corée du Nord et l'interprétation des événements, les décideurs vont adopter une attitude cognitive de *value-conflict resolution* lors des deux crises nucléaires. Cela signifie qu'ils vont « minimiser l'information reçue de résoudre le conflit entre une ou plusieurs de [leurs] propres valeurs ou croyances²³². » Comme nous l'enseigne David, cette solution peut sembler être la voie la

²²⁸ Feffer, John. *Op.cit.*, p.107.

²²⁹ Rice, Condoleezza. « Promoting the National Interest ». *Foreign Affairs*. Vol.79, no.1 (2000), p.17.

²³⁰ Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, p.16.

²³¹ Bien que cette recherche porte principalement sur la politique étrangère des États-Unis, nous tenterons d'illustrer au meilleur du possible le caractère erroné de la perception américaine de la Corée du Nord. Pour en connaître davantage sur le royaume ermite, voir : Cummings, Bruce. *North Korea: Another Country*. New York: New Press, 2004 ; Harris, Mark Edward. *Inside North Korea*. San Fransisco: Chronicle Books, 2007 ; King, Bradley K. *Under the Loving Care of the Fatherly Leader: North Korea and the Kim Dynasty*. New York: St. Martin's Griffin, 2006 ; Quinones, Kenneth C. et Joseph Tragert. *The Complete Idiot's Guide to Understanding North Korea*. New York: Alpha Books, 2004 ; Smith, Hazel. *Hungry for Peace: International Security, Humanitarian Assistance, and Social Change in North Korea*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press, 2005.

²³² David, Charles-Philippe. *Op.cit.*, p.28.

plus simple à emprunter, mais elle « engendre les plus grands dangers, si le décideur s'entête malgré des signes évidents de fausse route, compromettant en cela la qualité de son choix²³³. » Lors des crises nucléaires avec la Corée du Nord, cette attitude cognitive entraîne deux conséquences majeures tout au long du processus décisionnel. D'une part, les décideurs des deux administrations américaines ont exagéré les capacités nucléaires de leur adversaire communiste et, d'autre part, marginalisé des informations indiquant une Corée du Nord nettement moins menaçante et belliqueuse. Après avoir présenté de façon détaillée ces deux conséquences catalysées par le « paradigme du mauvais », nous terminerons ce chapitre en illustrant l'impact pernicieux de la *value-conflict resolution* sur l'escalade des tensions dans la péninsule en 1994 et en 2002.

1.2 La surestimation des ambitions nucléaires nord-coréennes

Lors d'un imbroglio qui a pour origine les capacités militaires d'un autre État, les agences américaines de renseignements agissent comme l'une des principales sources d'information pour les décideurs. Leurs hypothèses, estimations et projections acquièrent généralement une place importante lors de la prise de décision²³⁴.

Les conclusions hâtives de l'administration Clinton

En décembre 1993, la CIA émet un *National Intelligence Estimate* (NIE) avertissant « [qu]'il est hautement probable que la Corée du Nord ait suffisamment produit de plutonium pour deux bombes nucléaires²³⁵. » Selon l'agence américaine, l'arrêt du réacteur pour une période de 110 jours en 1989 aurait permis à l'État communiste de retraiter la moitié des 8000 tiges de combustibles irradiés²³⁶. Cette estimation consensuelle au sein de la communauté du renseignement place aussitôt l'administration Clinton sur un pied d'alerte.

²³³ *Idem.*

²³⁴ En effet, selon Sigal, une estimation des services de renseignements est un artéfact que les décideurs considèrent fréquemment comme un fait établi. Voir : Sigal, Leon V., *Op.cit.*, p.90.

²³⁵ Litwak, Robert S. *Op.cit.*, p.213.

²³⁶ *Idem.*

Toutefois, une telle interprétation semble être très alarmiste, selon plusieurs physiciens nucléaires américains. À leurs avis, il est

« fortement improbable que la Corée du Nord puisse avoir retiré autant de tiges si rapidement et avec succès, que ces tiges puissent avoir été si bien conçues et irradiées de façon maximale, ou encore que l'épisode de retraitement puisse avoir été si bien effectué que Pyongyang aurait produit du plutonium pour une à deux bombes²³⁷. »

D'abord, les méthodes d'évaluation des épisodes de retraitement des tiges de combustibles irradiées par les agences américaines de renseignements doivent faire l'objet d'une remise en question. En effet, leurs techniques laissent une grande marge pour l'interprétation, car elles se basent principalement sur les nuages de fumée émanant de la cheminée du réacteur de Yongbyon. De plus, aucune d'entre elles ne possède des agents déployés sur le territoire nord-coréen et elles ne collaborent que rarement avec les services de renseignements étrangers.

Ensuite, les analystes travaillant sur la Corée du Nord sont majoritairement des experts spécialisés sur l'Union Soviétique qui ont été réaffectés au lendemain de la guerre froide à la surveillance de ces « nouvelles menaces » à la sécurité nationale américaine²³⁸. Selon Robert Gates, directeur de la CIA sous George H. W. Bush, ces analystes « avaient tendance à adopter une vision très essentialiste de la Corée du Nord, lui imputant un comportement à la

²³⁷ Extrait du *Bulletin of Atomic Scientists* cité dans : Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.307.

²³⁸ Plusieurs documents du gouvernement américain publiés à partir de 1989 identifient la Corée du Nord, l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Lybie comme les principales menaces qu'auront à affronter les États-Unis dans l'après-guerre froide. Voir : Jaffe, Lorna S. *The Development of the Base Force 1989-1992*. Washington, D.C.: Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, 1993; U.S. Department of Defense. *Defense Strategy for the 1990's: The Regional Defense Strategy*. Washington, D.C.: DOD, 1993; U.S. Department of Defense. *Report on the Bottom-Up Review*. Washington, D.C.: DOD, 1993; Klare, Michael. *Rogue States and Nuclear Outlaws: America's Search for a New Foreign Policy*. New York: Hill & Wang, 1995; Litwak, Robert S. *Op.cit.*, pp.19-73.

nature même de la bête²³⁹. » Par exemple, la plupart d'entre eux ignorent complètement les origines pacifiques du programme nucléaire de l'État communiste²⁴⁰.

Enfin, advenant que l'estimation de la CIA soit exacte, la possession de plutonium par le régime nord-coréen ne signifie aucunement son accession de facto au rang de puissance nucléaire au même titre que les États-Unis, la Chine, la Russie, la France et la Grande-Bretagne. En effet, Pyongyang n'est alors toujours pas parvenu à développer un missile balistique de longue portée, à l'armer avec une tête nucléaire et atteindre une cible située à plusieurs milliers de kilomètres de distance. Ainsi, même en prêtant les pires intentions belliqueuses au régime nord-coréen, plusieurs étapes doivent être complétées avant qu'il ne maîtrise l'armement stratégique.

L'extrapolation du programme nucléaire clandestin par l'administration W. Bush

Lors de la seconde crise nucléaire, l'administration républicaine surestime également les velléités nucléaires du régime de Kim Jong-il. Premièrement, les services de renseignements surévaluent la capacité de la Corée du Nord à mettre sur pied un programme d'enrichissement d'uranium à des fins militaires. Dans un rapport déclassifié de la CIA transmis au Congrès le 19 novembre 2002²⁴¹, l'agence américaine allègue

²³⁹ Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.235

²⁴⁰ À partir de 1980, l'Union Soviétique fait pression auprès de la Corée du Nord pour qu'elle adhère au TNP. Pyongyang accepte alors de se joindre au régime de non-prolifération, mais exige en retour la construction de quatre réacteurs nucléaires à usage civil. Moscou conclut une attente avec son allié nord-coréen et lui garantit la fabrication de quatre réacteurs nucléaires semblables à ceux utilisés à Tchernobyl en Ukraine. Bien que le régime de Kim Il Sung tienne parole en adhérant au TNP le 12 décembre 1985, l'URSS refuse cependant d'honorer son engagement. Au lendemain de l'effondrement de l'Union Soviétique, la Corée du Nord se retrouve dans une situation énergétique et économique désastreuse et ne possède ni les moyens financiers, ni l'expertise scientifique pour un tel projet. Le réacteur de Yongbyon, d'une puissance de 5 MW, est suffisamment puissant que pour éclairer un édifice d'une dizaine d'étages. Un réacteur nucléaire à usage civil a une puissance moyenne de 2000 MW et permet d'alimenter en électricité une agglomération urbaine de taille de la région métropolitaine de Washington D.C. Voir : *Ibid.*, pp.252-255; Beal, Tim. *Op.cit.*, pp.66-75.

²⁴¹ Central Intelligence Agency. *Sans titre* (19 novembre 2002). Disponible [en ligne] : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB87/nk22.pdf> (consultée le 4 juin 2006).

« [qu']il y a deux ans, la Corée du Nord a entrepris de développer un programme d'enrichissement d'uranium à partir de centrifugeuses. Nous avons récemment appris que le Nord est en train de construire un réacteur qui pourrait produire suffisamment d'uranium militaire pour deux armes nucléaires ou plus par année, une fois qu'il sera complètement opérationnel – ceci pourrait survenir aussi tôt qu'au milieu de la décennie²⁴². »

Plusieurs spécialistes ne partagent cependant pas cette estimation. Selon le physicien nucléaire Richard L. Garwin, la mise sur pied d'un tel programme obligerait Pyongyang à acquérir plusieurs milliers de centrifugeuses ultramodernes²⁴³. Cependant, comme cet équipement est foncièrement onéreux et que la Corée du Nord se trouve dans une situation économique précaire, « il n'y a aucune possibilité qu'[elle] ait pu se permettre d'avoir accès à cette technologie de pointe²⁴⁴. » Bien qu'il soit plausible que le gouvernement nord-coréen ait tenté par le passé d'obtenir certaines composantes pouvant être employées pour enrichir de l'uranium²⁴⁵, David Albright souligne qu'il y a néanmoins une différence significative entre la mise sur pied d'un programme de faible envergure employant quelques douzaines de centrifugeuses et la fabrication d'un réacteur pour un programme à grande échelle²⁴⁶. Cet ancien inspecteur de l'UNSCOM croit que l'information disponible « ne supporte pas l'extrapolation que la Corée du Nord était alors en train d'effectuer un grand pas vers la mise

²⁴² *Idem.*

²⁴³ Reiss, Mitchell B., Gallucci Robert, et al. « Red Handed ». *Foreign Affairs*. Vol. 84, no. 2, p.144.

²⁴⁴ Pollack, Jonathan D. « The United States, North Korea and the end of the Agreed Framework ». *Naval College War Review*. Vol. 56, no. 3 (2003), p.30.

²⁴⁵ Le 12 avril 2003, les autorités allemandes interceptent une cargaison de vingt-deux tonnes de tubes d'aluminium à destination de Corée du Nord. Voir : Currie, Duncan E.J. et Jon M. Van Dyke. « Recent Developments in the International Law Governing Shipments of Nuclear Materials and Wastes and their Implications for SIDS ». *Review of European Community & International Environmental Law*. Vol.14, no.2, 2005, p.121.

²⁴⁶ Albright, David. *North Korea's Alleged Large-Scale Enrichment Plant: Yet Another Questionable Extrapolation Based on Aluminum Tubes*. Disponible [en ligne]: <http://www.isis-online.org/publications/dprk/DPRKenrichment22Feb.pdf> (consultée le 23 février 2007). Il est intéressant de noter qu'en 1999, le département de l'Énergie publie un document révélant que la Corée du Nord a obtenu des équipements pour enrichir de l'uranium. Cependant, il conclut qu'il s'agit d'un projet pilote n'étant aucunement précurseur d'un programme nucléaire à grande échelle donc n'ayant rien d'inquiétant pour l'administration Clinton. Voir : Bermudez, Joseph S. Jr., « Exposing North Korea's Secret Nuclear Infrastructure ». *Jane's Intelligence Review*. Août 1999, p.45.

sur pied d'un PUHE. L'extrapolation a été trop loin²⁴⁷. » L'ancien directeur de l'*Iraq Survey Group*, David A. Kay, est aussi d'avis que l'administration W. Bush « a extrapolé plus loin que ce que les renseignements ne l'indiquaient²⁴⁸. » La Maison-Blanche a établi une correspondance naïve entre l'achat d'équipement par Pyongyang et une capacité significative de production d'armes nucléaires utilisant de l'uranium hautement enrichi²⁴⁹.

Deuxièmement, l'admission nord-coréenne du 5 octobre 2002 s'apparente davantage à une extrapolation de la part de la délégation américaine. En effet, les extraits disponibles de l'échange entre James Kelly et Kang Sok Ju permettent d'observer la teneur exacte des propos du vice-ministre nord-coréen. En réponse aux accusations de Kelly, il affirme alors que « la Corée du Nord est en droit de posséder un tel programme » puis ajoute que son gouvernement « est [aussi] en droit d'adopter une politique qui consiste à ni réfuter, ni reconnaître [les allégations américaines] étant donné que les deux États se trouvent encore en état de guerre²⁵⁰. » Trois semaines plus tard, Pyongyang émet un communiqué rappelant que ses officiels ont été très clairs à l'endroit de l'envoyé spécial du président américain, et ce, en portant à son attention que :

« la Corée du Nord est en droit de posséder non seulement des armes nucléaires, mais aussi toute autre arme possible, même plus puissante, pour lui permettre de défendre sa souveraineté et son droit à l'existence contre la menace nucléaire américaine toujours grandissante²⁵¹. »

À lumière de ces propos, l'admission nord-coréenne n'apparaît pas aussi évidente que le prétend l'administration W. Bush. Cette hypothèse semble être confirmée par l'ancien

²⁴⁷ *Idem.*

²⁴⁸ Sanger, David E. et William J. Broad. « U.S. Concedes Uncertainty On Korean Uranium Effort », *New York Times*, 1^{er} mars 2007, Page A1.

²⁴⁹ *Idem.*

²⁵⁰ Harrison, Selig. « Did North Korea Cheat ». *Foreign Affairs*. Vol. 84, no. 1 (2005), p.101.

²⁵¹ Acronym Institute for International Peace for Disarmament Diplomacy. *North Korea Nuclear Crisis: Selected Statements*. Disponible [en ligne]: <http://www.acronym.org.uk/docs/0210/doc12.htm> (consultée le 19 juin 2006).

directeur du laboratoire national de Los Alamos²⁵², Siegfried Hecker. En janvier 2004, ce dernier effectue une visite en territoire nord-coréen au cours de laquelle il s'entretient avec plusieurs officiels du régime dont Kim Gye-gwan. Lors de son témoignage devant la commission sénatoriale sur les affaires étrangères, le 21 janvier, il débute son allocution en affirmant être convaincu que « la mésentente [au sujet de l'admission nord-coréenne en octobre 2002] porte sur la différence entre ce que les officiels nord-coréens ont dit et ce que les officiels américains croient avoir entendu²⁵³. » Il ajoute que Kim Gye-gwan a insisté sur le fait « que la Corée du Nord ne possède aucune installation, équipement ou scientifique consacré à un programme d'uranium hautement enrichi²⁵⁴. » De plus, Hecker rapporte que le vice-ministre nord-coréen s'est également montré très ouvert pour discuter éventuellement de la question avec les officiels de l'administration W. Bush²⁵⁵.

1.3 Des informations ignorées par l'élite décisionnelle

Les décideurs sont exposés quotidiennement à une quantité importante de renseignements. Dans un contexte de crise, le stress et l'anxiété provoqués par la nécessité d'aboutir à une décision les obligent à effectuer rapidement un tri parmi la multitude d'informations disponibles. Comme le filtre perceptuel influence considérablement le traitement de ces informations, certaines d'entre elles sont volontairement ignorées lorsqu'elles entrent en conflit avec les préjugés de la personne appelée à décider. Lors des crises nucléaires avec la Corée du Nord, les barrières psychologiques des décideurs les ont incités à marginaliser des informations qui allaient à l'encontre des images établies par le paradigme du méchant.

²⁵² Le laboratoire national de Los Alamos est l'un des deux laboratoires américains financés par le gouvernement fédéral pour la recherche sur les armes nucléaires, l'autre étant le laboratoire de Lawrence Livermore.

²⁵³ Hecker, Siegfried S. « Visit to the Yongbyon Nuclear Scientific Research Center in North Korea ». *Audience de la commission sénatoriale sur les affaires étrangères, 108^e Congrès, 1^{ère} session, 21 janvier 2004*. Disponible [en ligne] : http://www.fas.org/irp/congress/2004_hr/012104hecker.pdf (consultée le 6 mars 2005).

²⁵⁴ Kim Gye-gwan cité dans : *Idem*.

²⁵⁵ Kim Gye-gwan : « Nous [les officiels nord-coréens] pouvons être très sérieux lorsque nous parlons de ceci [le PUHE]. Nous sommes complètement disposés à entreprendre des pourparlers techniques. » Cité dans : *Idem*.

Une volonté nord-coréenne pour le désarmement nucléaire sous-estimée

En 1994, l'administration Clinton refuse à maintes reprises de considérer certains renseignements indiquant que Pyongyang est nettement moins déterminée à obtenir l'arme nucléaire que la Maison-Blanche n'est alors portée à le croire. D'abord, l'élite décisionnelle est particulièrement réticente à accorder de la crédibilité aux propos tenus par Kim Il Sung avant juin 1994. Bien que quatre citoyens américains s'entretiennent seul à seul avec le Grand Dirigeant avant la visite de Jimmy Carter, les décideurs américains ne considèrent Kim Il Sung comme étant un chef d'État digne de confiance qu'au paroxysme de la crise.

Au printemps 1993, Selig Harrison, un spécialiste de la question coréenne travaillant à la *Carnegie Endowment for International Peace*, rencontre le Grand Dirigeant à Pyongyang. Ce dernier lui confie alors être vivement intéressé par l'idée d'un remplacement des réacteurs nucléaires actuels pour des réacteurs à usage civil²⁵⁶. Si Washington accepte la proposition, Kim Il Sung affirme qu'il ordonnera immédiatement un gel du programme au plutonium. À ses yeux, il s'agit de la meilleure façon pour amorcer une relation plus amicale avec les États-Unis et d'apaiser leurs inquiétudes réciproques²⁵⁷. Au cours de la visite du représentant Gary Ackerman, le Grand Dirigeant insiste que son pays « ne possède pas les moyens techniques pour fabriquer des armes nucléaires, ni l'argent pour en acheter, ni le désir ou le besoin d'en avoir²⁵⁸. » Enfin, en avril 1994, lors d'une entrevue avec le journaliste de CNN, Mike Chinoy, Kim Il Sung affirme que

« [I]e monde est en train de réclamer à notre pays de montrer des armes nucléaires que nous n'avons pas. J'en ai plus qu'assez. Nous n'aurons jamais l'arme nucléaire, vous en avez ma parole. Contre qui pourrions-nous l'utiliser?²⁵⁹ »

²⁵⁶ Kim Il Sung affirme à Harisson : « Il s'agit d'une très bonne idée. Nous pouvons définitivement l'accepter si les États-Unis s'engagent à conclure une entente à laquelle nous pouvons faire confiance. » Cité dans : Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.322.

²⁵⁷ Kim Il Sung cité dans : Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.137.

²⁵⁸ Kim Il Sung cité dans : Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.95.

²⁵⁹ Kim Il Sung cité dans : *Ibid.*, p.169. Au cours du voyage de Billy Graham, le Grand Dirigeant affirme être profondément irrité par les accusations américaines voulant que son pays cherche à obtenir l'arme nucléaire. Il qualifie le litige en cours de « problème nucléaire inexistant ». Il ajoute : « À quoi cela nous servirait-il d'avoir

Il faut attendre qu'un conflit armé majeur entre les deux belligérants soit sur le point d'éclater pour que l'administration Clinton accorde de la crédibilité à la volonté nord-coréenne de monnayer son programme nucléaire contre une aide énergétique. Interrogé à savoir pourquoi la Maison-Blanche n'a pas considéré cette offre avant juin 1994, Kartman répond :

« parce que nous n'avions pas suffisamment de connaissance à propos de la Corée du Nord et parce que cela allait à l'encontre des préjugés de tous. (...) Il était inconcevable pour les officiels [américains] que les Nord-Coréens convertissent un programme nucléaire à des fins militaires pour des réacteurs nucléaires à eau légère à des fins pacifiques²⁶⁰. »

La sourde oreille américaine face aux puissances régionales

Lors de la seconde crise nucléaire, l'administration W. Bush marginalise plusieurs renseignements qui remettent en question l'existence du PUHE. Après que Washington ait rendu publiques les révélations faites lors de la rencontre du 5 octobre 2002, les puissances régionales se montrent rapidement très sceptiques à l'égard des allégations américaines.

Les doutes les plus forts sont exprimés par la Corée du Sud. Le 14 novembre 2002, son ministre de l'Unification, Jeong Se-huyn, affirme que « James Kelly a peut-être mal compris son homologue nord-coréen Kang Sok Ju²⁶¹. » Selon Im Dong Won, alors le directeur du renseignement du gouvernement de Kim Dae Jung, « il se peut fort bien qu'il y ait eu un malentendu étant donné le dialecte nord-coréen²⁶² ». C'est d'ailleurs ce qu'affirme Kim Tong-hyun, l'interprète sud-coréen du département d'État qui accompagne la délégation américaine à Pyongyang en octobre 2002. Selon lui, Kang Sok Ju a répondu aux accusations de Kelly en affirmant que : « Nous sommes en position de faire quelque chose d'encore plus

une ou deux armes nucléaires alors que vous [les États-Unis] en avez des dizaines de milliers et des systèmes de vecteurs que nous n'avons pas. Nous serions une véritable risée. » Cité dans : Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.322.

²⁶⁰ Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.41.

²⁶¹ Chosun Ilbo (online English edition). « Minister 'Knows Nothing' of N. Korean Uranium Program », *Chosun Ilbo*, Disponible [en ligne] : <http://english.chosun.com/w21data/html/news/200702/200702220032.html> (consulté le 5 janvier 2007)

²⁶² Im Dong Won cité dans : Pinkston, Daniel A. et Leonard S. Spector. *Six-Parties Adopt Steps For North Korean Denuclearization But Uranium Enrichment Controversy Looms As Major Obstacle*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/pubs/other/wmdi070403c.htm> (consultée le 2 mai 2007).

puissant que cela²⁶³. » Ainsi, « il est possible qu'[il] faisait alors référence à la politique de l'armée d'abord et à l'unité nationale derrière le Général Kim Jong-il, ce que les médias nord-coréens affirment être encore plus puissant que l'arme nucléaire²⁶⁴. » Au cours des mois suivants, plusieurs officiels sud-coréens pensent «[qu']il y a eu une mauvaise communication durant la rencontre d'octobre 2002 et que le Nord n'a jamais admis avoir un programme d'enrichissement d'uranium²⁶⁵. »

Outre la Corée du Sud, la Chine remet également en question la position de l'administration W. Bush. À la suite d'une rencontre avec des officiels du Pentagone en décembre 2003, Pékin estime que « la présentation du gouvernement américain n'est pas suffisante pour convaincre la Chine que la Corée du Nord possède un tel programme²⁶⁶. » Du côté de Tokyo, le chef de cabinet du premier ministre Junichiro Koizumi, Yasuo Fukuda, considère que « nous [le gouvernement japonais] n'avons aucune information crédible [à ce sujet]. Je crois que les États-Unis n'ont pas vérifié la leur. Nous avons fréquemment des difficultés pour confirmer toute information à propos de la Corée du Nord²⁶⁷. » En dépit du consensus de la part de ces trois puissances régionales, l'administration républicaine préfère marginaliser ces interprétations différentes du litige nucléaire, et ce, pendant la majeure partie de la crise²⁶⁸.

²⁶³ *Idem*.

²⁶⁴ Kim Tong-huyn cité dans : *Idem*. Cette hypothèse de Kim Tong-huyn semble être confirmée par le discours officiel du gouvernement nord-coréen dans une dépêche du 14 décembre 2002. Voir: Korean Central News Agency. *DPRK Ready to Punish Yankees in Single Hearted Unity More Powerful than A-Bomb*. Disponible [en ligne]: <http://www.kcna.co.jp/index-e.htm> (consultée le 16 octobre 2006).

²⁶⁵ *Idem*.

²⁶⁶ Kessler, Glenn. « Chinese Not Convinced of North Korean Uranium Effort », *Washington Post*, 7 janvier 2004, p.A16.

²⁶⁷ Yasuo Fukuda cité dans : DiFilippo, Anthony. « U.S. Policy and the Nuclear Weapons Ambitions of the "Axis of Evil" Countries ». *New Political Science*. Vol. 28, no. 1 (2006), p.106.

²⁶⁸ Par exemple, lors d'un point de presse du département d'État, le 22 janvier 2004, James Kelly se dit toujours « convaincu qu'un programme d'enrichissement d'uranium a été admis lors de cette conversation [en octobre 2002 à Pyongyang]. » Pour sa part, Michael Green, directeur des affaires asiatiques au sein du Conseil de Sécurité Nationale, réitère sa certitude à plusieurs occasions. À son avis, « Pyongyang refuse toujours de reconnaître l'existence du PUHE lequel lui permettra de produire plusieurs douzaines de bombes nucléaires lorsqu'il sera opérationnel. » James Kelly cité dans : LaMontagne, Steve. *Déjà-Vu All Over Again: How Reliable is U.S. Intelligence on North Korea's Nuclear Program?*. Disponible [en ligne]: <http://www.nautilus.org/DPRKBriefingBook/nuclearweapons/DPRKNukeProgram.html> (consultée le 5 mars

1.4 La menace nord-coréenne à l'épreuve de l'attitude cognitive de la *value-conflict resolution*

À la lumière de ces observations, nous croyons que le filtre perceptuel de l'élite décisionnelle américaine a fortement influencé leur représentation des capacités nucléaires nord-coréennes comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis. En effet, nous remarquons que plusieurs comportements des administrations Clinton et W. Bush correspondent à une attitude cognitive de *value-conflict resolution*.

Premièrement, l'interprétation des renseignements disponibles semble être effectuée à partir des images préétablies sur la Corée du Nord, puisque les décideurs de l'administration Clinton sont convaincus que le régime de Kim Il Sung est irrévocablement déterminé à obtenir l'arme nucléaire²⁶⁹. Toutefois, nous avons illustré que cette conviction se base sur des informations parcellaires et plutôt ambiguës, étant donné les capacités limitées des agences américaines pour la collecte de renseignements et le manque d'expertise régionale de ses analystes²⁷⁰. En 2002, la perception américaine est fort similaire, car les décideurs ont la certitude de l'existence d'un programme d'enrichissement d'uranium à des fins militaires²⁷¹.

2006). Michael Green cité dans : Albright, David. *North Korea's Alleged Large-Scale Enrichment Plant: Yet Another Questionable Extrapolation Based on Aluminum Tubes*. Disponible [en ligne]: <http://www.isis-online.org/publications/dprk/DPRKenrichment22Feb.pdf> (consultée le 23 février 2007).

²⁶⁹ Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.38.

²⁷⁰ Une fois la crise terminée, la CIA réévalue ses techniques d'observation et reconnaît que son estimation de 1994 était quelque peu exagérée. Qui plus est, l'agence américaine admet que la version nord-coréenne de l'époque était beaucoup plus probable. Lors de la crise nucléaire, Pyongyang affirmait avoir arrêté son réacteur que pour une durée de soixante jours (au lieu de 110), et ce, afin de retirer quelques tiges endommagées. Voir: Richelson, Jeffrey T. *Spying on the Bomb: American Nuclear Intelligence, from Nazi Germany to Iran and North Korea*. New York: W.W. Norton & Company, 2006, pp.522-523.

²⁷¹ Il faut attendre le mea culpa des services de renseignements américains pour que l'administration W. Bush mette de côté ses accusations à l'égard du PUHE. Le 1^{er} mars 2007, le responsable des renseignements sur la Corée du Nord, Joseph R. De Trani, affirme devant la commission sénatoriale sur les services armés être « hautement confiant que la Corée du Nord a tenté d'obtenir du matériel qui pourrait être utilisé pour un programme à l'uranium, mais seulement à moitié confiant que ce programme existe. » Le directeur adjoint de la CIA, John E. McLaughlin, explique « que l'information reçue est interprétée de différentes façons, (que) nous avons des interprétations alternatives ou qu'elle n'est pas complètement corroborée. » Il admet également que l'état d'avancement du PUHE demeure inconnu jusqu'à présent. Certains doutes sont également entendus du côté du département d'État. Christopher Hill croit « [qu']il n'est pas clair si la Corée du Nord est vraiment parvenue à maîtriser les techniques de production pour un tel programme. Si le matériel qu'[elle] a acheté n'a pas servi pour un programme d'uranium hautement enrichi, peut-être a-t-il été ailleurs. » On remarque donc une différence significative avec la certitude inébranlable de l'administration W. Bush pendant la majeure partie de la crise. Voir : Sanger, David E. et William J. Broad. « U.S. Concedes Uncertainty On Korean Uranium Effort », *New York*

Il a été démontré que cette définition de la situation résulte cependant de l'exagération d'informations ambivalentes et de l'extrapolation des propos de Kang Sok Ju²⁷². Dans les deux cas de figure, la vision stéréotypée de la Corée du Nord, principalement définie par le paradigme du méchant, influence les deux administrations américaines à percevoir un scénario du pire comme étant une vérité incontournable et à exagérer sérieusement le danger que représente Pyongyang pour la sécurité américaine²⁷³.

Deuxièmement, l'élite décisionnelle choisit d'ignorer des informations qui vont à l'encontre des représentations dominantes de l'État communiste. Bien que l'administration Clinton ait recours à des émissaires privés pour communiquer directement avec Kim Il Sung tout au long de la crise, elle n'accorde de la crédibilité aux propos de ce dernier qu'à l'aube de l'éclatement d'un second conflit armé dans la péninsule. Les décideurs américains marginalisent pendant la majeure partie du litige les nombreuses propositions nord-coréennes de remplacer son infrastructure nucléaire actuelle par des réacteurs à usage civil, car ce comportement est en contradiction avec les intentions prétendument hostiles du royaume ermite²⁷⁴.

Times, 1er mars 2007, Page A1; Kessler, Glenn. « New Doubts on Nuclear Efforts by North Korea: U.S. Less Certain of Uranium Program », *Washington Post*, 1^{er} mars 2007, page A1.

²⁷² La position de l'administration W. Bush face à la Corée du Nord est d'ailleurs on ne peut plus semblable à celle adoptée à l'égard de l'Irak à la même époque. Précédant le renversement du régime de Saddam Hussein au printemps 2003, la Maison-Blanche fait une interprétation erronée de ses programmes d'armes de destruction massive. Elle persiste à vouloir établir des parallèles entre les États voyous faisant partie de son « axe du Mal ».

²⁷³ Harrison, Selig. *Loc.cit.*, p.109. Selon Pollack, si la Corée du Nord avait voulu accroître son arsenal nucléaire de façon significative, il lui aurait été plus avantageux d'opter d'abord pour un dégel de son programme au plutonium. Bien que « l'histoire de la prolifération nucléaire suggère qu'il n'existe pas de façon optimale, la quantité de matière fissile requise pour des armes utilisant de l'uranium hautement enrichi rend plus avantageux le recours au plutonium. » Voir : Pollack, Jonathan D. *Loc.cit.*, p.29.

²⁷⁴ Une minorité d'officiels américains perçoit une certaine logique dans le comportement de la Corée du Nord. Ils interprètent la suspension de son retrait du TNP et le retardement du retrait des tiges du réacteur comme étant des indices que Pyongyang ne cherche pas à tout prix à obtenir l'arme nucléaire. De plus, lors des rondes de pourparlers qui ont lieu au cours de 1993, plusieurs membres de la délégation américaine observent chez leurs homologues nord-coréens une volonté de négocier certains aspects du programme nucléaire au plutonium. Par exemple, Robert Carlin, fonctionnaire du Bureau des renseignements au département d'État, est de plus en plus convaincu que la Corée du Nord souhaite éviter une escalade des tensions avec les États-Unis. Lorsque Kang Sok Ju propose pour la première fois l'idée des réacteurs à usage civil, Carlin écrit dans son cahier de notes : « Ils veulent une porte de sortie à ce litige. » Ce n'est qu'en juin 1994, au paroxysme de la crise, que les décideurs de l'administration Clinton acceptent une telle interprétation et décident d'envoyer Jimmy Carter pour offrir à Kim Il Sung cette porte de sortie. Robert Carlin cité dans : Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.72.

En 2002, les décideurs de l'administration W. Bush refusent aussi de considérer les interprétations différentes des propos de Kang Sok Ju par les gouvernements chinois, japonais et sud-coréen. De plus, leur obstination à croire que Pyongyang convoite l'arme nucléaire de façon clandestine les empêche de prendre en considération la possibilité que le gouvernement nord-coréen ait cherché à développer une capacité d'enrichissement d'uranium à des fins civiles²⁷⁵. L'influence exercée par le facteur perceptuel est d'autant plus mise en évidence lorsqu'on examine la réaction américaine face aux récentes révélations concernant les programmes nucléaires sud-coréens et japonais. Le 28 janvier 2003, le Japon reconnaît avoir produit plus de 206 kilogrammes de plutonium au cours des vingt-cinq dernières années²⁷⁶. Le 23 août 2004, c'est au tour de Séoul d'admettre à l'AIEA ses tentatives d'enrichir de l'uranium au-delà de la concentration autorisée par le TNP²⁷⁷. Puisque les intentions et les régimes de ces deux pays alliés aux États-Unis sont perçus bien différemment de celles et celui de la Corée du Nord, Washington n'attribue pas à ces deux États les mêmes ambitions nucléaires menaçantes qu'à son adversaire communiste.

L'adoption d'une attitude cognitive de *value-conflict resolution* par les décideurs américains a certainement influencé ceux-ci à prendre des décisions comportant une grande part de dangers, en ce sens qu'elles ont favorisé une escalade des tensions avec le royaume ermite. En 1994, les certitudes de l'administration Clinton concernant le plutonium nord-coréen l'incitent à envisager sérieusement le recours à la coercition et à frôler de très près l'éclatement d'une seconde guerre de Corée. Nous sommes d'avis qu'une meilleure connaissance de la Corée du Nord, de ses objectifs de politique étrangère et de ses dirigeants aurait fort probablement permis à l'administration Clinton d'éviter d'en arriver à une situation aussi périlleuse. Par exemple, lors de l'incident de Kumchang-Ni en 1998, la

²⁷⁵ Le gouvernement nord-coréen a pourtant de multiples raisons d'explorer cette voie au tournant des années 2000. Bien qu'au sein de l'Accord-Cadre les deux parties aient fixé comme date butoir l'année 2003 pour la construction des deux RNUC, la KEDO accuse alors un sérieux retard. En effet, la première coulée de béton ne survient qu'en juin 2001 et la construction d'un réacteur requiert un minimum de cinq ans. De plus, les livraisons annuelles des 500 000 tonnes de pétrole prévues par l'entente de 1994 connaissent de nombreuses irrégularités depuis 1996. De surcroît, le TNP autorise ses États membres à enrichir de l'uranium à des fins civiles.

²⁷⁶ Beal, Tim. *Op.cit.*, p.271.

²⁷⁷ Pinkston Daniel A. *South Korea's Nuclear Experiments*. Disponible [en ligne]: <http://cns.miis.edu/pubs/week/041109.htm> (consultée le 23 février 2007).

Maison-Blanche appréhende l'imbroglia nucléaire de façon beaucoup plus modérée. Puisque le climat de rapprochement favorisé par l'Accord-Cadre amène aussi une perspective plus nuancée du gouvernement nord-coréen à Washington, l'administration démocrate négocie pendant plusieurs mois avec Pyongyang et parvient à résoudre le litige de façon flegmatique.

En 2002, l'administration W. Bush accuse son adversaire communiste d'avoir violé l'Accord-Cadre et décide unilatéralement d'y mettre un terme. La Maison-Blanche ne semble pourtant pas prendre en considération ses nombreuses violations de l'entente de 1994 précédant la rencontre d'octobre 2002. Par exemple, la Corée du Nord a été identifiée comme un État voyou faisant partie d'un « axe du Mal » pouvant éventuellement être la cible de frappes préventives conventionnelles, voire nucléaires, de la part des États-Unis. La décision de cesser son aide économique et énergétique au régime nord-coréen agit de façon déterminante sur l'évolution de la crise nucléaire. Pyongyang perçoit que l'arme nucléaire représente le meilleur moyen pour dissuader Washington d'effectuer un changement de régime et répond à cette attitude de confrontation de la part des États-Unis en ayant recours à sa traditionnelle stratégie de la corde raide²⁷⁸. Sans soutenir que le comportement de la Corée du Nord s'apparente à celui d'un « tigre de papier » depuis 2002, la perception des décideurs républicains a sans aucun doute influencé les États-Unis à prendre des décisions qui ont eu pour conséquence d'attiser les tensions avec le régime de Kim Jong-il.

²⁷⁸ Une déclaration officielle du régime nord-coréen suite à la décision de l'administration de mettre fin à l'Accord-Cadre abonde dans ce sens : « Personne ne serait assez naïf pour croire que la Corée du Nord resterait assise de façon passive devant une telle situation ». Acronym Institute for International Peace for Disarmament Diplomacy. *North Korea Nuclear Crisis: Selected Statements*. Disponible [en ligne]: <http://www.acronym.org.uk/docs/0210/doc12.htm> (consultée le 19 juin 2006). Plusieurs auteurs soutiennent que la Corée du Nord n'hésite pas à escalader les tensions pour forcer l'adversaire à négocier. Voir : Chang, Gordon G. *The Nuclear showdown: North Korea takes on the world*. New York: Random House, 2006 ; Snyder, Scott. *Negotiating on the Edge*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace, 2002 ; Saccone, Richard. *Negotiating with North Korea*. Seoul: Hollym, 2003 ; Cha, Victor D. « North Korea's Weapons of Mass Destruction : Badges, Shields, or Swords ». *Political Science Quarterly*. Vol. 117, no. 2 (2002), pp.209-230 ; Kang, David C. « Rethinking North Korea ». *Asian Survey*. Vol. 35, no. 3 (1995), pp. 253-267 ; Mazarr, Michael J. « Going Just a Little Nuclear : Nonproliferation Lessons from North Korea ». *International Security*. Vol. 20, no. 2 (1995), pp. 92-122 ; Newham, R.E. « Nukes for Sale Cheap ? Purchasing Peace with North Korea ». *International Studies Perspective*. Vol. 5, no. 2 (2004), pp. 164-178. Park, Kyung-Ae. « Explaining North Korea's Negotiated Cooperation with the U.S. ». *Asian Survey*. Vol. 37, no. 7 (1997), pp. 623-636 ; Park, Kyung-Ae. « North Korea's Defensive Power and U.S.-North Korea Relations ». *Pacific Affairs*. Vol. 42, no. 3 (2000), pp. 535-553 ; Pinkston, Daniel A., Philip C. Saunders. « Seeing North Korea Clearly ». *Survival*. Vol. 45, no. 3 (2003), pp. 79-102.

CHAPITRE II

LES STRATÉGIES PSYCHOLOGIQUES DE L'ÉLITE DÉCISIONNELLE À L'ORIGINE DE L'OPTION DIPLOMATIQUE DES ÉTATS-UNIS

Après avoir considéré le recours à la coercition économique ou militaire pour résoudre les crises nucléaires avec la Corée du Nord, les administrations Clinton et W. Bush privilégient une approche diplomatique. Dans cette section, nous examinerons les stratégies psychologiques auxquelles a eu recours l'élite décisionnelle pour expliquer cette seconde similarité de la politique étrangère américaine envers le royaume ermite. Nous nous intéresserons particulièrement à la façon dont les décideurs ont défini la situation.

2.1 Les stratégies psychologiques de l'élite décisionnelle à l'œuvre au sein de l'administration Clinton

L'historique de la première crise a permis d'identifier trois options parmi lesquelles les décideurs doivent arrêter leur choix pour tenter de mettre de fin au litige nucléaire. Après avoir employé la diplomatie entre l'été 1993 et l'hiver 1994, la tournure des événements à partir du mois de mai incite l'administration démocrate à envisager le recours à la coercition contre son adversaire communiste. Cependant, comme Pyongyang a laissé entendre à plus d'une reprise qu'il répondrait à l'imposition de sanctions économiques par une riposte militaire contre la Corée du Sud, la Maison-Blanche explore aussi la possibilité d'offrir une porte de sortie au régime de Kim Il Sung en lui permettant de reprendre le dialogue avec les États-Unis sous certaines conditions. À la suite de plusieurs réunions du CSN qui se déroulent au cours des deux premières semaines de juin 1994, l'administration Clinton décide d'autoriser Jimmy Carter à aller proposer au Grand Dirigeant un retour à la table des négociations à condition qu'il accepte d'ordonner la suspension des activités nucléaires à Yongbyon.

Pour expliquer le comportement américain, nous mettrons en valeur l'influence exercée par deux stratégies psychologiques qu'ont manifestées les décideurs. D'une part, les membres du CSN se sont engagés dans une forme de pensée groupale dont l'effet principal a

été de rendre attrayante l'approche diplomatique. D'autre part, la détermination inébranlable du président Clinton pour une résolution pacifique de la crise est venue consolider l'intervention de Jimmy Carter comme émissaire privé, et ce, en dépit de vives protestations provenant de l'extérieur de l'administration démocrate.

Une pensée groupale en faveur de la diplomatie

Pour illustrer le phénomène de la pensée groupale, il est d'abord nécessaire de présenter comment les principaux décideurs ont défini la faisabilité des différentes avenues possibles. Puisque l'administration Clinton est alors convaincue que l'imposition de sanctions économiques contre la Corée du Nord risque de provoquer l'éclatement d'une guerre dans la péninsule²⁷⁹, l'attention se porte rapidement sur les coûts et conséquences du recours à l'emploi de la force. Étant donné qu'il s'agit d'un champ de compétence des décideurs du Pentagone, le secrétaire à la Défense William Perry, le président du comité des chefs de l'état-major John Shalikashvili et le commandant des forces américaines en Corée du Sud, le général Gary Luck, ont un rôle de première importance lors des réunions du CSN.

Leur participation lors de l'élaboration des différents plans d'intervention militaire les amène à constater le coût exorbitant en pertes humaines et financières qu'une intervention armée entraînerait. Bien qu'il ne fasse aucun doute que les forces armées américaines ressortiraient victorieuses d'un conflit militaire avec la Corée du Nord, étant donné leur supériorité écrasante sur les plans logistique et technologique, ils estiment néanmoins que l'option diplomatique doit être privilégiée par l'administration Clinton. Selon leurs prévisions, un conflit de courte durée²⁸⁰ entraînerait des pertes qui s'élèveraient à plus de 52,000 soldats du côté américain et 490 000 militaires du côté sud-coréen²⁸¹. De plus, le coût des opérations pourrait rapidement atteindre soixante milliards de dollars et il y a fort à parier que les hostilités s'envenimeraient au point d'atteindre une situation de guerre totale. Le cas

²⁷⁹ Thomas Hubbard, alors assistant-secrétaire d'État adjoint, rapporte que : « Si nous [les États-Unis] étions pour les sanctionner, nous devons être prêts pour une guerre immédiate. » Cité dans : Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.133.

²⁸⁰ L'estimation du Pentagone pour un conflit de courte durée est d'environ quatre-vingt-dix jours. Voir : Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.315.

²⁸¹ *Idem.*

échéant, l'administration Clinton doit s'attendre à perdre entre 80 000 et 100 000 soldats et à assumer des coûts dépassant les 100 milliards de dollars, soit un tiers du budget alloué pour la défense à l'époque²⁸². Pour sa part, l'allié sud-coréen verrait plus d'un million de ses citoyens mourir ou être gravement blessés par les bombardements nord-coréens²⁸³. En outre, l'ampleur des dommages causés à son économie pourrait s'élever jusqu'à un trillion de dollars²⁸⁴. À court terme, une récession économique frapperait de plein fouet les principales puissances asiatiques, ce qui, à plus long terme, provoquerait d'importantes répercussions sur l'économie mondiale, dont celle des États-Unis²⁸⁵.

L'ampleur considérable des désastres anticipés par un tel conflit amène Luck à croire que l'essentiel de sa tâche est de « s'assurer que cela ne survienne pas²⁸⁶. » De plus, les estimations du Pentagone incitent ce dernier à se montrer perplexe devant le président Clinton quant à la signification véritable d'une victoire américaine :

« Si vous combattez, vous gagnez. Mais vous dépensez des milliards de dollars, vous perdez un million de vies, et vous provoquez un profond traumatisme sur la conscience des deux pays, alors je ne suis pas certain de ce que signifie gagner. [...] Chaque jour que nous ne combattons pas, nous gagnons²⁸⁷. »

Après avoir dressé ce sombre portrait du recours à la coercition militaire, Perry, Shalikashvili et Luck portent à l'attention des membres du CSN qu'aucun des plans d'interventions élaborés ne peut garantir la destruction du plutonium produit par Pyongyang²⁸⁸. Bien qu'ils soient convaincus que des frappes aériennes réduiront en poussière le complexe nucléaire de

²⁸² Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.171.

²⁸³ *Idem.*

²⁸⁴ Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.323.

²⁸⁵ *Idem.*

²⁸⁶ *Idem.*

²⁸⁷ Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.155.

²⁸⁸ Bien que nous ayons illustré précédemment que les capacités nucléaires nord-coréennes ont été surestimées par les services de renseignements lors de la crise, il faut garder à l'esprit que les décideurs tiennent alors pour acquis que la Corée du Nord possède suffisamment de plutonium pour une à deux armes nucléaires.

Yongbyon, le principal contentieux de cette crise est certainement enterré dans un endroit inconnu à l'abri des bombardements. À leur avis, il s'agit d'un détail significatif qui rend l'option militaire peu attrayante.

Enfin, si les trois chefs militaires croient qu'il est beaucoup trop risqué de mettre en œuvre un des plans d'interventions contre la Corée du Nord, ils sont tout aussi hésitants à recommander une augmentation limitée du nombre de soldats américains en Corée du Sud. Ils redoutent que Pyongyang perçoive une telle manœuvre comme l'éventualité d'une offensive de taille des États-Unis et décide aussitôt de déclencher une attaque préventive. Perry admet d'ailleurs « ne pas en connaître assez sur la façon de penser nord-coréenne pour savoir comment évaluer les aspects positifs et négatifs des signaux envoyés²⁸⁹. » Comme les tensions dans la péninsule ont alors atteint un seuil critique, certains craignent que Pyongyang interprète toute augmentation de troupes comme une répétition de l'opération « Tempête du Désert » de 1991. Selon un officier militaire haut gradé du commandement américain à Séoul :

« Nous avons toujours eu cette impression que les Nord-Coréens ont étudié l'opération Tempête du Désert autant sinon davantage que nous. Et ils en ont appris une chose : vous ne laissez pas les États-Unis rassembler leurs forces armées et ensuite les laisser mener une guerre contre vous. Alors, j'ai toujours cru que les Nord-Coréens ne nous laisseraient pas déployer nos formations. Ils y verraient la fermeture d'une fenêtre d'opportunité et ils attaqueraient²⁹⁰. »

Il est donc nettement préférable, selon Perry, Shalikashvili et Luck, de trouver une façon d'éviter l'éclatement d'une guerre générale plutôt que de mettre le feu aux poudres. À leurs avis, l'administration Clinton doit tenter « de gérer la situation d'une façon différente, soit par la diplomatie²⁹¹. »

²⁸⁹ Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.325.

²⁹⁰ *Idem.*

²⁹¹ Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.182.

Ce consensus des décideurs militaires exerce une influence accrue sur les autres membres du CSN. Ces derniers sont alors convaincus que « [l]a situation comporte un potentiel énorme d'escalade incontrôlée qui [peut] se détériorer non seulement en une guerre, mais en une très grosse guerre²⁹². » De plus, plusieurs d'entre eux interviennent pour appuyer l'option diplomatique. Par exemple, l'ambassadeur des États-Unis en Corée du Sud James Laney qui participe à certaines réunions du CSN en juin 1994 avertit le président Clinton que s'il compte employer la coercition, il pourrait facilement avoir 50,000 sacs mortuaires qui reviennent au pays²⁹³. Alors, dit-il, « pourquoi allons-nous risquer de tuer un million de personnes? Une bombe ou deux ne peuvent y parvenir²⁹⁴. » Cet avis est également partagé par le secrétaire d'État Warren Christopher, le conseiller à la sécurité nationale Anthony Lake et le vice-président Al Gore. Suite à la présentation macabre par les décideurs du Pentagone d'une intervention armée, aucun décideur n'est alors prêt à recommander cette solution pour mettre fin à la crise²⁹⁵. Ils parviennent à la conclusion qu'il est désormais nécessaire d'accorder une chance supplémentaire à Pyongyang pour la reprise des négociations, bien que cette alternative comporte aussi sa part de risques. En effet, rien ne garantit que le régime nord-coréen accepte de suspendre ses activités nucléaires contre une troisième ronde des pourparlers bilatéraux avec les États-Unis. En dépit de cette incertitude, la diplomatie leur semble « la meilleure parmi un ensemble de mauvaises options pour résoudre ce problème de plus en plus embarrassant²⁹⁶. » Comme le souligne Gallucci aux membres du CSN : « Peut-être ne réussirons-nous pas, mais ne pouvons pas ne pas essayer? »

²⁹² Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.132.

²⁹³ *Ibid.*, p.122.

²⁹⁴ *Idem.*

²⁹⁵ Un haut fonctionnaire du département d'État rapporte que certains généraux de l'état-major sont alors convaincus que « [s]ous aucune circonstance vous [l'administration Clinton] ne devriez négocier avec la Corée du Nord. Vous devriez les punir. [...]Lorsqu'on leur demandait comment devrait-on les punir, ils ne pouvaient élaborer davantage sur l'option militaire et s'en distançaient de plus en plus. » Cité dans : Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.282.

²⁹⁶ Litwak, Robert S. *Op.cit.*, p.198.

La détermination inébranlable du président Clinton pour la paix

Ce consensus au sein de l'administration démocrate est aussi consolidé par la détermination inébranlable du président Clinton pour une résolution pacifique de la crise. Cette attitude s'observe à plusieurs occasions tout au long du processus décisionnel. D'abord, lors des réunions du CSN, le mot d'ordre donné par le président pour orienter les débats est grandement révélateur de sa position : « Je ne veux pas entendre parler de menace d'emploi de la force ou encore de guerre. Il s'agit de discussions pour la paix²⁹⁷. » De plus, il communique fréquemment à ses conseillers sa propension favorable pour une intervention de Jimmy Carter en leur demandant davantage de détail sur cette possibilité. À son avis, l'option coercitive comporte beaucoup trop de risques, car ni l'imposition de sanctions économiques²⁹⁸, ni le recours à des frappes aériennes²⁹⁹ n'offrent à Pyongyang une porte de sortie lui permettant de se conformer à ses obligations imposées par le TNP sans perdre toute sa dignité. En revanche, mentionne-t-il, « la visite d'un ancien président permettra de leur [les Nord-Coréens] offrir une telle voie de retraite³⁰⁰. » Au cours d'une réunion du comité des Principaux, le 10 juin 1994, Clinton passe de la parole aux actes. Il demande à Gallucci d'aller rencontrer Carter à sa résidence de Plains, en Géorgie, pour lui résumer l'état de la situation et lui présenter le rôle que l'administration souhaite lui faire jouer³⁰¹.

Cette initiative suscite cependant une forte opposition à l'extérieur de l'administration. Le président sud-coréen Kim Young Sam communique directement avec son homologue américain pour lui faire part de son profond désaccord concernant la visite de Carter. Il recommande plutôt de poursuivre l'offensive diplomatique au Conseil de sécurité des Nations

²⁹⁷ Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.121.

²⁹⁸ Selon un de ses proches conseillers : « Je peux vous confirmer avec une confiance de 1000 % que le président ne souhaitait pas avoir recours aux sanctions économiques²⁹⁸. » Cité dans : *Idem*.

²⁹⁹ Selon Clinton, il est impensable d'attaquer le complexe nucléaire de Yongbyon pour détruire le plutonium produit par la Corée du Nord, d'autant plus, dit-il, qu'il s'agit de détruire quelque chose dont la taille se rapproche de celle de sa propre cannette de boisson gazeuse. Voir : Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.211.

³⁰⁰ Creekmore, Marion V. Jr. *A Moment of Crisis: Jimmy Carter, the Power of a Peacemaker, and North Korea's Nuclear Ambitions*. New York : Public Affairs, 2006, p.86.

³⁰¹ *Ibid.*, p.59.

Unies afin d'imposer de sévères sanctions économiques contre le régime nord-coréen. Les législateurs du Congrès sont aussi nombreux à faire pression sur la Maison-Blanche pour qu'elle applique de telles mesures coercitives³⁰². Les critiques les plus acerbes à l'égard de l'approche privilégiée par le président Clinton proviennent cependant de la presse écrite américaine. Plusieurs éditoriaux et lettres ouvertes dénoncent vertement la gestion de la crise par l'administration démocrate et l'accusent de mettre en péril la sécurité nationale du pays en négociant avec un État voyou³⁰³. En dépit de ce vent de protestations, Clinton maintient sa position. Le 13 juin, il donne son approbation à Jimmy Carter pour qu'il se rende en Corée du Nord à titre d'émissaire privé et présente l'offre américaine pour une reprise conditionnelle des négociations.

Des stratégies psychologiques bénéfiques pour la prise de décision

La détérioration accélérée de la situation dans la péninsule coréenne au printemps 1994 oblige l'élite décisionnelle à effectuer un choix difficile parmi les options élaborées pour gérer la crise. Toutefois, la prise de décision est facilitée par l'intervention des décideurs militaires auprès des membres du CSN. Leurs estimations des coûts et conséquences de l'option militaire favorisent l'instauration d'une pensée groupale pour l'emploi de la diplomatie. L'élite décisionnelle est alors confrontée à une question de nature morale voire d'éthique politique : souhaite-t-elle entraîner les États-Unis dans un conflit armé de grande envergure? Leur conviction idéologique pour la paix, leur perception d'un risque inhérent à l'intervention militaire concernant le plutonium nord-coréen ainsi que la détermination du président Clinton pour une résolution pacifique de la crise ont agi comme autant de facteurs en faveur de l'option diplomatique. Le consensus pour cette solution est à ce point établi au sein de l'administration Clinton qu'elle décide de placer tous ses espoirs dans l'intervention de Jimmy Carter auprès de Kim Il Sung, en dépit des nombreuses pressions provenant de l'extérieur du cercle décisionnel pour l'emploi de la coercition. Les propos de Thomas Hubbard appuient une telle hypothèse : « Comme nous étions à un cheveu d'aller en guerre,

³⁰² Voir : Hathaway, Robert et Tama Jordan. « The U.S. Congress and North Korea during the Clinton Years: Talk Tough, Carry a Small Stick ». *Asian Survey*. Vol. 44, no. 5 (2004), pp. 711-733.

³⁰³ Pour une revue de presse détaillée, voir : Sigal, Leon V. « Nuclear Diplomacy in the News – An Untold Story ». Chap. in. *Op.cit.* pp. 207 à 228.

si Jimmy Carter n'était pas allé en Corée du Nord, quelqu'un d'autre y aurait été³⁰⁴. » Le risque semble bien calculé par la Maison-Blanche puisque l'offre américaine est acceptée par le dirigeant nord-coréen et les négociations reprennent quelques semaines plus tard.

La pensée groupale identifiée au sein du CSN diffère quelque peu du phénomène décrit par Janis. En effet, nos recherches ne nous ont pas permis de relever un seul des huit facteurs favorisant une convergence conformiste qui entraîne une diminution sensible de la qualité des décisions³⁰⁵. Cette stratégie psychologique semble plutôt influencée par une attitude cognitive de *value-conflict acceptance*. En optant pour l'intervention d'un ancien président américain à un moment où les tensions sont plus élevées que jamais, les décideurs font preuve d'un leadership responsable. La proposition américaine pour une reprise des négociations représente alors un choix difficile à effectuer, étant donné l'influence significative qu'exercent les images préétablies de la Corée du Nord sur leur interprétation des événements. En effet, pourquoi un État voyou déterminé à obtenir l'arme nucléaire accepterait-il de négocier une entente de désarmement avec les États-Unis et de se conformer au régime de non-prolifération? Les décideurs ont accepté que certaines de leurs croyances fondamentales soient en conflit et ont choisi de s'accommoder d'un certain doute quant à la solution privilégiée³⁰⁶. De plus, la convergence conformiste au sein de l'administration Clinton n'a pas empêché une évaluation critique de l'ensemble des options envisagées. Nous sommes donc d'avis que la pensée groupale permet ici d'expliquer une réussite de politique étrangère plutôt qu'un déboire.

2.2 Les stratégies psychologiques de l'élite décisionnelle à l'œuvre au sein de l'administration W. Bush

L'historique de la seconde crise nucléaire a permis d'observer que l'administration W. Bush adopte un comportement fort similaire à celui de l'administration Clinton pour

³⁰⁴ *Ibid.*, p.132.

³⁰⁵ Voir : Janis, Irving. *Victims of Groupthink*. New York : Houghton Mufflin, 1972, p.9.

³⁰⁶ David, Charles-Philippe. *Op.cit.*, p.29

appréhender les velléités nucléaires nord-coréennes. En effet, la Maison-Blanche privilégie de nouveau la voie diplomatique après avoir envisagé le recours à des sanctions économiques. Cependant, Washington tergiverse pendant plus de six mois suite à l'admission du PUHE avant de rencontrer son adversaire communiste à la table des négociations. De plus, en dépit d'une situation nettement plus détériorée qu'en 1994 sur le plan de non-prolifération nucléaire, l'initiative des pourparlers n'est pas celle des États-Unis, mais plutôt de la Chine. Pour expliquer la participation tardive de l'administration W. Bush aux négociations multilatérales de Pékin, nous porterons attention à deux stratégies psychologiques auxquelles a eu recours l'élite décisionnelle républicaine tout au long du processus décisionnel. Dans un premier temps, nous analyserons l'attitude dilatoire qu'adopte l'administration républicaine à l'égard de la crise pour comprendre son immobilisme entre octobre 2002 et mars 2003. Dans un deuxième temps, il sera démontré que le choix de l'approche diplomatique en avril 2003 fait suite à la formulation de vœux pieux par les décideurs néoconservateurs concernant l'utilité des pourparlers multilatéraux de Pékin.

La procrastination à l'égard de la crise

Le comportement dilatoire des États-Unis au cours des premiers mois de la crise est principalement influencé par la perception qu'ont plusieurs décideurs à l'égard du principe même de la négociation avec le régime nord-coréen. Précédent la rencontre entre Kelly et Kang Sok Ju, ils ne placent alors qu'une confiance limitée, voire inexistante, dans la capacité du régime à honorer l'Accord-Cadre. De plus, cette entente de désarmement est fortement critiquée par plusieurs membres de la nouvelle administration. Pour Condoleezza Rice, cet accord « a tenté de soudoyer la Corée du Nord à abandonner ses armes nucléaires, mais il y a une faille inhérente à une telle approche, car la possibilité d'un mauvais calcul est très élevée³⁰⁷. » Les décideurs néoconservateurs de l'administration³⁰⁸ partagent aussi cet avis. Ils

³⁰⁷ Hwang, Jihwan. « Realism and U.S. Foreign Policy toward North Korea: the Clinton and Bush Administrations in Comparative Perspective ». *World Affairs*. Vol. 167, no. 1 (2004), p.17.

³⁰⁸ Nous faisons principalement référence au vice-président Dick Cheney, au secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, à son adjoint Paul Wolfowitz et au sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armements et de la sécurité internationale, John Bolton. Pour plus de détails sur ces figures influentes au sein de l'administration W.

considèrent que « l'Accord-Cadre ne résout pas le problème nucléaire nord-coréen, mais ne fait que le reporter à plus tard et rendra au fil du temps une solution encore plus difficile à atteindre³⁰⁹. » Il s'agit d'une entente incomplète puisqu'elle ne permet pas d'enrayer de façon définitive la menace que représente la Corée du Nord à la sécurité nationale américaine. Selon eux, les États-Unis n'ont pas à offrir de compensations à un État voyou pour qu'il se conforme aux normes imposées par le TNP et l'AIEA. Ils estiment qu'en 1994, le président démocrate a cédé au chantage d'un État voyou et à ses comportements illicites dans le domaine de la non-prolifération nucléaire.

Quelques semaines après les événements du 11 septembre 2001, les décideurs les plus réticents à négocier avec la Corée du Nord parviennent à redéfinir la « bold approach » privilégiée depuis juin. Advenant qu'un imbroglio survienne avec le régime de Kim Jong-il, les États-Unis ne doivent en aucun temps accepter de négocier bilatéralement avec ce dernier pour conclure une entente de désarmement³¹⁰. L'admission nord-coréenne d'un programme nucléaire clandestin en octobre 2002 vient donc renforcer cette perception établie voulant que Pyongyang ne soit pas digne de confiance pour honorer ses engagements avec Washington. Le PUHE constitue la preuve indiscutable des intentions malignes de leur adversaire communiste et « prouve aux décideurs néoconservateurs combien il avait été justifié d'avoir une vision très sceptique de Kim Jong-il et de l'Accord-Cadre³¹¹. » Les porte-étendards du paradigme du méchant ont alors toute la légitimité nécessaire pour recommander au président W. Bush le retrait des États-Unis de l'entente de 1994. Ils font aussi pression pour que l'administration républicaine fasse la sourde oreille aux nombreuses propositions nord-coréennes pour un entretien bilatéral afin de clarifier l'existence du PUHE.

Les quelques décideurs qui s'opposent à cette attitude dilatoire, tel que le secrétaire d'État Colin Powell et son adjoint Richard Armitage, sont rapidement mis à l'écart du

Bush, voir : Mann, James. *Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*. Penguin Books : New York, 2004.

³⁰⁹ Hwang, Jihwan. *Loc.cit.*, p.22.

³¹⁰ Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, p.54.

³¹¹ Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.224.

processus décisionnel³¹². Qui plus est, une certaine forme de censure est présente au sein de l'administration concernant la mise en œuvre d'une stratégie diplomatique. Par exemple, lorsqu'Armitage affirme, en mars 2003, devant le comité sur les affaires extérieures du Sénat, que les États-Unis devront tôt ou tard négocier avec la Corée du Nord pour résoudre la crise, le président W. Bush interdit aussitôt à tous ses secrétaires et à leurs personnels immédiats de faire référence en public à une quelconque forme de dialogue bilatéral avec Pyongyang³¹³.

Cette réaction du président républicain ne saurait surprendre étant donné sa profonde antipathie à l'égard du chef d'État nord-coréen. Lors d'une entrevue avec Bob Woodward, le président républicain affirme au journaliste : « Je hais Kim Jong-il! (...) J'ai une réaction viscérale à l'égard de cet individu³¹⁴. » Il considère ce dernier comme « une personne dangereuse³¹⁵. » De plus, Bush affiche une profonde méfiance à l'idée de négocier une entente de désarmement avec la Corée du Nord. Son désaccord à l'égard de l'approche favorisée par l'administration démocrate lors de la première crise nucléaire est sans équivoque :

« Avant c'était uniquement les États-Unis qui négociaient avec la Corée du Nord. Et lorsque que Kim Jong-il se comportait de façon à effrayer le monde, tout le monde disaient aux États-Unis : allez résoudre ce problème. J'ai l'impression que ça n'a pas fonctionné. Autrement dit, l'approche bilatérale n'a pas fonctionné. Il [Kim Jong-il] a dit qu'il s'engageait à faire quelque chose et il ne l'a pas fait³¹⁶. »

³¹² Bien qu'il se dise profondément troublé par cette admission, Powell considère qu'il est inutile d'y accorder une importance démesurée. Il souligne « [qu']aucun enfant nord-coréen ne peut se nourrir avec de l'uranium enrichi. C'est de l'or ridicule et sans valeur pour la Corée du Nord. » Colin Powell cité dans : Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.224.

³¹³ Manyin, Mark E. et al. *North Korea: A Chronology of Events, October 2002-December 2004*. CRS Report for Congress, mis à jour le 24 janvier 2005. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/man/crs/RL32743.pdf> (consulté le 10 mars 2007).

³¹⁴ George W. Bush cité dans : Woodward, Bob. *Bush at War*. New York: Simon and Schuster, 2002, pp.339-340.

³¹⁵ White House, The. *Press Conference, 18 avril, 2005*. Disponible [en ligne] : www.whitehouse.gov/news/releases/2005/04/18 (consulté le 16 mai 2007).

³¹⁶ *Idem*.

Lors de sa première communication avec son homologue sud-coréen Kim Dae-Jung, en février 2001, Bush est déconcerté lorsque celui-ci l'informe de sa politique de rapprochement mise en œuvre depuis 1998. Pritchard rapporte qu'au moment où Kim Dae-Jung commence à discuter de l'importance d'améliorer les rapports politiques et économiques avec la Corée du Nord, le président américain pose sa main sur le microphone du téléphone et demande aux gens qui se trouvent dans la pièce : « Qui est ce type? Je ne peux pas croire à quel point il est naïf³¹⁷. » Quelques mois plus tard, au cours de son premier sommet avec le président sud-coréen, Bush lui fait part de sa méfiance concernant le royaume ermite : « Lorsque vous avez une entente avec un État qui est si secret, comment pouvez-vous être certains qu'ils respecteront [*sic*] ou non les termes de l'accord?³¹⁸ »

Suite à l'éclatement de la crise nucléaire, cette perception partagée par plusieurs membres de l'élite décisionnelle à l'égard de la négociation bilatérale avec la Corée du Nord favorise l'adoption d'une attitude dilatoire. À défaut de pouvoir sanctionner Pyongyang par l'entremise du Conseil de sécurité étant donné l'opposition fervente de la Chine et de la Russie, l'administration W. Bush refuse d'élaborer une stratégie alternative telle que la diplomatie multilatérale et opte plutôt pour laisser la situation se détériorer davantage.

Les vœux pieux des néoconservateurs

En avril 2003, les pressions chinoises et sud-coréennes poussent Washington à rencontrer son adversaire communiste à la table des négociations plus de six mois après les événements d'octobre 2002. Si cette décision peut laisser croire à une nouvelle direction de la stratégie américaine, elle fait plutôt suite à la formulation de vœux pieux par plusieurs néoconservateurs concernant l'utilité du forum diplomatique proposé par Pékin. De tels pourparlers constituent, selon eux, l'endroit approprié pour convaincre les puissances régionales de la légitimité du recours à des sanctions économiques contre Pyongyang. Ils souhaitent alors mettre sur pied un front uni avec les deux alliés traditionnels du régime nord-

³¹⁷ Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, p.52.

³¹⁸ Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.213.

coréen afin d'exercer une pression consensuelle sur ce dernier et l'obliger à cesser ses activités illicites dans le domaine de la non-prolifération nucléaire³¹⁹.

Le comportement américain lors des premières rondes des pourparlers multilatéraux correspond à cette stratégie mise de l'avant par les faucons de l'administration républicaine. En effet, Kelly affirme alors que les États-Unis n'offriront aucune compensation à la Corée du Nord avant qu'elle n'ait réalisé un désarmement complet, vérifiable et irréversible de tous ses programmes nucléaires incluant le PUHE. En formulant des exigences aussi contraignantes, l'administration W. Bush poursuit deux objectifs. D'un côté, elle souhaite porter à l'attention des autres délégations l'absence de volonté de la Corée du Nord en ce qui a trait à la dénucléarisation de son territoire. De l'autre, elle espère que le refus nord-coréen d'obtempérer aux demandes américaines sera suffisant pour persuader les États participants d'avoir recours à des sanctions économiques pour réprimander le régime de Kim Jong-il et le contraindre à rebrousser chemin.

Toutefois, l'évolution des pourparlers à six illustre bien à quel point les décideurs néoconservateurs ont pris leur désir pour la réalité. Après trois rondes de pourparlers sans résultats, l'échec de la stratégie initiale de l'administration W. Bush est manifeste. Pékin, Moscou et Séoul considèrent l'attitude intransigeante dont fait preuve la délégation américaine tout simplement inadéquate et estiment que Washington doit être plus indulgent à l'égard de Pyongyang. Outre les États-Unis, aucune des parties ne souhaite exercer des pressions démesurées sur la Corée du Nord. Enfin, tous sont d'avis que les négociations doivent aboutir à la signature d'un accord de désarmement de grande envergure similaire à l'Accord-Cadre. Selon l'ancien directeur exécutif de la KEDO, Desaix Anderson, la stratégie initiale des États-Unis correspond effectivement à une forme de *wishful thinking*, car « la diplomatie signifie principalement la négociation entre deux parties dont les objectifs diffèrent. Il ne s'agit pas de coercition³²⁰. »

³¹⁹ McCormack, Gavan. *Op.cit.*, p.167.

³²⁰ Desaix Anderson cité dans : *Idem*.

Des stratégies psychologiques pernicieuses pour la prise de décision

Suite à l'éclatement de la crise nucléaire, les barrières psychologiques de plusieurs décideurs influents au sein de l'administration républicaine les amènent à croire qu'il est alors préférable pour les États-Unis d'éviter de négocier avec leur adversaire nord-coréen. À notre avis, ceux-ci ont établi une analogie historique entre les « nouvelles » ambitions nucléaires de la Corée du Nord et le comportement de l'administration Clinton en 1994. Étant convaincus que la présidence démocrate a cédé au chantage d'un État voyou en concluant une entente incomplète avec ce dernier, ils préfèrent adopter une attitude dilatoire à l'égard de la crise. Après la tentative infructueuse de Washington d'imposer des sanctions contre Pyongyang par l'entremise du Conseil de sécurité des Nations Unies, les décideurs influents au sein du CNS, avec l'appui du président, refusent d'explorer une solution alternative comme le proposent Powell et Armitage. Washington décide plutôt de tergiverser, en dépit du retrait nord-coréen du TNP, de l'expulsion des inspecteurs de l'AIEA du territoire de l'État communiste et du retraitement des tiges de combustibles irradiés du réacteur de Yongbyon.

Après une période de six mois de tergiversations, l'administration W. Bush accepte de mettre fin à son offensive onusienne pour imposer des sanctions économiques contre la Corée du Nord par l'entremise du Conseil de sécurité des Nations Unies et participe à des pourparlers multilatéraux à partir d'avril 2003. Cette volonté de compromis pour la voie diplomatique n'est pas aussi manifeste qu'en 1994, car derrière cette décision américaine se dissimulent les vœux pieux des décideurs néoconservateurs. Ces derniers comptent utiliser ce forum diplomatique comme un moyen pour mettre à l'épreuve la volonté nord-coréenne d'abandonner ses armes nucléaires contre une entente avec les États-Unis. La Maison-Blanche prend également pour acquis qu'elle parviendra à persuader les puissances régionales d'exercer des pressions sur le régime de Kim Jong-il si celui-ci refuse d'obtempérer au DCVI exigé par Washington. Toutefois, l'évolution des négociations nous indique que « le président et ses conseillers se sont entendus trop rapidement sur la nature du problème auquel ils sont confrontés, ainsi que sur la réponse à y apporter³²¹. » En effet, ce sont les États-Unis qui se retrouvent rapidement mis à l'écart du processus diplomatique et

³²¹ David, Charles-Philippe. *Op.cit.*, p.33.

dont l'attitude intransigeante est fortement critiquée par les autres délégations. Bien que le *wishful thinking* des décideurs néoconservateurs s'avère plutôt contre-productif lors des pourparlers à six, cette stratégie psychologique exerce néanmoins un rôle déterminant dans la participation américaine à ce forum diplomatique et l'abandon du projet de sanctions économiques.

Un second souffle pour la négociation ravivée par le président

Ce n'est qu'au cours du second mandat que la volonté de compromis de l'administration W. Bush pour résoudre la crise par la diplomatie devient plus évidente. La Maison-Blanche réalise l'échec de la stratégie mise de l'avant depuis avril 2003 et décide de véritablement négocier avec la Corée du Nord pour parvenir à une entente de désarmement. Selon Aaron Friedberg, l'ancien conseiller pour la sécurité nationale du vice-président Cheney, « le président a fait un choix significatif : bien qu'il ne puisse tolérer Kim Jong-il comme une personne ou un chef d'État, il est prêt à prendre une chance et à conclure une entente³²² » qui mettrait fin au programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord. Ainsi, Bush cesse de concevoir les pourparlers à six comme un lieu permettant d'exercer des pressions sur le régime nord-coréen, mais plutôt comme une voix collective ayant pour objectif de convaincre un dirigeant de changer son comportement à l'aide du dialogue et du compromis³²³. Qui plus est, il reconnaît également que ces pourparlers « exigent une certaine patience, puisque Kim Jong-il a été habitué à négocier de façon bilatérale avec les États-Unis³²⁴. »

Cette attitude du président W. Bush diffère considérablement de celle adoptée peu après l'éclatement de la seconde crise nucléaire. Pyongyang avait alors proposé à Washington de conclure un traité de paix afin d'apaiser les inquiétudes nord-coréennes concernant la doctrine américaine d'attaque préventive contre les États voyous et de changement de régime. La Maison-Blanche avait aussitôt rejeté du revers de la main une telle demande. De plus,

³²² Aaron Friedberg cité dans : Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, p.135.

³²³ Sanger, David E. « Bush Sees Slight Opening For North Korea Progress », *New York Times*, 23 octobre 2004, p.A12.

³²⁴ *Idem.*

Bush avait ordonné à son vice-président de s'assurer que les États-Unis n'amorcent aucune négociation avec les tyrannies de ce monde³²⁵. En octobre 2004, le président républicain manifeste une volonté de compromis plus explicite en admettant « [qu']il y a peut-être d'autres façons d'envisager ce dossier [traité de paix avec la Corée du Nord]³²⁶ » à condition que Pyongyang accepte de mettre fin à ses programmes nucléaires. Si Bush rejette la possibilité d'un traité de paix bilatérale avec l'État communiste devant faire l'objet d'une ratification sénatoriale, il suggère cependant qu'une garantie de sécurité multilatérale soit offerte à la Corée du Nord par Washington, Pékin, Moscou, Séoul et Tokyo. Bien que ce projet soit alors très vague, il n'en demeure pas moins que

« la décision de Bush de trouver une façon d'offrir une telle garantie à la Corée du Nord – en dépit des opposants au sein de son administration qui ont clairement affirmé qu'il est inutile pour les États-Unis de négocier quoique ce soit avec la Corée du Nord – représente un changement subtil, mais significatif de son approche à l'égard de la crise nucléaire³²⁷. »

Nous croyons que l'adoption d'une attitude cognitive de *value-conflict acceptance* par le président influence en grande partie sa décision de privilégier pour de bon les pourparlers multilatéraux afin de résoudre le litige avec Pyongyang. En effet, il semble que Bush accepte « comme inévitable un conflit entre ses valeurs et compos[e] avec ce conflit, en faisant preuve d'un leadership responsable et flexible³²⁸. » Bien qu'il n'ait alors aucune garantie que les négociations permettent d'aboutir à une entente de désarmement, le président se fait à l'idée qu'un certain doute persiste quant à la solution choisie et décide de négocier avec un dirigeant qu'il abhorre. Afin d'atteindre son objectif de retirer à Pyongyang la capacité de menacer la sécurité nationale des États-Unis en développant des armes nucléaires, Bush accepte qu'il soit désormais nécessaire que son administration prolonge la durée de vie d'une

³²⁵ « J'ai reçu comme instructions par le président de m'assurer que nous ne négocierons avec aucune des tyrannies de ce monde. Nous ne négocions pas avec le Mal, nous le mettons en échec. » Dick Cheney cité dans : Daaler, Ivo H. *Only Real Negotiations Can Test North Korea*. Disponible [en ligne] : <http://www.americanprogress.org/issues/2004/02/b34769.html> (consultée 5 mars 2006).

³²⁶ Sanger, David E. *Loc.cit.*, p.A12.

³²⁷ *Idem.*

³²⁸ David, Charles-Philippe. *Op.cit.*, p.29.

dictature en offrant des concessions économiques et énergétiques contre un désarmement. Ce comportement américain est d'ailleurs similaire à celui adopté à l'égard du régime libyen en 2004, lorsque Washington avait accepté que le général Kadhafi demeure au pouvoir à condition qu'il abandonne ses programmes d'armes de destruction massive. Ces observations nous permettent de conclure que le facteur perceptuel améliore notre compréhension des particularités de la réponse diplomatique de l'administration républicaine lors de la seconde crise nucléaire avec la Corée du Nord.

CHAPITRE III

LA STRATÉGIE DIPLOMATIQUE AMÉRICAINE À L'IMAGE DES INTÉRÊTS SECTORIELS AU SEIN DE L'APPAREIL DÉCISIONNEL

Si les deux administrations américaines optent pour une stratégie diplomatique pour gérer les crises nucléaires avec la Corée du Nord, rien ne garantit pour autant que les négociations puissent aboutir à une entente de désarmement. En effet, l'historique des pourparlers de Genève et de Pékin a permis d'illustrer qu'un chemin considérable reste à parcourir lorsque ceux-ci débutent. Dans cette section, nous souhaitons souligner l'influence exercée par le facteur organisationnel sur le comportement des États-Unis tout au long des négociations avec le régime nord-coréen. Il sera démontré que la capacité de réorganisation et d'adaptation du processus décisionnel agit de façon prépondérante sur l'attitude de la délégation américaine. À Genève, le comportement coopératif des États-Unis est facilité par une réorganisation prompte du processus décisionnel avant le début des pourparlers. Ceci permet une gestion efficace des luttes bureaucratiques qui opposent alors le camp des mesures de sûreté à celui du démantèlement. Sous George W. Bush, la réorganisation tardive d'une administration divisée entre un département de la Défense sceptique et un département d'État plus pragmatique à l'égard des négociations semble être à l'origine de l'attitude indulgente adoptée par la délégation américaine à partir de la quatrième ronde des pourparlers à six.

3.1 Les querelles bureaucratiques au sein de l'administration Clinton

Tout au long de la première crise nucléaire, l'administration Clinton est fortement divisée entre un camp mettant l'accent sur les mesures de sûreté de l'AIEA et un autre insistant sur le démantèlement complet des installations nucléaires nord-coréennes. La première tendance, principalement représentée par le département d'État, a pour

« priorité que Pyongyang rejoigne le TNP et se conforme d'abord aux mesures de sûreté, incluant les inspections spéciales. En retour, les États-Unis essaieraient d'apaiser les craintes nord-coréennes à propos de la menace nucléaire américaine, mais aussi d'amorcer un processus de normalisation en établissant des relations diplomatiques et en commençant à lever certaines sanctions économiques³²⁹. »

Ce camp supporte également le projet des réacteurs nucléaires à usage civil, à condition que la Corée du Nord s'engage à poser des gestes concrets concernant le démantèlement de son infrastructure nucléaire. Il n'est pas non plus exclu qu'un traité de paix soit signé avec l'État communiste, advenant que la situation s'améliore de façon significative. Le camp des mesures de sûreté propose de parvenir à deux ententes distinctes. La première d'entre elles établirait la ligne directrice ainsi que les grands principes d'un second accord plus détaillé et qui comporterait les étapes devant être complétées par chacune des parties³³⁰. Ainsi, le département d'État est nettement en faveur d'un processus d'engagement de la Corée du Nord s'échelonnant sur une longue période de temps.

La seconde tendance, défendue par le département de la Défense, porte principalement sur la production de matériel nucléaire du royaume ermite. Ce camp

se [concentre] d'abord sur la suspension et le démantèlement des principales installations nucléaires, particulièrement les réacteurs et l'usine de retraitement de plutonium. Les inspections spéciales [sont] secondaires et [peuvent] être remises à plus tard³³¹. »

Les décideurs appartenant à cette tendance sont particulièrement préoccupés par le plutonium déjà produit par Pyongyang ainsi que par les 8000 tiges de combustibles irradiés qui ont été retirées du réacteur de Yongbyon à la fin du mois de mai 1994. À leur avis, il est prioritaire de stopper cette menace nucléaire en dépossédant l'État communiste de toute matière fissile, plutôt que de renforcer le régime de non-prolifération que constitue le TNP. Le Pentagone ne

³²⁹ Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.140.

³³⁰ *Idem.*

³³¹ *Idem.*

s'oppose cependant pas à ce que des compensations soient offertes à la Corée du Nord pour qu'elle entreprenne un processus de désarmement. Plusieurs décideurs du département de la Défense, dont le secrétaire William Perry et son adjoint John Deutch, appuient le projet des réacteurs nucléaires à usage civil, à condition que ceux-ci soient construits après le démantèlement complet du réacteur de Yongbyon. Enfin, ce camp défend l'idée d'une seule entente qui serait proposée aux négociateurs nord-coréens dès le début des pourparlers et qui serait à prendre ou à laisser³³².

Un processus décisionnel inopérant

Entre l'été 1993 et l'hiver 1994, le processus décisionnel à l'égard de la crise nucléaire subit les contrecoups de la gestion inefficace des conflits bureaucratiques au sein de l'administration démocrate. La prise de décision est alors fortement hiérarchisée et ne permet pas aux principaux décideurs de suivre attentivement l'évolution de la situation dans la péninsule. Par exemple, les hauts fonctionnaires impliqués quotidiennement dans le dossier nord-coréen sont tenus à l'écart de la plupart des réunions du CSN et ne rencontrent que rarement leurs supérieurs hiérarchiques.

Pour assurer un minimum de coordination décisionnelle, des comités interagences ont été mis sur pied par le conseiller à la sécurité nationale Anthony Lake, en juin 1993. Cependant, Gallucci, Poneman et Wit, qui étaient au nombre des participants³³³, décrivent ce processus comme étant long, pénible et récurrent³³⁴. Ils rapportent que les débats au sein de ces comités sont alors mal encadrés et ne permettent pas d'aboutir à des positions consensuelles. Les recommandations qui sont ensuite transmises aux comités des Députés et des Principaux (décideurs) entraînent des décisions parfois contradictoires. À titre d'exemple, alors que le département d'État tente de maintenir un dialogue avec Pyongyang dans des circonstances difficiles, le département de la Défense reçoit l'approbation de la

³³² *Idem.*

³³³ Daniel B. Poneman est l'assistant spécial du président et directeur pour la non-prolifération sur le CSN. Joel S. Wit est conseiller spécial de Robert Gallucci pour les politiques nucléaires.

³³⁴ Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.139.

Maison-Blanche, en janvier 1994, pour le déploiement en Corée du Sud de batteries de missiles *Patriot*.

De plus en plus préoccupés par ce genre de décisions, l'ambassadeur des États-Unis en Corée du Sud, James Laney, et le général Gary Luck se rendent à Washington le mois suivant pour exprimer leur mécontentement concernant l'orientation incohérente des politiques de l'administration démocrate. Étant donné le risque accru d'une escalade incontrôlée de la situation, ils demandent alors à la Maison-Blanche d'accorder une plus grande priorité à la crise et de coordonner de façon plus harmonieuse le processus décisionnel.

3.2 La réorganisation prompte et efficace d'une administration divisée

Après avoir été informé par le vice-président Gore des inquiétudes de Laney et Luck, Clinton ordonne la mise sur pied du Groupe Sénior de Coordination des Politiques sur la Corée (GSCPC). Gallucci, alors assistant-secrétaire d'État pour les affaires politico-militaires, est promu au rang d'ambassadeur itinérant³³⁵, le 4 avril. Le président Clinton lui confie le mandat « de coordonner le processus décisionnel concernant la Corée du Nord et de rationaliser les luttes bureaucratiques entre le département d'État, de la Défense, l'état-major et les services de renseignements³³⁶. »

Cette réorganisation entraîne aussitôt trois changements majeurs au sein de l'administration lesquels vont directement contribuer au comportement coopératif de la délégation américaine tout au long des pourparlers de Genève. Premièrement, la mise sur pied du GSCPC permet une gestion nettement plus efficace des luttes bureaucratiques qui opposent le camp des mesures de sûreté à celui du démantèlement. Après quelques réunions de ce comité interagence³³⁷, « un consensus [émerge] rapidement voulant que la seule option

³³⁵ Contrairement à l'ambassadeur de carrière, l'ambassadeur itinérant n'occupe pas un poste dans une ambassade à l'étranger, mais a plutôt pour fonction de travailler sur un problème particulier de politique étrangère.

³³⁶ Oberdorfer, Don. *Op.cit.*, p.302.

³³⁷ Les propos d'un haut fonctionnaire évoquent clairement l'atmosphère qui y règne lors de ces réunions : « Tout le monde adoptait une position institutionnelle classique. Le département de la Défense intervenait en

viable [soit] de négocier une entente qui comporte les principales étapes et qui permet à chaque partie de surveiller le comportement de l'autre avant de s'engager davantage³³⁸. » Avec l'appui de Lake, Gallucci négocie pour que les inspections spéciales de l'AIEA et le démantèlement des installations nucléaires nord-coréennes soient inclus dans un accord éventuel, mais reportés après la livraison des principaux éléments des deux RNUC³³⁹. Pour parvenir à cette position consensuelle, chacun des deux camps doit faire un compromis. D'un côté, le département de la Défense consent à ce que la priorité des pourparlers soit accordée à la conformité de la Corée du Nord aux normes imposées par le régime de non-prolifération et aux inspections de routine de l'AIEA. De l'autre, le département d'État accepte que les inspections spéciales de l'agence soient prorogées et que les négociations pour un traité de paix ne fassent pas partie d'une entente avec l'État communiste.

Deuxièmement, les réunions du GSCPC permettent à Gallucci d'acquérir une parfaite connaissance de la position officielle de l'administration et d'être préalablement exposé aux préférences des acteurs bureaucratiques impliqués dans le dossier nord-coréen. Ainsi, il débute les négociations de Genève avec un plan de match détaillé ayant reçu l'approbation de l'élite décisionnelle. De plus, Gallucci bénéficie d'une marge de manœuvre fort utile qui lui permet de s'entretenir seul à seul avec son homologue nord-coréen, Kang Sok Ju, lorsque les pourparlers achoppent sur un point litigieux.

Troisièmement, ce comité interagence assure une adaptation continuelle de l'administration Clinton par rapport à l'évolution des négociations. L'historique des pourparlers de Genève a permis d'illustrer les nombreux efforts déployés par plusieurs hauts fonctionnaires entre chacune des trois sessions qui divisent cette troisième ronde de pourparlers de haut niveau en les deux belligérants³⁴⁰. Cette mobilisation diplomatique est

disant, nous ne sommes pas tellement préoccupés par l'IAEA et les mesures de sûreté. Nous sommes préoccupés par le plutonium. Le département d'État présentait ensuite son point de vue qui était complètement opposé. » Cité dans : Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.232.

³³⁸ Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Galluci. *Op.cit.*, p.141.

³³⁹ Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.189.

³⁴⁰ La première session se déroule le 8 juillet, la seconde a lieu du 5 au 12 août et la troisième du 23 septembre au 21 octobre 1994.

grandement facilitée par le GSCPC qui se réunit fréquemment pour formuler de nouvelles contre-propositions aux offres faites par la délégation nord-coréenne. Gallucci est également appuyé par Lake lequel assume pleinement son rôle d'honnête courtier³⁴¹ en s'assurant d'établir un consensus entre le camp des mesures de sûreté et celui du démantèlement.

En consultant le texte de l'Accord-Cadre, on remarque que les compromis établis au sein de GSCPC se répercutent sur ce document³⁴². En effet, la Corée du Nord doit d'abord réintégrer le TNP et autoriser la reprise des inspections de routine de l'AIEA. Les inspections spéciales et le démantèlement de son infrastructure nucléaire seront toutefois effectués « lorsqu'une portion significative du projet des RNUC sera complétée, mais avant la livraison des composantes essentielles [des réacteurs]³⁴³. » De plus, le projet d'un traité de paix pour remplacer l'armistice de 1953 n'est pas inclus dans l'accord. Il est plutôt question d'un processus de normalisation des relations diplomatiques entre les deux belligérants s'échelonnant sur plusieurs années. Enfin, le plutonium demeure en territoire nord-coréen, mais les deux parties s'engagent à

« coopérer pour trouver une méthode afin d'entreposer de façon sécuritaire les tiges de combustibles irradiés du réacteur de 5 MW au cours de la construction du projet des RNUC, puis de se débarrasser des combustibles de telle manière que cela ne permette pas le retraitement par la Corée du Nord³⁴⁴. »

À notre avis, ces observations mettent en évidence les répercussions bénéfiques d'une réorganisation efficace du processus décisionnel par l'administration Clinton sur le comportement coopératif de la délégation américaine tout au long des négociations de

³⁴¹ Un haut fonctionnaire du CSN rapporte que « Lake se percevait davantage tel un honnête courtier plutôt qu'un entrepreneur politique. » Cité dans : Sigal, Leon V. *Op.cit.*, p.53.

³⁴² Rappelons que le consensus établi au sein du GSCPC avant le début des pourparlers est que « la seule option viable [soit] de négocier une entente qui comporte les principales étapes et qui permet à chaque partie de surveiller le comportement de l'autre avant de s'engager davantage. » Voir : Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Galluci. *Op.cit.*, p.141.

³⁴³ Voir : The Korean Peninsula Energy Development Organization. *Agreed Framework Between the United States of America and the Democratic People's Republic of Korea*. Disponible [en ligne] : <http://www.kedo.org/pdfs/AgreedFramework.pdf> (consulté le 2 juillet 2006).

³⁴⁴ *Idem.*

Genève. La mise sur pied d'un comité interagence en avril 1994 favorise une coordination efficace de l'élaboration des politiques et permet d'éviter que les intérêts sectoriels ne viennent paralyser la prise de décision au cours d'une période où l'adaptation à l'évolution des événements est primordiale.

3.3 Les querelles bureaucratiques au sein de l'administration W. Bush

Précédent le début des pourparlers de Pékin, l'administration W. Bush est profondément divisée en deux camps. D'un côté, le camp des sceptiques rassemble principalement des décideurs provenant du département de la Défense, tel que le secrétaire Rumsfeld, son adjoint Wolfowitz et le sous-secrétaire pour les politiques Douglas Feith³⁴⁵. Partisans de la ligne dure contre la Corée du Nord, ils sont d'avis que les pourparlers multilatéraux doivent avoir pour objectif principal d'imposer à l'État communiste un démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ses installations nucléaires³⁴⁶. En outre, ils s'opposent à ce que l'administration républicaine offre des concessions au royaume ermite, car celles-ci représenteraient alors une forme de récompense pour ses comportements illicites.

L'autre tendance est représentée par les décideurs du département d'État³⁴⁷. Selon Powell, Armitage et Pritchard, une entente avec Pyongyang peut être négociée en toute bonne foi et permettre de mettre fin au programme nucléaire nord-coréen. Pour ce faire, les États-Unis doivent d'abord insister pour que la Corée du Nord retourne au sein du TNP et réadmette les inspecteurs de l'AIEA sur son territoire. Si son programme nucléaire au plutonium est placé sous la supervision de l'agence onusienne, le démantèlement immédiat de son infrastructure nucléaire est de moindre importance et peut être reporté à plus tard.

³⁴⁵ Le camp des sceptiques trouve aussi preneur chez la plupart des décideurs néoconservateurs de l'administration républicaine tels que Richard Cheney, John Bolton, Lewis Libby et Richard Perle. Voir : McCormack, Gavan. *Op.cit.*, p. 172 ; Pritchard, Charles L. « Influencing the Bush team ». In *Op.cit.*, pp.45-56.

³⁴⁶ Berry, William E. « The North Korea Nuclear Weapons Program : A Comparison of the Negotiating Strategies of the Clinton and Bush Administrations ». In *Perspectives on U.S. Policy Toward North Korea: Stalemate of Checkmate*. Oxford: Lexington Books, 2006, p.12.

³⁴⁷ Hamisch, Sebastian. *Loc.cit.*, p.859.

Cette seconde tendance croit cependant qu'il serait tout à l'avantage de l'administration W. Bush d'offrir des compensations au régime de Kim Jong-il pour permettre que des progrès soient effectués rapidement. Par exemple, Powell propose de remettre sur les rails le projet de la KEDO, si le gouvernement nord-coréen manifeste une volonté tangible de coopérer avec les États-Unis et l'AIEA.

Les conséquences pernicieuses d'un processus décisionnel désorienté

Entre la rencontre trilatérale de Pékin en avril 2003 et la troisième ronde des pourparlers à six en juin 2004, nous avons précédemment illustré le fait que la délégation américaine se comporte de façon intransigeante à l'égard de la Corée du Nord. Nous sommes d'avis que son manque de flexibilité s'explique en grande partie par les nombreux ratés qui caractérisent le processus décisionnel au sein de l'administration républicaine suite à l'éclatement de la seconde crise nucléaire.

Le système de la prise de décision est alors caractérisé par une double structure. D'une part, la structure plus formelle qu'est le CSN est grandement affaiblie par le rôle effacé, voire marginalisé, de la conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice. Selon David Ignatius, « le système du CSN ne fonctionne pas comme il le devrait en ne permettant pas d'établir une position consensuelle au sein d'une administration divisée³⁴⁸. » Le manque d'encadrement du processus décisionnel par Rice permet aux querelles bureaucratiques et idéologiques de s'envenimer davantage et de paralyser l'élaboration des politiques. Face aux positions antagoniques entre le Pentagone et le département d'État, « Rice et ses adjoints échou[ent] pour faciliter les compromis³⁴⁹. » D'autre part, la présence d'un réseau informel essentiellement formé par des gens du département de la Défense avec l'appui du vice-président Cheney accentue l'autorité déjà amoindrie du CSN. Pritchard rapporte que certaines décisions se prennent alors en secret sans qu'aucun débat n'ait eu lieu au sein des comités interagences tels que celui des Principaux (décideurs) et des Députés. Cette structure parallèle empêche une gestion efficace des conflits bureaucratiques.

³⁴⁸ Ignatius, David. « A Foreign Policy Out of Focus », *Washington Post*, 2 septembre 2003, p.A21.

³⁴⁹ *Idem*.

Il est possible de constater les conséquences néfastes de cette double structure décisionnelle sur le comportement de la délégation américaine, en portant attention à l'élaboration de la position des États-Unis précédant la rencontre trilatérale de Pékin. Quelques jours avant le départ de James Kelly, Pritchard, alors principal haut fonctionnaire responsable des négociations avec la Corée du Nord, lui rédige un mémorandum énumérant les principaux objectifs de l'administration. Pour permettre que des progrès soient rapidement effectués, il recommande de ne pas insister outre mesure sur le PUHE ainsi que de chercher à s'entretenir bilatéralement avec les négociateurs nord-coréens³⁵⁰. Au lieu de faire approuver le document par Powell, Kelly reçoit plutôt l'ordre de la Maison-Blanche d'organiser une réunion avec les représentants des différentes agences afin de passer en examen chacune des instructions données par Pritchard.

Lors d'une rencontre ayant lieu le 17 avril, sans la présence d'un officiel du CSN pour arbitrer les débats, les décideurs du département de la Défense font connaître leur opposition véhémement « à toute forme de contacts pouvant s'apparenter de près ou de loin à des discussions bilatérales avec les Nord-Coréens³⁵¹. » Au terme de la réunion, aucune position consensuelle n'est établie. Quelques heures plus tard, une nouvelle liste d'instructions approuvées par Rice est remise à Kelly. Ce dernier reçoit l'ordre de suivre à la lettre un texte qui rappelle à Pyongyang son obligation d'entreprendre sans délai le DCVI de ses installations nucléaires et qu'il est hors de question que Washington n'offre une quelconque concession en retour³⁵². Selon Pritchard, cette situation illustre à la fois l'inefficacité des structures formelles du processus décisionnel ainsi que la présence nuisible d'un système informel auquel ont recours plusieurs décideurs néoconservateurs. En effet, les nouvelles instructions n'ont en aucun temps été discutées au sein d'un comité interagence et reflètent en tous points la position défendue par les partisans de la ligne dure envers le régime de Kim Jong-il³⁵³.

³⁵⁰ Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, pp.64-65.

³⁵¹ *Idem.*

³⁵² Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.240.

³⁵³ Se sentant de plus en plus marginalisé au sein de l'administration républicaine, Pritchard remet sa démission à Powell le lendemain. Il est alors un des seuls experts de l'administration républicaine sur la Corée du

Au cours de la rencontre trilatérale de Pékin, les instructions données à Kelly favorisent l'adoption d'une attitude intransigeante de sa part. Non seulement ce dernier n'a alors aucune marge de manœuvre pour négocier d'une quelconque manière avec ses homologues nord-coréens, mais ses actions sont constamment surveillées par le directeur des affaires asiatiques au sein du CSN, Michael Green, et le sous-secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires de l'Asie-Pacifique, Richard Lawless³⁵⁴. Le comportement de la délégation américaine demeure tout aussi inflexible jusqu'à la troisième ronde des pourparlers à six en août 2004³⁵⁵, puisque qu'aucune réorganisation ne survient au sein de l'administration W. Bush avant la fin du premier mandat.

3.4 La réorganisation tardive d'une administration sclérosée

Suite à sa réélection en novembre 2005, le président républicain prend trois décisions majeures pour réorganiser le processus décisionnel et favoriser la résolution de la crise par l'entremise du forum diplomatique multilatéral. En premier lieu, il nomme Condoleezza Rice au poste de secrétaire d'État. Cette dernière affiche aussi le même pragmatisme que son prédécesseur à l'égard des pourparlers à six et espère que ceux-ci permettront d'aboutir à une entente de désarmement. En deuxième lieu, Christopher Hill succède à James Kelly comme assistant-secrétaire d'État pour les affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique et est aussi nommé à la tête de la délégation américaine à titre d'ambassadeur itinérant. Contrairement à Kelly, Hill bénéficie d'une vaste expérience au sein de négociations qui se déroulent dans des

Nord et le haut fonctionnaire ayant la plus grande expérience avec le négociateur à la tête de la délégation nord-coréenne, Li Gun. Avant de remettre sa démission, il prévient Powell qu'en raison des nouvelles instructions données à Kelly, la rencontre trilatérale sera un véritable dialogue de sourds et ne permettra pas de convaincre la Corée du Nord de cesser le retraitement des tiges de combustibles irradiés alors en cours à Yongbyon. Voir : Pritchard, Charles L. *Op.cit.*, pp.64-65.

³⁵⁴ Lee, Chae-Jin. *Op.cit.*, p.233.

³⁵⁵ Par exemple, précédant la seconde ronde des pourparlers, le président W. Bush « donn[e] pour instruction à la délégation de réitérer que le support de son administration pour le processus de négociations dépend de l'engagement de la Corée du Nord de démanteler ses programmes [nucléaires] de façon complète, vérifiable et irréversible. » Voir : Kessler, Glenn. « Bush Signals Patience on North Korea Is Waning – Directive Sent to Team At Talks in Beijing », *Washington Post*, 4 mars 2004, p.A14.

contextes parfois difficiles³⁵⁶. De plus, il possède une très bonne connaissance du dossier nord-coréen et des dynamiques régionales, après avoir occupé le poste d'ambassadeur des États-Unis en Corée du Sud au cours des deux dernières années. En troisième lieu, le président W. Bush décide de revenir à un processus décisionnel plus formel. Après qu'il ait demandé à Hill d'assurer la coordination de la politique envers la Corée du Nord, ce dernier met aussitôt sur pied un comité interagence avec l'aide du nouveau conseiller pour la sécurité nationale, Stephen Hadley, afin de faciliter les compromis entre les deux camps qui divisent l'administration.

Ces nombreux changements permettent une résolution rapide des querelles bureaucratiques. D'un côté, les décideurs sceptiques du département de la Défense acceptent que la délégation américaine cesse de faire référence au DCVI ainsi qu'au PUHE lors des négociations. De plus, ils donnent leur aval pour que Hill puisse s'entretenir bilatéralement avec Kim Gye-gwan afin de surmonter certains obstacles. De l'autre, les décideurs plus pragmatiques du département d'État sont d'accord pour qu'une éventuelle entente ne mette en oeuvre qu'un engagement prudent de l'État communiste. Bien qu'une aide énergétique soit offerte au régime de Kim Jong-il, ce dernier doit entreprendre sans délai des mesures concrètes pour le démantèlement de ses programmes nucléaires.

Ce consensus au sein de l'administration W. Bush se traduit par une plus grande flexibilité de la délégation américaine³⁵⁷ dès la reprise des pourparlers. Au terme de la quatrième ronde en septembre 2005, les parties aboutissent à une entente préliminaire qui trace les grandes lignes d'une entente de désarmement de grande envergure. Le 13 février 2007, les six parties concluent la *Déclaration Conjointe de la Troisième Session de la Cinquième Ronde des Pourparlers à Six*, un accord historique qui vient mettre un terme à la seconde crise nucléaire nord-coréenne. À l'instar de l'Accord-Cadre de 1994, les compromis négociés au sein de l'administration républicaine se répercutent sur cette nouvelle entente. En effet, la Corée du Nord s'engage à procéder à la fermeture définitive du réacteur de

³⁵⁶ Christopher Hill est négociateur en chef adjoint des États-Unis lors de la conférence de Dayton en novembre 1995 qui a pour objectif de mettre fin au conflit interethnique en Bosnie-Herzégovine.

³⁵⁷ Voir les pages 61 à 63.

Yongbyon au cours des soixante prochains jours, après quoi une aide énergétique de 50 000 tonnes de pétrole lui sera attribuée. Si Pyongyang démantèle complètement son infrastructure nucléaire, l'aide énergétique offerte se chiffre à 950 000 tonnes de pétrole. De plus, les États-Unis reconnaissent le droit de la Corée du Nord à l'énergie nucléaire civile, mais refusent d'aborder cette question immédiatement. Washington estime qu'il est préférable d'attendre le moment approprié pour envisager la remise sur pied de la KEDO, soit après que Pyongyang ait complété plusieurs étapes significatives sur le plan de la dénucléarisation de sa posture militaire³⁵⁸. Cet accord est donc à l'image d'une politique d'engagement prudent du royaume ermite qui symbolise à la fois le pragmatisme du département d'État de même que le scepticisme du département de la Défense.

L'influence considérable du facteur organisationnel

Les pistes de réflexion offertes par l'approche organisationnelle permettent d'expliquer plusieurs aspects du comportement américain tout au long des négociations avec la Corée du Nord. En premier lieu, il ne fait aucun doute que les deux administrations ne forment pas des acteurs unitaires et rationnels, mais qu'elles sont plutôt constituées d'un certain nombre de joueurs individuels représentant diverses organisations³⁵⁹.

En deuxième lieu, nous remarquons que les décideurs qui participent au processus décisionnel, en tant que représentants de leur organisation, sont sensibles aux intérêts défendus par celle-ci de même qu'à son orientation. Bien que la notion de la territorialité bureaucratique soit plus difficile à mettre en valeur dans le cas de la non-prolifération nucléaire³⁶⁰, il n'en demeure pas moins que les deux principaux acteurs impliqués dans l'élaboration de la position américaine au sein des négociations, soit les départements d'État

³⁵⁸ Voir : Ministère des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine. *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx/t212707.htm> (consultée le 2 mars 2006).

³⁵⁹ Allison, Graham et Philipp Zelikow. *Op.cit.*, p.298.

³⁶⁰ Contrairement à la conduite des opérations militaires ou encore des relations diplomatiques avec un autre État, la non-prolifération nucléaire ne fait pas partie des principales priorités d'un département en particulier. Voir : Rosati, Jerel A. *The Politics of United States Foreign Policy*. Belmont : Wadsworth/Thomson Learning, 2004, pp.139, 162-163.

et de la Défense, « sont davantage guidés par des objectifs parochiaux que par une vision globale de la politique étrangère à mener³⁶¹. » En effet, lors des deux crises nucléaires, les décideurs du département d'État placent une emphase particulière sur l'assujettissement de la Corée du Nord avec le TNP ainsi que sa collaboration complète avec l'AIEA. En outre, ils accordent une grande importance pour la normalisation de la relation diplomatique entre les deux belligérants. Ces priorités communes au camp des mesures de sûreté, en 1994, ainsi qu'à celui des pragmatiques, en 2003, correspondent à certains intérêts sectoriels du département d'État. D'une part, cette organisation estime qu'il est important que les institutions internationales auxquelles les États-Unis participent fonctionnent adéquatement et soient respectés par l'ensemble des États membres, car celles-ci représentent une plateforme de premier ordre pour l'avancement des objectifs de la politique étrangère américaine telle que la non-prolifération des armes de destruction massive³⁶². D'autre part, elle a pour mission de veiller au développement des rapports diplomatiques avec les autres États³⁶³. Le cas de la Corée du Nord est particulièrement intéressant à cet égard, dans la mesure où le département d'État doit simultanément s'assurer que les politiques américaines permettent de consolider une relation diplomatique fragile avec Pyongyang tout en évitant de nuire à celle avec Séoul. Ceci permet de comprendre pourquoi lors de chacune des crises nucléaires, les décideurs de ce département insistent pour que les ententes de désarmement conclues avec le régime nord-coréen favorisent un rapprochement entre les deux Corées³⁶⁴.

Pour sa part, le département de la Défense a pour mandat d'assurer la sécurité nationale des États-Unis. Les positions adoptées par le camp du démantèlement en 1994, et celui des

³⁶¹ Battistella, Dario. *Op.cit.*, p.343.

³⁶² Jentleson, Bruce W. *American Foreign Policy: The Dynamics of Choice in the 21st Century (second edition)*. W.W. Norton & Company, 2004, p.431.

³⁶³ Rosati, Jerel. *Op.cit.*, p.139.

³⁶⁴ Cette particularité est davantage mise en évidence lors des négociations bilatérales de Genève. Étant donné l'absence de Séoul à la table des négociations, Washington insiste pour que la Déclaration Conjointe Nord-Sud sur la Dénucléarisation de la Péninsule Coréenne du 31 décembre 1991 soit intégrée au texte de l'Accord-Cadre. Celui-ci oblige également « la Corée du Nord à amorcer un dialogue Nord-Sud, car cet Accord-Cadre contribuera à instaurer une atmosphère qui encourage un tel dialogue. » Voir : The Korean Peninsula Energy Development Organization. *Agreed Framework Between the United States of America and the Democratic People's Republic of Korea*. Disponible [en ligne] : <http://www.kedo.org/pdfs/AgreedFramework.pdf> (consulté le 2 juillet 2006).

sceptiques, en 2003, correspondent à l'attention particulière généralement accordée aux capacités militaires d'un État adverse plutôt qu'au bon fonctionnement des institutions internationales dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement. Étant donné que la plupart des décideurs du Pentagone ont une définition plus matérialiste de la menace, il n'est donc pas surprenant que ces derniers aient surtout insisté davantage pour le démantèlement des infrastructures nucléaires nord-coréennes et sur le plutonium produit déjà par Pyongyang.

En troisième lieu, l'étude du facteur organisationnel nous a également permis de prendre en considération l'influence significative qu'exerce la gestion du processus décisionnel sur le comportement américain tout au long des négociations avec la Corée du Nord. Lorsque les conflits bureaucratiques qui divisent les administrations Clinton et W. Bush sont gérés de façon inefficace, ceux-ci entraînent des effets pernicieux sur la prise de décision. En 1994, l'administration Clinton envoie des signaux contradictoires, voire incohérents au gouvernement nord-coréen, en brandissant simultanément la carte diplomatique et coercitive. En 2003, la délégation américaine au sein des pourparlers multilatéraux est alors l'otage d'une structure décisionnelle désorientée, ce qui permet aux partisans de la ligne dure d'imposer leur agenda. En conséquence, la délégation américaine se comporte de façon intransigeante et inflexible à l'égard de la Corée du Nord, entravant ainsi considérablement l'efficacité des pourparlers à six³⁶⁵.

À la suite d'une réorganisation du processus décisionnel, les États-Unis adoptent un comportement coopératif au sein des négociations. Dans un premier temps, les présidents Clinton et W. Bush délèguent une grande part des responsabilités concernant la coordination du processus décisionnel envers la Corée du Nord à l'officiel étant à la tête de la délégation américaine. Dans un deuxième temps, des comités interagences ad hoc pour gérer les luttes bureaucratiques sont mis sur pied. L'indulgence des États-Unis à Genève bénéficie de la

³⁶⁵ Dans un éditorial du 31 juillet 2006, Henry Kissinger souligne les effets pernicieux d'une gestion inefficace du processus décisionnel sur des négociations : « Nous devons apprendre des négociations avec la Corée du Nord qu'il est important de ne pas s'engager dans un tel processus où surviennent de longues périodes de passivité américaine pour résoudre les querelles bureaucratiques au sein de l'administration. » Source : Kissinger, Henry A. « The Next Steps with Iran : Negotiations Must Go beyond the Nuclear Threat to Broader Issues », *Washington Post*, 31 juillet 2006, p.A15.

réorganisation prompte du processus décisionnel précédant l'ouverture des négociations et d'un emploi fréquent des comités interagences tout au long des pourparlers. Ainsi, les deux belligérants parviennent à conclure une entente de désarmement en moins de quatre mois de négociations. Lors de la seconde crise nucléaire, la réorganisation ne survient qu'au cours du second mandat de l'administration W. Bush et après quatre rondes de pourparlers multilatéraux. L'impact est tout autant significatif que sous Clinton, puisqu'une entente de désarmement de grande envergure est signée lors de la ronde suivante.

Enfin, comme l'avance le modèle organisationnel d'Allison et Zelikow³⁶⁶, nous avons pu observer que la position officielle des États-Unis est principalement le produit d'une négociation entre les différents joueurs bureaucratiques. Lors des deux crises nucléaires, les deux camps qui divisent les administrations Clinton et W. Bush acceptent de faire des compromis pour parvenir à une position consensuelle et favoriser des progrès lors des négociations avec la Corée du Nord. Dans les deux cas de figure, il a été démontré que la position américaine est la résultante de ces compromis facilités par les structures de gestion du processus décisionnel.

³⁶⁶ Allison, Graham et Philipp Zelikow. *Op.cit.*, pp.294-295.

CONCLUSION

Cette recherche avait pour objectif principal d'expliquer pourquoi les administrations Clinton et W. Bush ont formulé une réponse similaire aux multiples problèmes rencontrés avec la Corée du Nord. Étant donné qu'il nous était impossible pour des raisons d'espace d'analyser en profondeur les nombreux imbroglios survenus au cours de la période 1993-2007, nous avons concentré notre analyse sur les crises nucléaires de 1994 et de 2002, deux épisodes emblématiques des rapports entre Washington et Pyongyang depuis la fin de la guerre froide. Dans un premier temps, l'historique des litiges nucléaires a permis d'identifier trois similitudes importantes qui ont alimenté notre réflexion : (1) la production de matière fissile par la Corée du Nord est la principale préoccupation des deux administrations américaines, (2) la Maison-Blanche privilégie l'option diplomatique pour résoudre les litiges nucléaires avec Pyongyang, (3) les États-Unis se montrent éventuellement coopératifs lors des négociations avec la Corée du Nord et parviennent à conclure deux accords majeurs qui cherchent à apaiser les tensions dans la péninsule.

Dans un deuxième temps, nous avons mis à contribution les pistes interprétatives offertes par les approches perceptuelle et organisationnelle pour apporter des réponses à ces trois similitudes. Le facteur perceptuel nous a d'abord permis de comprendre pourquoi les décideurs des deux administrations américaines perçoivent les ambitions nucléaires de la Corée du Nord comme une menace directe à la sécurité nationale des États-Unis. Nous avons observé que la vision stéréotypée du régime nord-coréen que partagent la plupart des membres de l'élite décisionnelle incite ces derniers à adopter une attitude cognitive de *value-conflict resolution*. Afin d'éviter un conflit entre leurs images préétablies sur la Corée du Nord et leur interprétation des événements, les décideurs ont d'abord surévalué les ambitions nucléaires nord-coréennes. Lors des deux crises nucléaires, les services de renseignements interprètent de façon alarmiste des informations incomplètes sur la production de matière fissile de l'État communiste et concluent que celui-ci convoite à tout prix l'arme nucléaire. Ces interprétations ont eu pour conséquence de créer un vent de panique à Washington.

L'élite décisionnelle a également marginalisé des informations importantes qui laissaient entrevoir une Corée du Nord nettement moins déterminée à se hisser au rang de puissance nucléaire régionale. Les administrations Clinton et W. Bush ont été obnubilées par le paradigme du méchant et ont refusé de prêter attention aux offres nord-coréennes pour une normalisation de la relation avec les États-Unis ou encore pour l'abandon du programme nucléaire au plutonium contre des réacteurs nucléaires à usage civil. En outre, l'historique du comportement américain au cours des premiers mois des deux crises nous confirme que l'attitude cognitive de *value-conflict resolution* est celle comportant les plus grands dangers pour la prise de décision³⁶⁷. En 1994, il s'en est fallu de peu pour la péninsule coréenne ne basculer dans une guerre totale. Huit années plus tard, l'administration W. Bush cesse de façon prématurée son aide énergétique à Pyongyang et l'incite à croire que l'arme nucléaire est désormais la seule façon d'assurer la survie du régime de Kim Jong-il. Bref, c'est fort probablement l'exagération de la « menace » nucléaire nord-coréenne qui a rendu possible le cauchemar des deux administrations américaines.

L'étude du facteur perceptuel a ensuite contribué à nous faire mieux comprendre la volonté de compromis manifestée par les deux administrations américaines pour une résolution des crises par la diplomatie. Au cours du litige de 1994, nous avons constaté que la décision d'envoyer Jimmy Carter à titre d'émissaire privé pour faciliter la reprise du dialogue résulte principalement de la pensée groupale au sein du CSN ainsi que de la détermination inébranlable du président Clinton pour la paix. Notre étude du phénomène de pensée groupale s'est révélée particulièrement enrichissante. Contrairement à la thèse de Janis, nous avons observé que cette stratégie psychologique est à l'origine d'un succès de politique étrangère plutôt qu'un déboire, en ce sens qu'elle permet d'éviter un recours à la coercition qui aurait fort probablement abouti à un conflit armé avec la Corée du Nord.

Lors de la seconde crise nucléaire, l'adoption d'une attitude dilatoire à l'égard du dossier ainsi que la formulation de vœux pieux par plusieurs néoconservateurs exerce un poids considérable dans la décision de l'administration républicaine de participer aux pourparlers multilatéraux de Pékin plus de huit mois après l'admission du PUHE en octobre

³⁶⁷ David, Charles-Philippe. *Op.cit.*, p.28.

2002. Il est important de souligner que la volonté américaine de compromis est beaucoup moins évidente en 2003 qu'en 1994. En effet, si la Maison-Blanche accepte d'abandonner son offensive au Conseil de sécurité des Nations Unies pour imposer des sanctions économiques contre la Corée du Nord, son retour à la table des négociations est grandement motivé par une intention naïve des décideurs néoconservateurs qui espèrent alors démasquer les intentions malignes du régime de Kim Jong-il et convaincre les puissances régionales d'exercer des pressions sur ce dernier. Ce n'est qu'au cours du second mandat de l'administration W. Bush que Washington affiche une volonté de compromis plus convaincante au sein des pourparlers à six. Les décideurs se rendent à l'évidence que pour parvenir à une entente de désarmement avec le régime de Kim Jong-il, ils doivent inévitablement lui offrir une aide substantielle, mais néanmoins prolonger la durée de vie d'un régime dictatorial.

Ce changement d'attitude des États-Unis en 2005 nous permet d'établir un parallèle important concernant l'attitude cognitive des deux présidents à l'égard du choix de l'option diplomatique, après qu'ils aient envisagé la coercition économique ou militaire. Ceux-ci semblent avoir adopté une attitude cognitive de *value-conflict acceptance*, puisqu'ils ont accepté que leurs images préétablies sur la Corée du Nord soient en conflit et qu'un certain doute persiste quant à la solution choisie³⁶⁸. Au plus fort de la crise nucléaire de 1994, le président Clinton offre une porte de sortie au régime nord-coréen en envoyant un émissaire privé pour la reprise des négociations, et ce, malgré un vent de protestations virulentes provenant de l'extérieur de l'administration. En 2004, Bush décide de privilégier les pourparlers à six, en dépit du profond désaccord de plusieurs de ses proches conseillers.

Enfin, l'étude du facteur organisationnel a permis de mettre en valeur le rôle déterminant que joue la capacité de réorganisation et d'adaptation du processus décisionnel sur l'attitude indulgente de la délégation américaine au sein des négociations avec la Corée du Nord. En 1994, le comportement coopératif des États-Unis est facilité par une gestion efficace du processus décisionnel avant l'ouverture des pourparlers de Genève. En ordonnant la mise sur pied du GSCPC, le président Clinton facilite une réconciliation rapide des conflits

³⁶⁸ *Ibid.*, p.29.

bureaucratiques qui opposent alors le camp des mesures de sûreté à celui du démantèlement. Ce comité interagence favorise les compromis et permet d'établir une position consensuelle qui satisfait une partie des intérêts sectoriels propres à chacun des deux camps. Dès lors, la délégation américaine est en mesure de s'investir pleinement au sein des pourparlers ce qui accélère considérablement la conclusion de l'Accord-Cadre.

Sous George W. Bush, la réorganisation de l'administration ne survient qu'au cours du second mandat. C'est pourquoi les États-Unis ne manifestent une attitude indulgente qu'à partir de la quatrième ronde des pourparlers à six. Entre 2002 et 2004, le processus décisionnel est fortement désorienté. D'un côté, la structure formelle du CSN se trouve affaiblie par une conseillère à la sécurité nationale effacée qui est incapable d'amoindrir les divisions entre un département de la Défense sceptique et un département d'État plus pragmatique à l'égard des négociations avec la Corée du Nord. De l'autre, les décideurs néoconservateurs ont recours à système décisionnel informel leur permettant d'orienter la délégation américaine vers une position intransigeante. À partir de 2005, le président W. Bush décide de retourner aux grandes lignes de la « bold approach » et ordonne aussitôt la mise sur pied d'un comité interagence pour assurer une coordination harmonieuse du processus décisionnel envers la Corée du Nord. Dès la reprise des négociations, le comportement coopératif de la délégation américaine facilite grandement la conclusion de l'entente du 13 février 2007. Au sein de cet accord de désarmement, les États-Unis acceptent d'engager de façon prudente la Corée du Nord. Cette position résulte d'un compromis entre les décideurs pragmatiques du département d'État et ceux plus sceptiques du département de la Défense.

Cette recherche nous a donc permis d'expliquer trois similitudes importantes de la politique étrangère des administrations Clinton et W. Bush envers la Corée du Nord. Bien que plusieurs analystes les présentent comme étant radicalement opposées, nous avons plutôt constaté qu'en dépit de leurs allégeances politiques différentes et des particularités qui caractérisent le contexte national et régional, chacune parvient à résoudre la crise nucléaire avec le royaume ermite par une entente de désarmement fort similaire.

Au cours de cette recherche, nous avons été confrontés à une certaine rareté des sources pour mettre en valeur l'influence exercée par les facteurs perceptuel et organisationnel. La grande majorité des ouvrages et articles spécialisés sur la question ouvrent très rarement la boîte noire de l'État. Ils adoptent généralement une perspective plus régionale et considèrent les acteurs étatiques impliqués comme étant des blocs monolithiques, voire des boules de billard pour paraphraser Kenneth Waltz. Bien que certains officiels aient publié les mémoires de leur passage dans la sphère du pouvoir américain, notamment Gallucci et Pritchard, notre recherche aurait certainement bénéficié d'un accès à un plus grand nombre de sources gouvernementales. Par exemple, notre démonstration aurait été grandement facilitée si nous avions eu accès à des archives déclassifiées telles que l'on peut en trouver dans les volumes *Foreign Relations of the United States* pour les administrations Lincoln à Nixon³⁶⁹. Lorsque de telles archives seront disponibles, il est fort probable que des recherches viendront nuancer certaines de nos hypothèses et peut-être même les infirmer.

En outre, nous avons constaté combien il est difficile d'évaluer la pertinence et la suffisance d'un argument lorsqu'il est question de souligner l'influence exercée par un concept aussi abstrait que la perception du décideur. Nous sommes nous-mêmes prédisposés à faire une lecture sélective de certaines déclarations, allocutions et extraits de documents pour que ceux-ci correspondent au comportement mis en évidence. L'orientation donnée à cette recherche s'inscrit donc dans une épistémologie interprétative qui ne cherche aucunement à déterminer la signification véritable de la politique étrangère américaine envers la Corée du Nord, mais plutôt à apporter quelques réponses concernant certaines similitudes intrigantes.

Autres pistes de réflexion

Étant donné l'espace alloué pour cette recherche, nous avons été dans l'obligation de passer sous silence plusieurs facteurs explicatifs qui ont sans aucun doute joué un rôle significatif dans l'évolution des événements. Une analyse plus approfondie du comportement américain à l'égard de la Corée du Nord gagnerait à être effectuée sur plusieurs niveaux

³⁶⁹ Voir : Office of the Historian. *Foreign Relations of the United States*. Disponible [en ligne]: <http://www.state.gov/r/pa/ho/frus/> (consultée le 4 juin 2007).

d'analyse. Une ontologie plurielle permettrait de tenir compte de l'influence considérable exercée par les acteurs régionaux, en l'occurrence la Chine et la Corée du Sud, institutionnels, principalement l'AIEA, et domestiques, tels que le Congrès, les médias et l'opinion publique.

Il serait aussi grandement intéressant d'examiner la manière dont l'élite décisionnelle nord-coréenne perçoit le monde extérieur et formule sa politique étrangère. Bien que nous soyons contraints d'analyser la Corée du Nord comme un bloc monolithique en raison de l'absence de sources sur le processus décisionnel de l'État communiste, il ne fait aucun doute que Kim Jong-il ne dirige pas seul. À l'instar des présidents américains, il est entouré de plusieurs conseillers qui proviennent de divers ministères et qui reçoivent des informations parcellaires et incomplètes. Selon Gallucci, Poneman et Wit,

« l'élite nord-coréenne présente des points de vue opposés concernant les objectifs, stratégies et tactiques lesquelles varient au cours des années. Les déclarations nord-coréennes reflètent peut-être un conflit bureaucratique, un ballon d'essai ou un compromis fait à l'interne³⁷⁰. »

Ainsi, peut-être serons-nous un jour en mesure de vérifier si les décideurs nord-coréens ont à leur tour surestimé la « menace américaine » en 1994 ou en 2002, ou encore si sa position lors des pourparlers diplomatiques résulte d'un compromis entre le ministère des Affaires étrangères et celui de la Défense. Les facteurs perceptuel et organisationnel nous permettent-ils de mieux comprendre la politique étrangère nord-coréenne envers les États-Unis depuis la fin de la guerre froide? Telle est la problématique d'une étude comparative des plus captivantes à mener si les sources se font un jour disponibles.

³⁷⁰ Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Op.cit.*, p.382.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies :

- Beal, Tim. *North Korea: The Struggle Against American Power*. London : Pluto Press, 2005.
- Becker, Jasper. *Rogue Regime*. New York: Oxford University Press, 2005.
- Bleiker, Roland. *Divided Korea: Toward a Culture of Reconciliation*. Minneapolis: University Of Minnesota Press, 2005.
- Carpenter, Ted Galen et Doug Bandow. *The Korean Conundrum*. New York: Palgrave MacMillan, 2004.
- Cha, Victor D. et David C. Kang. *Nuclear North Korea – A debate on engagement strategies*. New York: Columbia University Press, 2003.
- Chae-Lin, Lee. *A Troubled Peace : U.S. Policy and the Two Koreas*. Washington: The Johns Hopkins University Press, 2006.
- Chang, Gordon G. *The Nuclear showdown: North Korea takes on the world*. New York: Random House, 2006.
- Creekmore, Marvin V. Jr. *A Moment of Crisis: Jimmy Carter, the Power of a Peacemaker, and North Korea's Nuclear Ambitions*. New York : Public Affairs, 2006.
- Cummings, Bruce. *North Korea: Another Country*. New York: New Press, 2004.
- David, Charles-Philippe. *Au sein de la Maison-Blanche*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 2004.
- Feffer, John. *North Korea/South Korea: U.S. Policy at a Time of Crisis*. New York: Seven Stories Press, 2003.
- George, Alexander. *Presidential Decision-Making in Foreign Policy*. Boulder : Westview Press, 1980.
- Gordon, Philipp et Jeremy Shapiro. *Allies at war : America, Europe and the Crisis Over Iraq*. New York: McGraw-Hill, 2004.
- Halper Stefan et Jonathan Clarke. *America Alone: The Neo-Conservatives and the Global Order*. New York: Cambridge University Press, 2004.
- Harris, Mark Edward. *Inside North Korea*. San Fransisco: Chronicle Books, 2007.

Hart, Paul T'. *Groupthink in Government. A study of Small Groups and Policy Failure*. Amsterdam: Swets and Zeitlinger, 1990.

Henriksen, Thomas H. *Clinton's Foreign Policy in Somalia, Bosnia, Haiti and North Korea*. Hoover Essays in Public Policy no.72. Stanford: Stanford University Press, 1996.

Jervis, Robert. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton : Princeton University Press, 1976.

Kihl Whan Young et Hong Nack Him (sous la dir.). *North Korea: The Politics of Regime Survival*. New York: M.E. Sharpe, 2006.

King, Bradley K. *Under the Loving Care of the Fatherly Leader: North Korea and the Kim Dynasty*. New York: St. Martin's Griffin, 2006.

Litwak, Robert S. *Rogue States and U.S. Foreign Policy*. Washington: Johns Hopkins University Press, 2000.

Mazarr, Michael J. *North Korea and the Bomb*. NewYork: St. Martin's Press, 1995.

McCormack, Gavan. *Target North Korea*. New York: Nation Books, 2004.

Mitchell, Lerner B. *The Pueblo Incident: A Spy Ship and the Failure of American Foreign Policy*. Lawrence: University Press of Kansas, 2002.

Nuechterlein, Donald E. *Defiant Superpower: The New American Hegemony*. Dulles: Potomac Books, 2005.

Oberdorfer, Don. *The Two Koreas: A Contemporary History (revised and update)*. Indianapolis: Basic books, 2001.

O'Hanlon, Michael et Mike Mochizuki. *Crisis on the Korean Peninsula*. New York: McGraw Hill, 2003.

Quinones, Kenneth C. et Joseph Tragert. *The Complete Idiot's guide to understanding North Korea*. New York: Alpha Books, 2004.

Richardson, Sharon (sous la dir.). *Perspectives on U.S. toward North Korea – Stalemate or Checkmate*. Oxford: Lexington Books, 2006.

Saccone Richard. *Living With the Enemy: Inside North Korea*. Elizabeth: International Corporation, 2006.

Saccone, Richard. *Negotiating with North Korea*. Seoul: Hollym, 2003.

Sigal, Leon V. *Disarming Strangers – Nuclear Diplomacy with North Korea*. Princeton: Princeton University Press, 1998.

Smith, Hazel. *Hungry for Peace: International Security, Humanitarian Assistance, and Social Change in North Korea*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press, 2005.

Snyder, Scott. *Negotiating on the Edge*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace, 2002.

Triplett II, William C. *Rogue State*. Washington: Regnery Publishing inc., 2004.

Wit, Joel S., Poneman, Daniel B. et Robert Gallucci. *Going Critical – The First North Korean Nuclear Crisis*. Washington: Brookings Institution Press, 2004.

Young, Whan Kihl et Hong Nack Kim (sous la dir.). *North Korea: the politics of regime survival*. New York: M.E. Sharpe, 2006.

Chapitres de livres :

Albright, Madeleine. « Inside the Hermit Kingdom ». Chap. in. *Madam Secretary : a memoir*. pp.455 à 472. New York: Miramax Books, 2003.

Daalder, Ivo H. et James M. Lindsay. « Who's next ». Chap. in. *American Unbound – The Bush Revolution in Foreign Policy*. pp.172 à 187. Washington, D.C.: Brookings University Press, 2003.

James, Patrick et Özgür Özdamar. « The United States and North Korea : Avoiding a Worst-Case Scenario ». Chap. in. *Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy*. pp.123 à 149. Washington, D.C.: Ralph G. Carter, 2005.

Richelson, Jeffrey T. « Trouble waiting to happen : Iran and North Korea, from the 1990's to today ». Chap. in. *Spying on the Bomb: American Nuclear Intelligence, from Nazi Germany to Iran and North Korea*. pp.503 à 544. New York: W.W. Norton & Company, 2006.

Soderberg, Nancy. « Are We Really Going to War ». Chap. in *The Superpower Myth: The Use and Misuse of American Might*, pp.251-275. Hoboken: John Wiley and Sons Inc., 1999.

Articles de périodiques :

Allison, Graham et Morton Halperin. « Bureaucratic Politics : A Paradigm and Some Policy Implications ». *World Politics*. Vol. 24, no 2, pp.40-79.

Bermudez, Joseph S. Jr., « Exposing North Korea's Secret Nuclear Infrastructure », *Jane's Intelligence Review*, Août 1999, pp.41-45.

Bleiker, Roland. « A rogue is a rogue is a rogue : US foreign policy and the Korea nuclear crisis ». *International Affairs*. Vol. 79, no. 4 (2003), pp.719-737.

Cha, Victor D. « Korea's Place in the Axis ». *Foreign Affairs*. Vol. 81, no. 3 (2002), pp. 79-92.

_____. « North Korea's Weapons of Mass Destruction : Badges, Shields, or Swords ». *Political Science Quarterly*. Vol. 117, no. 2 (2002), pp.209-230.

_____. « Hawk Engagement and Preventive Defense on the Korean Peninsula ». *International Security*. Vol. 27, no. 1 (2002) pp.40-78.

_____. « Engaging North Korea Credibly ». *Survival*. Vol. 42, no.2 (2000), pp.136-55.

_____. « The Rationale for "Enhanced" Engagement of North Korea : After the Perry Policy Review ». *Asian Survey*. Vol. 39, no. 6 (1999), pp. 845-866.

Currie, Duncan E.J. et Jon M. Van Dyke. « Recent Developments in the International Law Governing Shipments of Nuclear Materials and Wastes and their Implications for SIDS ». *Review of European Community & International Environmental Law*. Vol.14, no.2, 2005, pp.117-124.

DiFilippo, Anthony. « U.S. Policy and the Nuclear Weapons Ambitions of the "Axis of Evil" Countries ». *New Political Science*. Vol. 28, no. 1 (2006), pp. 101-123.

Dujarric Robert. « North Korea: risks and rewards of engagement ». *Journal of International Affairs*. Vol. 54, no. 2 (2001), pp. 465-488.

Frank, Ruediger. « The Political Economy of Sanctions Against North Korea ». *Asian Perspective*. Vol. 30, No. 3, 2006, pp. 5-36.

Girling, G.L.S. « The Guam doctrine». *International Affairs*. Vol. 46, no.1 (1969), pp.48-62.

Harnisch, Sebastian. « U.S.-North Korea Relations under the Bush Administration: From "Slow Go" to "No Go" ». *Asian Survey*. Vol. 42, no. 6 (2002), pp.856-882.

Harrison, Selig. « Did North Korea Cheat ». *Foreign Affairs*. Vol. 84, no. 1 (2005), pp. 99-110.

Hathaway, Robert et Tama Jordan. « The U.S. Congress and North Korea during the Clinton Years: Talk Tough, Carry a Small Stick ». *Asian Survey*. Vol. 44, no. 5 (2004), pp. 711-733.

Holsti, Ole R. « The Belief System and National Images : a Case Study ». *Conflict Resolution*, Vol. 6, no. 3 (1962), pp.244-252.

Howard, Peter. « Why Not Invade North Korea? Threats, Langage Games, and U.S. Foreign Policy ». *International Studies Quarterly*, Vol. 48, no. 4 (2005), pp. 805-828.

Hunter, R.E. « After 9/11: U.S. Policy in Northeast Asia ». *Asia-Pacific Review*. Vol. 10, no. 1 (2003), pp. 1-20.

Kang, C.S.E., « North Korea and the U.S. Grand Security Strategy ». *Comparative Strategy*. Vol. 20, no. 1 (2001), pp. 25-43.

Kang, David C. « Rethinking North Korea ». *Asian Survey*. Vol. 35, no. 3 (1995), pp. 253-267.

Kerr, David. « The Sino-Russion Partnership and U.S. Policy Toward North Korea: From Hegemony to Concert in Northeast Asia ». *International Studies Quarterly*. Vol. 49, no. 3 (2005), pp. 411-438.

Kleiner Juergen. « The Bush Administration and the Nuclear Challenges by North Korea ». *Diplomacy & Statecraft*. Vol. 16, no. 2 (2005), pp. 203-226.

Litwak, Robert. « Nonproliferation and the Dilemmas of Regime Change ». *Survival*. Vol. 45, no. 4 (2003), pp. 7-32.

Martin, Curtis. « Rewarding North Korea: Theoretical Perspectives on the 1994 Agreed Framework ». *Journal of Peace Research*. Vol. 39, no.1 (2002), pp.51-68.

Mazarr, Michael J. « Going Just a Little Nuclear : Nonproliferation Lessons from North Korea ». *International Security*. Vol. 20, no. 2 (1995), pp. 92-122.

Michishita, Narushige. « North Korea's "first" nuclear diplomacy, 1993-1994 ». *Journal of Strategic Studies*. Vol. 26, no. 4 (2003), pp. 47-82.

Minstry, Dinshaw. « Security, economics, and missile diplomacy with North Korea ». *Diplomacy & Statecraft*. Vol. 14, no. 4 (2003), pp. 1-20.

Newham, R.E. « Nukes for Sale Cheap ? Purchasing Peace with North Korea ». *International Studies Perspective*. Vol. 5, no. 2 (2004), pp. 164-178.

O'Hanlon Michael. « Stopping a North Korea Invasion : Why Defending South Korea is Easier Than the Pentagon Thinks ». *International Security*. Vol. 22, no. 4 (1998), pp. 135-170.

Park, Kyung-Ae. « Explaining North Korea's Negotiated Cooperation with the U.S. ». *Asian Survey*. Vol. 37, no. 7 (1997), pp. 623-636.

_____. « North Korea's Defensive Power and U.S.-North Korea Relations ». *Pacific Affairs*. Vol. 42, no. 3 (2000), pp. 535-553.

Pinkston, Daniel A., Philip C. Saunders. « Seeing North Korea Clearly ». *Survival*. Vol. 45, no. 3 (2003), pp. 79-102.

Pollack, Jonathan D. « The United States, North Korea and the end of the Agreed Framework ». *Naval College War Review*. Vol. 56, no. 3 (2003), pp.11-49.

Reiss, Mitchell B., Gallucci Robert, et al. « Red Handed ». *Foreign Affairs*. Vol. 84, no. 2, pp. 142-149.

Ryan, Maria. « Inventing the "axis of evil" : the myth and reality of us intelligence and policy-making 9-11 ». *Intelligence and National Security*. Vol. 17, no. 4 (2002), pp. 55-76.

Samore, Gary. « US-DPRK missiles negotiations ». *Nonproliferation Review*. Vol. 9, no. 2, 2002, pp.16-20;

Scobell, Andrew. « Crouching Korea, Hidden China : Bush Administration Policy toward Pyongyang and Beijing ». *Asian Survey*. Vol. 42, no. 2 (2002), pp. 343-368.

Smith, Hazel. « Bad, mad, sad or rational actor? Why the "securitization" paradigm makes for poor policy analysis of North Korea ». *International Affairs*. Vol.76, no. 3 (2000), pp. 593-617.

Solomon, Richard H. et William M. Drennan. « The United States and Asia in 2000: Forward to the Past ? ». *Asian Survey*. Vol. 41, no. 1 (2001), pp. 1-11.

Sutter Robert. « The United States and Asia in 2005 : Managing Troubles, Sustaining Leadership». *Asian Survey*. Vol. 46, no. 1 (2006), pp. 10-21.

Walter, Clemens C. « Negotiating to Control Weapons of Mass Destruction in North Korea ». *International Negotiation*. Vol. 10, no. 3 (2005), pp. 453-486.

Articles de quotidiens :

Brooke, James. « North Korea Says It Has Nuclear Weapons and Rejects Talks », *New York Times*, 10 février 2005, p.A1.

Herskovitz, Jon. « North Korea Invites In Atom Bomb Shutdown Monitors: IAEA ». *New York Times*, 10 juillet 2007, p.A25.

Kessler, Glenn. « New Doubts On Nuclear Efforts by North Korea : U.S. Less Certain of Uranium Program », *Washington Post*, 1^{er} mars 2007, page A1.

_____. « Bush Signals Patience on North Korea Is Waning – Directive Sent to Team At Talks in Beijing », *Washington Post*, 4 mars 2004, p.A14.

_____. « Chinese Not Convinced of North Korean Uranium Effort », *Washington Post*, 7 janvier 2004, p.A16.

Sanger, David E. et William J. Broad. « U.S. Concedes Uncertainty On Korean Uranium Effort », *New York Times*, 1er mars 2007, Page A1

Sanger, David E. « North Korea Site an A-Bomb Plant, U.S. Agencies Say: Could Break '94 Accord ». *New York Times*, 17 août 1998, p A1, A4.

Sherman, Wendy. « Talking to the North Koreans ». *New York Times*, 7 mars 2001, p.A23.

Documents officiels :

107th United States Senate. « U.S. Policy Toward North Korea : Where Do We Go From Here ». *Hearing Before the Committee on Foreign Relations*, 23 mai 2001.

108th United States Senate. « WMD Developments on the Korean Peninsula ». *Hearing Before the Committee on Foreign Relations*, 4 février 2003.

108th United States Senate. « An Agreed Framework For Dialog With North Korea ». *Hearing Before the Committee on Foreign Relations*, 6 mars 2003.

108th United States Senate. « Regional Implications of the Changing Nuclear Equation on the Korean Peninsula ». *Hearing Before the Committee on Foreign Relations*, 12 mars 2003.

108th United States Senate. « Life Inside North Korea ». *Hearing Before the Subcommittee on East Asian and Pacific Affairs of the Committee on Foreign Relations*, 5 juin 2003.

108th United States Senate. « The North Korean Nuclear Calculus: Beyond the Six-Powers Talks ». *Hearing Before the Committee on Foreign Relations*, 2 mars 2004.

108th United States Senate. « A Report on Latest Round of Six-Way Talks Regarding Nuclear Weapons in North Korea ». *Hearing Before the Committee on Foreign Relations*, 16 juillet 2004.

109th United States Senate. « North Korea: An update on Six-Party Talks and Matters Related to the Resolution of the North Korean Nuclear Crisis ». *Hearing Before the Committee on Foreign Relations*, 14 juin 2005.

Documents électroniques :

ABC News Online. *US not planning North Korea strike: Powell*. Disponible [en ligne] : <http://www.abc.net.au/news/newsitems/200212/s755198.htm> (consultée le 17 novembre 2006).

Acronym Institute for International Peace for Disarmament Diplomacy. *North Korea Nuclear Crisis: Selected Statements*. Disponible [en ligne] : <http://www.acronym.org.uk/docs/0210/doc12.htm> (consultée le 19 juin 2006)

Albright, David. *North Korea's Alleged Large-Scale Enrichment Plant: Yet Another Questionable Extrapolation Based on Aluminum Tubes*. Disponible [en ligne] : <http://www.isis-online.org/publications/dprk/DPRKenrichment22Feb.pdf> (consultée le 23 février 2007).

Armitage, Richard. « Report Critical of Clinton's DPRK Policy ». Disponible [en ligne] : <http://www.nautilus.org/DPRKBriefingBook/uspolicy/Armitage.htm> (consultée le 7 avril 2006).

Arms Control Association. *Chronology of U.S.–North Korean Nuclear and Missile Diplomacy - December 1985–June 2003*. Disponible [en ligne] : <http://www.armscontrol.org/pdf/dprkchron.pdf>, (consultée le 8 août 2003).

B.B.C. News. *Alarm as North Korea raises nuclear stakes*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2645729.stm> (consultée le 12 décembre 2006).

_____. *Alarm as North Korea raises nuclear stakes*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2645729.stm> (consultée le 7 novembre octobre 2006).

_____. *North Korea "nuclear admission": US statement*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2335349.stm> (consultée le 21 octobre 2006).

_____. *North Korea pressed on nuclear programme*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2342145.stm> (consultée le 22 octobre 2006).

_____. *North Korea urged to rejoin nuclear treaty*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2647571.stm> (consultée le 27 octobre 2006).

_____. *UN attacks North Korea's "defiance"*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2611349.stm> (consultée le 29 octobre 2006).

_____. *US 'regrets' North Korea nuclear threat*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2570743.stm> (consultée le 25 octobre 2006).

_____. *US sees peaceful North Korea disarmament*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2348345.stm> (consultée le 12 décembre 2006).

_____. *US warns North Korea over plutonium*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2713793.stm> (consultée le 7 novembre 2006).

_____. *No breakthrough at North Korea talks*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/4427248.stm> (consultée le 14 mars 2006).

_____. *North Korea nuclear test condemned*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6034873.stm> (consultée le 8 novembre 2006).

_____. *North Korea test-fires missile*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6767243.stm> (consultée le 18 juin 2007).

_____. *Outcry over North Korea missile test*. Disponible [en ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/5149512.stm> (consultée le 3 août 2006).

Center for Defense Information. *Missile defense development to cost \$62.9 billion through 2009*. Disponible [en ligne] : <http://www.cdi.org/missile-defense/costs-updates.cfm> (consultée le 17 juin 2005).

Center for Nonproliferation Studies. *Chronology of North Korea's Missile Trade and Developments: 1996-1998*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/research/korea/chr9698.htm> (consultée le 6 mars 2007).

_____. *IAEA-North Korea: Nuclear Safeguards and Inspections 1993-1994*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/research/korea/nuc/iaea9394.htm> (consultée le 13 octobre 2006).

_____. *The 31 August 1998 North Korean Satellite Launch: Factsheet*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/research/korea/factsht.htm> (consultée le 7 mars 2007).

_____. *CNS Special Report on North Korean Ballistic Missile Capabilities*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/pubs/week/pdf/060321.pdf> (consultée le 3 août 2006).

Central Intelligence Agency. *Sans titre* (19 Novembre 2002). Disponible [en ligne] : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB87/nk22.pdf> (consultée le 4 juin 2006).

Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits. *Texte du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires*. Disponible [en ligne] : <http://www.obsarm.org/obsnuc/traites-et-conventions/francais/tnp.htm> (consultée le 5 février 2006).

Chanlett-Avery, Emma et Sharon Squassoni. *North Korea's Nuclear Test: Motivations, Implications, and U.S. Options*. CRS Report for Congress, mis à jour le 24 octobre 2006. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/sgp/crs/nuke/RL33709.pdf> (consultée le 18 décembre 2006).

Congressional Research Service. *North Korea: A Chronology of Events, October 2002-December 2004*. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/man/crs/RL32743.pdf> (consultée le 5 août 2006)

_____. *South Korea: U.S. Defense Obligations*. Disponible [en ligne] : http://digital.library.unt.edu/govdocs/crs//data/1994/upl-meta-crs-103/94-300f_1994Apr01.txt?PHPSESSID=374b33ec171d14f6fb4d07986fb6765d (consultée le 7 juin 2007).

Conseil de Sécurité Nationale des États-Unis. *NSC 8 Position of the United States with respect to Korea*. Disponible [en ligne] : http://www.coldwarfiles.org/files/Documents/FRUS.Korea.NSC_8-2.pdf (consultée le 2 février 2007).

Federation of American Scientists. *Joint Declaration on the Denuclearization of the Korean Peninsula*. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/news/dprk/1992/920219-D4129.htm> (consultée le 8 juin 2006).

Global Security. *Nuclear Posture Review [Excerpts]*. Disponible [en ligne] : <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/policy/dod/npr.htm> (consultée le 15 septembre 2006).

_____. *OPLAN 5027 Major Theater War*. Disponible [en ligne] : <http://www.globalsecurity.org/military/ops/oplan-5027.htm> (consultée le 13 octobre 2006).

_____. *OPLAN 5030*. Disponible [en ligne] : <http://www.globalsecurity.org/military/ops/oplan-5030.htm> (consultée le 5 mars 2007)

_____. *Proliferation Security Initiative*. Disponible [en ligne] : www.globalsecurity.org/military/ops/psi.htm (consultée le 15 août 2006).

_____. *ROSOI*. Disponible [en ligne] : <http://www.globalsecurity.org/military/ops/rsoi.htm> (consultée le 9 février 2007).

_____. *U.S. Forces Korea – Exercises*. Disponible [en ligne] : <http://www.globalsecurity.org/military/ops/ex-usfk.htm> (consultée le 19 janvier 2007).

Gouvernement du Canada. *Initiative de Sécurité contre la prolifération*. Disponible [en ligne] : <http://www.proliferationsecurity.info/> (consultée le 4 juin 2005).

Hecker, Siegfried S. « Visit to the Yongbyon Nuclear Scientific Research Center in North Korea ». *Audience de la commission sénatoriale sur les affaires étrangères, 108^e Congrès, 1^{ère} session, 21 janvier 2004*. Disponible [en ligne] : http://www.fas.org/irp/congress/2004_hr/012104hecker.pdf (consultée le 6 mars 2005).

Institute for Foreign Policy Analysis. *Building on the Trilateral Coordination and Oversight Group (TCOG)*. Disponible [en ligne] : http://www.ifpa.org/projects/cgp_tcoq.htm (consultée le 24 mars avril 2007).

International Atomic Energy Agency. *In Focus : IAEA and DPRK*. Disponible [en ligne] : http://www.iaea.org/NewsCenter/Focus/IaeaDprk/chrono_pre2002.shtml (consultée le 4 mai 2006).

_____. *Agreement of 30 January 1992 between the Government of the Democratic People's Republic of Korea and the International Atomic Energy Agency for the Application of Safeguards in Connection with the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons*. Disponible [en ligne] : <http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infcircs/Others/inf403.shtml> (consultée le 4 mai 2006).

_____. *IAEA Board of Governors Adopts Resolution on Safeguards in North Korea*. Disponible [en ligne] : http://www.iaea.org/NewsCenter/MediaAdvisory/2003/med-advise_048.shtml (consultée le 11 novembre octobre 2006).

_____. *IAEA Board of Governors Adopts Resolution on Safeguards in the DPRK*. Disponible [en ligne] : http://www.iaea.org/NewsCenter/MediaAdvisory/2002/med-advise_033.shtml (consultée le 5 novembre 2006).

_____. *In Focus : IAEA and DPRK*. Disponible [en ligne] : http://www.iaea.org/NewsCenter/Focus/IaeaDprk/fact_sheet_may2003.shtml (consultée le 5 novembre 2006).

_____. *The Safeguards System of the International Atomic Energy Agency*. Disponible en ligne : http://www.iaea.org/OurWork/SV/Safeguards/safeg_system.pdf (consultée le 4 mai 2006).

LaMontagne, Steve. *Déjà-Vu All Over Again: How Reliable is U.S. Intelligence on North Korea's Nuclear Program?*. Disponible [en ligne] : <http://www.nautilus.org/DPRKBriefingBook/nuclearweapons/DPRKNukeProgram.html> (consultée le 5 mars 2006).

Manyin, Mark E. et al. *North Korea: A Chronology of Events, October 2002-December 2004*. CRS Report for Congress, mis à jour le 24 janvier 2005. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/man/crs/RL32743.pdf> (consultée le 10 mars 2007).

Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine. *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx/t212707.htm> (consultée le 2 mars 2006).

Missile Defense Agency. *Ballistic and Cruise Missile Threat*. Disponible [en ligne] : <http://www.mda.mil/mdalink/bcmt/bcmt.html> (consultée le 6 juillet 2006).

Nanto, Dick N., *North Korea: Chronology of Provocations, 1950 – 2003*. CRS Report for Congress, mis à jour le 18 mars janvier 2003. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/man/crs/RL30004.pdf> (consultée le 2 février 2007).

National Archives and Records Administration. *Public Papers of the Presidents : William J. Clinton, 1993*. Washington, D.C.: GPO, 1994.

National Security Archive. *North Korea and the United States: Declassified Documents from the Bush I and Clinton Administrations*. Disponible [en ligne] : <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB164/index.htm> (consultée le 8 avril 2006).

Nations Unies. *Résolution 112 (1947) adoptée par l'Assemblée générale sur la question de l'indépendance de la Corée (AS/112(1947))*. Disponible [en ligne] : <http://daccessdds.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/038/19/IMG/NR003819.pdf> (consultée le 5 juin 2007).

_____. *Résolution 1718 (2006) adoptée par le Conseil de Sécurité. (CS/1718/(2006))*. Disponible [en ligne] : <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/572/07/PDF/N0657207.pdf> (consultée le 4 mai 2007).

_____. *Résolution 48/14 adoptée par l'Assemblée générale. (A/RES/48/14)*. Disponible [en ligne] : <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N93/629/27/PDF/N9362927.pdf> (consultée le 4 mai 2007).

_____. *Résolution 825 (1993) adoptée par le Conseil de Sécurité. (CS/825/(1993))*. Disponible [en ligne] : <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/825f.pdf> (consultée le 4 mai 2007).

_____. *Résolution 83 (1950) adoptée par le Conseil de sécurité sur l'attaque dirigée contre la République de Corée (CS/83(1950))*. Disponible [en ligne] : <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1950/s50r83f.pdf> (consultée le 7 juin 2007).

_____. *Statement by the President of the Security Council (S/PRST/1994/13)*. Disponible [en ligne] : <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N94/161/20/PDF/N9416120.pdf> (consultée le 4 mai 2007).

_____. *Statement by the President of the Security Council (S/PRST/1994/28)*. Disponible [en ligne] : <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N94/233/21/PDF/N9423321.pdf> (consultée le 4 mai 2007).

Nautilus Institute. *Joint Statement of the Democratic People's Republic of Korea and the United States of America*. Disponible [en ligne] : http://www.nautilus.org/DPRKBriefingBook/agreements/CanKor_VTK_1993_06_11_joint_statement_dprk_usa.pdf (consultée le 13 octobre 2006).

New York Times (online edition). *U.S. Envoy Finishes North Korea Talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.nytimes.com/aponline/world/AP-Koreas-Nuclear.html> (consultée le 22 juin 2007).

Nuclear Threat Initiative. *Nodong, Overview and Technical Assessment*. Disponible [en ligne] : http://www.nti.org/e_research/profiles/NK/Missile/1363.html, (consultée le 9 décembre 2006).

_____. *North Korea : Missile Overview*. Disponible [en ligne] : http://www.nti.org/e_research/profiles/NK/index_1667.html (consultée le 11 août 2006).

Perl, Raphael F. *Drug Trafficking and North Korea: Issues for U.S. Policy*. CRS Report for Congress, mis à jour le 25 janvier 2007. Disponible [en ligne] : <http://fpc.state.gov/documents/organization/82013.pdf> (consultée le 8 mars 2007).

Perl, Raphael F. et Dick N. Nanto. *North Korean Counterfeiting of U.S. Currency*. CRS Report for Congress, mis à jour le 22 mars 2006. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL33324.pdf> (consultée le 8 mars 2007).

Perry, William. *Report to former President Clinton on US Policy toward North Korea*. Disponible [en ligne] : <http://www.nautilus.org/DPRKBriefingBook/uspolicy/PerryReview.html> (consultée le 25 juillet avril 2006).

Pinkston, Daniel A. et Leonard S. Spector. *Six-Parties Adopt Steps For North Korean Denuclearization But Uranium Enrichment Controversy Looms As Major Obstacle*. Disponible [en ligne] : <http://cns.miis.edu/pubs/other/wmdi070403c.htm> (consultée le 2 mai 2007).

Pinkston Daniel A. *South Korea's Nuclear Experiments*. Disponible [en ligne]: <http://cns.miis.edu/pubs/week/041109.htm> (consultée le 23 février 2007).

Poneman, Daniel D. *The History of the 1994 Agreed Framework*. Disponible [en ligne] : <http://www.ffip.com/infobriefs030703.htm> (consultée le 13 mars 2007).

Pritchard, Charles L. *The Korean Peninsula and the role of multilateral talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.unidir.org/pdf/articles/pdf-art2275.pdf> (consultée le 12 février 2007).

Rennack, Dianne E. *North Korea: Economic Sanctions*. CRS Report for Congress, mis à jour le 17 octobre 2006. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL31696.pdf>, (consultée le 5 mars 2007).

Rumsfeld, Donald H. *Executive Summary of the Report of the Commission To Assess the Ballistic Missile Threat to the United States*. Disponible [en ligne] : <http://www.fas.org/irp/threat/bm-threat.htm> (consultée le 5 mars 2006).

SIPRI. *The SIPRI Arms Transfers Database*. Disponible [en ligne] : <http://www.sipri.org/contents/armstrad/access.html#kon> (consultée le 3 janvier 2007).

Testimony of assistant secretary of state James Kelly before the Senate Committee on Foreign Relations. *Report on the Latest round of Six-Way Talks Regarding Nuclear Weapons in North Korea*. 108^e Congrès, 2^e session, 15 juillet 2004. Disponible [en ligne] : <http://www.senate.gov/~foreign/testimony/2004/KellyTestimony040715.pdf> (consultée le 13 mars 2006)

The Korean Peninsula Energy Development Organization. *Agreed Framework Between the United States of America and the Democratic People's Republic of Korea*. Disponible [en ligne] : <http://www.kedo.org/pdfs/AgreedFramework.pdf> (consultée le 2 juillet 2006).

_____. *KEDO: Promoting Peace and Stability on the Korea Peninsula and Beyond*. Disponible [en ligne] : <http://www.kedo.org/pdfs/AgreedFramework.pdf> (consultée le 2 juillet 2006).

U.S. Department of State. *Text of the Korean War Armistice Agreement*. Disponible [en ligne] : <http://www.state.gov/t/ac/rls/or/2004/31006.htm> (consultée le 5 mai 2007).

_____. *Farewell Address 1776*. Disponible [en ligne] : <http://usinfo.state.gov/usa/infousa/facts/democrac/49.htm> (consultée le 15 juin 2007).

_____. *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks*. Disponible [en ligne] : <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2005/53490.htm> (consultée le 12 septembre 2006).

_____. *North Korean Nuclear Program*. Disponible [en ligne] : <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2002/14432.htm> (consultée le 3 mars avril 2006).

_____. *Proliferation Security Initiative*. Disponible [en ligne] : <http://www.state.gov/t/np/c10390.htm> (consultée le 3 septembre 2006).

_____. *Report on the U.S. Visit to the Site at Kumchang-Ni, Democratic People's Republic of Korea*. Disponible [en ligne] : <http://secretary.state.gov/www/briefings/statements/1999/ps990625a.html> (consultée le 9 août 2005)

U.S. Department of Treasury. *Treasury Designates Banco Delta Asia as Primary Money Laundering Concern under USA PATRIOT Act*. Disponible [en ligne] : <http://www.ustreas.gov/press/releases/js2720.htm> (consultée le 19 avril 2006).

United Nations. *Security Council Condemns Democratic People's Republic of Korea's Missile Launches, Unanimously Adopting Resolution 1695 (2006)*. Disponible [en ligne] : <http://www.un.org/News/Press/docs/2006/sc8778.doc.htm> (consultée le 7 août 2006).

_____. *Security Council Condemns Nuclear Test by Democratic People's Republic of Korea, Unanimously Adopting Resolution 1718 (2006)*. Disponible [en ligne] : <http://www.un.org/News/Press/docs/2006/sc8853.doc.htm> (consultée le 21 décembre 2006).

White House, The. *The President's State of the Union Address*. 29 janvier 2002. Disponible [en ligne] : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html#> (consultée le 5 octobre 2006).

Wisconsin Project on Nuclear Arms Control. *North Korea Missile Update – 2005*. Disponible [en ligne] : <http://www.wisconsinproject.org/countries/nkorea/missileupdate2005.html> (consultée le 7 juillet 2006).